
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 7

Bill No. 7

Loi sur les assurances

An Act respecting insurance

Première lecture

First reading

Mr TETLEY

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n° 7

Loi sur les assurances

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi (sauf à l'article 2) et dans les règlements, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « assureur »: quiconque, directement ou indirectement, s'annonce comme assureur ou agit à ce titre, émet un contrat d'assurance ou s'engage à en émettre un, touche des primes, cotisations, ou autres sommes en vertu d'un tel contrat ou en vue de verser des secours mutuels ou s'engage à payer des prestations d'assurance ou de secours mutuels, mais à l'exclusion de tout syndicat professionnel autorisé à exercer les pouvoirs prévus au paragraphe 1° de l'article 9 de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus, 1964, chapitre 146);

b) « compagnie » ou « compagnie d'assurance »: une compagnie à capital social constituée pour pratiquer les assurances;

c) « compagnie mutuelle d'assurance sur la vie »: une compagnie visée à l'article 67;

d) « société mutuelle d'assurance-incendie »: une société mutuelle d'assurance-incendie constituée en vertu de l'article 95 ou une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtés,

Bill No. 7

An Act respecting insurance

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

TITLE I

INTERPRETATION

1. In this act (except in section 2) and in the regulations, unless the context indicates a different meaning, the following expressions mean:

(a) "insurer": any person who directly or indirectly advertises or acts as an insurer, issues or undertakes to issue an insurance contract, receives premiums, assessments or other amounts under such a contract or to pay mutual benefits, or undertakes to pay insurance benefits or mutual benefits, excluding any professional syndicate authorized to exercise the powers provided in subparagraph 1 of section 9 of the Professional Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 146);

(b) "company" or "insurance company": a joint stock company incorporated to transact insurance business;

(c) "mutual life-insurance company": a company contemplated in section 67;

(d) "mutual fire-insurance association": a mutual fire insurance association incorporated under section 95, or a mutual fire insurance company, in counties, incorporated under Division II of the Insurance

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi remplace la Loi des assurances, la Loi de l'assurance des maris et des parents, la Loi des compagnies diocésaines d'assurance mutuelle, le titre du Code civil portant sur l'assurance à l'exception du chapitre traitant de l'assurance maritime et, enfin, la Loi des agents de réclamations.

La première partie du projet porte sur le contrat d'assurance.

La deuxième partie énonce les dispositions administratives: elle traite du surintendant des assurances et du service des assurances, des entreprises d'assurance et du contrôle de l'assurance privée (permis, cautionnements, placements, actifs et réserves, livres, comptes et rapports, agents d'assurance et experts en sinistres, administration provisoire, etc.)

EXPLANATORY NOTES

This bill replaces the Insurance Act, the Husbands and Parents Life Insurance Act, the Diocesan Mutual Insurance Companies Act, the title of the Civil Code respecting insurance except the chapter on marine insurance and, finally, the Claims Adjusters Act.

The first part of the bill deals with the insurance contract.

The second part sets out the administrative provisions: it deals with the Superintendent of Insurance and the insurance branch, with insurance companies and with the control of private insurance (licences, deposits, investments, assets and reserve funds, books, accounts and reports, agents and claims adjusters, provisional administration, etc.)

constituée en vertu de la section II de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par la présente loi;

e) « compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent » : une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent régie par la Loi concernant certaines compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent (Statuts refondus, 1964, chapitre 295);

f) « société de secours mutuels » : une société de secours mutuels constituée en vertu de la présente loi ou de la section VIII de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par la présente loi ainsi qu'une corporation qui pratique des secours mutuels en vertu d'une loi spéciale de la Législature;

g) « secours mutuels » : les sommes versées ou les avantages conférés aux personnes faisant partie d'un groupe ou aux membres de leurs familles en cas d'infortune, de maladie, d'accident ou de décès, à même les primes, cotisations, dons ou souscriptions obtenus des personnes faisant partie de ce groupe;

h) « société mutuelle » : toute société ou compagnie visée aux paragraphes d, e ou f;

i) « agent d'assurance » : toute personne qui, pour autrui et à titre onéreux ou pour le compte de son employeur, exerce en assurance en négociant ou plaçant des risques, en sollicitant ou obtenant des demandes d'assurance, en délivrant des polices ou en percevant des primes, y compris un courtier spécial visé à l'article 346 et un courtier d'assurances au sens de la Loi des courtiers d'assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 268);

j) « expert en sinistres » : toute personne qui, en matière d'assurance, pour autrui et à titre onéreux ou pour le compte de son employeur, enquête sur un sinistre, estime les dommages en découlant ou négocie le règlement du sinistre, sous réserve de la Loi du Barreau;

k) « à titre onéreux » : en plus de son sens ordinaire, en contrepartie d'une commission ou d'un avantage, direct ou indirect, d'une promesse de rémunération ou de l'intention d'en obtenir une;

Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) replaced by this act;

(e) "mutual company of insurance against fire, lightning and wind": a mutual insurance company against fire, lightning and wind governed by the Act respecting certain mutual insurance companies against fire, lightning and wind (Revised Statutes, 1964, chapter 295);

(f) "mutual benefit association": a mutual benefit association incorporated under this act or Division VIII of the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) replaced by this act, and a corporation transacting mutual benefits under a special act of the Legislature;

(g) "mutual benefits": amounts paid to or benefits conferred upon persons who are members of a group or to or upon members of their families in case of misfortune, sickness, accident or death, out of the premiums, assessments, gifts or subscriptions from persons who are members of that group;

(h) "mutual association": every association or company contemplated in paragraph d, e or f;

(i) "insurance agent": every person who, on behalf of another and for remuneration or on behalf of his employer, transacts the business of insurance by negotiating for or placing risks, soliciting or obtaining applications for insurance, issuing policies or collecting premiums, including a special broker contemplated in section 346 and an insurance broker within the meaning of the Insurance Brokers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 268);

(j) "claims adjuster": every person who, in insurance matters, on behalf of another and for remuneration or on behalf of his employer, investigates a loss, assesses damage arising from it or negotiates settlement of the claim, subject to the Bar Act;

(k) "for remuneration": in addition to its usual meaning, in consideration of any direct or indirect commission or benefit, promise of remuneration or intention to obtain remuneration;

l) « dirigeant »: le président du conseil d'administration, le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier, l'administrateur délégué et le directeur général;

m) « actuaire »: un Fellow de l'Institut Canadien des Actuaires;

n) « surintendant »: le surintendant des assurances nommé en vertu de l'article 4;

o) « ministre »: le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives;

p) « permis »: tout permis délivré en vertu de la présente loi;

q) « certificat »: tout certificat délivré en vertu de la présente loi à un agent d'assurance ou à un expert en sinistres;

r) « état annuel »: l'état visé à l'article 305;

s) « règlements »: les règlements adoptés en vertu de la présente loi par le lieutenant-gouverneur en conseil.

l) "officer": the chairman of the board of directors, the president, vice-president, secretary, treasurer, managing director and the general manager;

m) "actuary": a Fellow of the Canadian Institute of Actuaries;

n) "Superintendent": the Superintendent of Insurance appointed under section 4;

o) "Minister": the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

p) "licence": every licence issued under this act;

q) "certificate": every certificate issued under this act to an insurance agent or a claims adjuster;

r) "annual statement": the statement contemplated in section 305;

s) "regulations": the regulations made under this act by the Lieutenant-Governor in Council.

TITRE II

LE CONTRAT D'ASSURANCE

2. Le titre Cinquième du livre Quatrième du Code civil, comprenant les articles 2468 à 2593*a*, est, à l'exception du chapitre Deuxième comprenant les articles 2492 à 2567 et intitulé « De l'assurance maritime. », remplacé par ce qui suit:

« TITRE CINQUIÈME.

« DES ASSURANCES.

« CHAPITRE PREMIER.

« DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

« SECTION I.

« DE LA NATURE DE L'ASSURANCE—DES DIVERSES BRANCHES D'ASSURANCE.

« **2468.** Le contrat d'assurance est celui en vertu duquel l'assureur, moyennant une prime ou cotisation, s'engage à verser au preneur ou à un tiers une prestation en cas de réalisation d'un risque.

TITLE II

INSURANCE CONTRACTS

2. Title Fifth of Book Fourth of the Civil Code, comprising articles 2468 to 2593*a*, except Chapter Second, comprising articles 2492 to 2567 and entitled "Of Marine Insurance.", is replaced by the following:

"TITLE FIFTH.

"OF INSURANCE.

"CHAPTER FIRST.

"GENERAL PROVISIONS.

"SECTION I.

"OF THE NATURE OF INSURANCE—OF THE VARIOUS CLASSES OF INSURANCE.

"**2468.** A contract of insurance is that whereby the insurer undertakes, for a premium or assessment, to make a payment to a policyholder or a third person if an event that is the object of a risk occurs.

« **2469.** L'assurance se divise en assurance maritime et en assurance terrestre.

“**2469.** Insurance is divided into marine insurance and non-marine insurance.

« **2470.** L'assurance maritime a pour objet de garantir les risques afférents à une opération maritime.

“**2470.** The object of marine insurance is to cover the risks pertaining to marine adventures.

« **2471.** L'assurance terrestre se divise en assurance de personnes et en assurance de dommages.

“**2471.** Non-marine insurance is divided into insurance of persons and damage insurance.

« **2472.** L'assurance de personnes porte sur la vie, la santé et l'intégrité physique de l'assuré.

“**2472.** Insurance of persons deals with the life, health and physical integrity of the insured.

L'assurance de personnes est individuelle ou collective.

Insurance of persons is individual or group insurance.

L'assurance collective de personnes couvre, en vertu d'un contrat-cadre, les personnes adhérant à un groupe déterminé et dans certains cas, leur famille ou les personnes à leur charge.

Group insurance of persons covers, under a master policy, the participants of a specified group and in some cases their families or dependents.

« **2473.** L'assurance sur la vie garantit le paiement de la somme convenue soit au décès de l'assuré, soit au cas où il serait encore en vie à une époque déterminée, soit encore en cas de réalisation d'un événement touchant son existence.

“**2473.** Life insurance guarantees payment of the agreed amount either on the death of the insured or on his surviving a specified period, or again on the occurrence of an event related to his existence.

Sont assimilées à l'assurance sur la vie les rentes viagères ou à terme fixe pratiquées par les assureurs.

Life or fixed term annuities transacted by insurers are assimilated to life insurance.

« **2474.** Les clauses d'assurance contre la maladie ou les accidents qui sont accessoires à un contrat d'assurance sur la vie et les clauses d'assurance sur la vie qui sont accessoires à un contrat d'assurance contre la maladie ou les accidents sont les unes et les autres soumises aux règles régissant le contrat auquel elles sont accessoires.

“**2474.** Clauses of accident and sickness insurance which are accessory to a contract of life insurance and clauses of life insurance which are accessory to a contract of accident and sickness insurance are subject to the rules governing the principal contract.

« **2475.** L'assurance de dommages garantit l'assuré contre les conséquences d'un événement pouvant porter atteinte à son patrimoine.

“**2475.** Damage insurance protects the insured from the consequences of an event that may adversely affect his patrimony.

Elle comprend l'assurance de choses, qui a pour objet d'indemniser l'assuré des pertes matérielles qu'il subit, et l'assurance de responsabilité qui a pour objet de le garantir contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison d'un fait dommageable.

It includes property insurance, the object of which is to indemnify the insured for material loss sustained by him, and liability insurance, the object of which is to protect him from the pecuniary consequences of an act for which he may be liable in damages.

« SECTION II.

« DE LA FORMATION ET DU CONTENU
DU CONTRAT.

« **2476.** Le contrat d'assurance est formé dès que l'assureur accepte la proposition du preneur.

« **2477.** La police est le document qui constate le contrat d'assurance.

« **2478.** L'assureur doit remettre au preneur la police et une copie de la proposition.

En cas de divergence entre la police et la proposition, cette dernière fait foi du contrat à moins que l'assureur n'ait indiqué par écrit au preneur les points de divergences.

« **2479.** La forme et les conditions des polices d'assurance relatives à la propriété des véhicules automobiles ou à leur utilisation doivent être approuvées par le surintendant des assurances.

« **2480.** La police doit indiquer:

a) le nom des parties au contrat et des personnes à qui les sommes assurées sont payables, ou un moyen de les identifier;

b) l'objet et le montant de la garantie;

c) la nature du risque;

d) le moment à partir duquel le risque est garanti et la durée de la garantie;

e) le montant ou le tarif des primes et les dates d'échéance.

« **2481.** Est sans effet toute clause générale libérant l'assureur en cas de violation des lois ou des règlements, à moins que cette violation ne constitue un acte criminel.

« **2482.** Sauf les dispositions particulières à l'assurance maritime, l'assureur ne peut invoquer de conditions ou déclarations qui ne sont pas énoncées dans le contrat.

Fait partie du contrat toute modification apportée au moyen d'un avenant. Toutefois, un avenant constatant une réduction des engagements de l'assureur est

"SECTION II.

"OF THE FORMATION AND CONTENT
OF CONTRACTS.

"**2476.** An insurance contract is formed upon the insurer's acceptance of the policyholder's application.

"**2477.** The policy is the document evidencing the insurance contract.

"**2478.** The insurer must provide the policyholder with the policy and a copy of the application.

In case of inconsistency between the policy and the application, the latter prevails unless the insured has in writing indicated the inconsistencies to the policyholder.

"**2479.** The form and conditions of insurance policies respecting the ownership of motor vehicles or the use of motor vehicles must be approved by the Superintendent of Insurance.

"**2480.** The policy must indicate:

(a) the names of the parties to the contract and of the persons to whom the sums insured are payable, or means to identify them;

(b) the object and amount of the coverage;

(c) the nature of the risk;

(d) the time from which the risk is covered and the term of such coverage;

(e) the amount or tariff of the premiums and the dates when due.

"**2481.** Every general clause releasing the insurer if any act or regulation is violated is without effect, unless such violation constitutes an indictable offence.

"**2482.** Subject to provisions peculiar to marine insurance, the insurer cannot invoke conditions or representations not written in the contract.

Every change made by means of an endorsement is part of the contract. However, an endorsement stipulating the reduction of the liability of the insurer is

sans effet s'il n'a pas été contresigné par le preneur.

« **2483.** Les déclarations de l'adhérent en assurance collective de personnes ne lui sont opposables que si l'assureur lui en a remis copie.

« **2484.** Les certificats de participation dans les sociétés mutuelles peuvent établir les droits et obligations de leurs membres par référence aux statuts et aux règlements de la société.

Seuls sont opposables aux membres les statuts et règlements de la société clairement signalés, dans les certificats de participation, au moyen de renvois conformément aux règlements adoptés à ce sujet par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Tout membre a droit d'obtenir copie des statuts et des règlements de la société qui sont en vigueur.

« SECTION III.

« DES DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU PRENEUR EN ASSURANCE TERRESTRE.

« **2485.** Le preneur, de même que l'assuré si l'assureur le demande, doit déclarer toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans l'établissement de la prime, l'appréciation du risque ou la décision de l'accepter.

« **2486.** L'obligation relative aux déclarations est réputée remplie si les circonstances en cause sont en substance conformes aux déclarations et s'il n'y a pas d'omission importante.

Il n'est pas obligatoire de déclarer les circonstances que l'assureur connaît ou est présumé connaître en raison de leur notoriété, sauf en réponse aux questions posées.

« **2487.** Sous réserve des articles 2510 à 2515, les fausses déclarations et les réticences, tant du preneur que de l'assuré, sur des circonstances visées aux articles 2485 et 2486 entraînent, à la demande de l'assureur, la nullité du contrat même en ce

without effect if it is not countersigned by the policyholder.

“**2483.** The representations of the participant in group insurance of persons may be invoked against him only if the insurer has provided him with a copy of them.

“**2484.** Participating certificates in mutual associations may establish the rights and obligations of their members by reference to the constitution and by-laws of the association.

Only those articles of the constitution and by-laws of the association that are clearly indicated in references on the participating certificates in conformity with the regulations made to that effect by the Lieutenant-Governor in Council may be invoked against the members.

Every member is entitled to a copy of the constitution and by-laws of the association in force.

« SECTION III.

“OF REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE POLICYHOLDER IN NON-MARINE INSURANCE.

“**2485.** The policyholder, and the insured if the insurer requires it, must represent all the facts known to him likely to materially influence a reasonable insurer in the setting of the premium and the appraisal of the risk or the decision to cover it.

“**2486.** The obligation respecting representations is deemed met if the facts are substantially as represented and there is no material omission.

There is no obligation to represent facts known to the insurer or which from their notoriety he is presumed to know, except in answer to inquiries.

“**2487.** Subject to articles 2510 to 2515, misrepresentation or concealment by either the policyholder or the insured, in regard to the facts contemplated in articles 2485 and 2486, nullifies the contract at the instance of the insurer, even

qui concerne les sinistres non rattachés aux risques ainsi dénaturés.

« **2488.** En assurance de dommages, à moins que la mauvaise foi du proposant ne soit établie, l'assureur est garant du risque dans le rapport de la prime reçue à celle qu'il aurait dû recevoir, sauf s'il est établi qu'il n'aurait pas accepté le risque s'il avait connu les circonstances en cause.

« **2489.** Les manquements aux engagements formels aggravant le risque suspendent la garantie jusqu'à l'acquiescement de l'assureur.

« **2490.** Est sans effet toute clause libérant l'assureur en cas d'omissions, de fausses déclarations ou de manquement à un engagement formel, sauf en conformité avec les dispositions du présent titre.

« **2491.** Lorsque les déclarations contenues dans la proposition d'assurance y ont été inscrites par le représentant de l'assureur ou par tout courtier d'assurance, la preuve testimoniale est admise pour démontrer qu'elles ne correspondent pas à ce qui a été effectivement déclaré.

« SECTION IV.

« DISPOSITIONS DIVERSES.

« **2492.** Sauf l'assurance souscrite auprès d'une société mutuelle, laquelle est toujours une opération civile pour les deux parties, le contrat d'assurance terrestre est commercial pour l'assureur.

Le contrat d'assurance maritime est commercial pour les deux parties.

« **2493.** Le contrat de réassurance n'a d'effet qu'entre l'assureur et le réassureur.

« **2494.** La responsabilité civile n'est ni atténuée ni modifiée par l'effet des contrats d'assurance et le montant des dommages est déterminé sans égard à ces contrats.

« **2495.** Toute action dérivant d'un contrat d'assurance se prescrit par trois

for losses not connected with the risks so misrepresented.

“**2488.** In damage insurance, unless the bad faith of the proposer is established, the insurer is liable for the risk in the proportion that the premium collected bears to that which it should have collected, except where it is established that it would not have covered the risk if it had known the true facts.

“**2489.** A breach of warranty aggravating the risk suspends coverage until the insurer's acceptance.

“**2490.** Every clause releasing the insurer in case of omission, misrepresentation or breach of warranty is without effect, except in conformity with the provisions of this title.

“**2491.** When the representations contained in the insurance application have been written therein by the representative of the insurer or by any insurance broker, proof may be made by testimony that they do not correspond to what was actually represented.

“SECTION IV.

“MISCELLANEOUS.

“**2492.** Except insurance with a mutual association, which is always a civil operation for both parties, the contract of non-marine insurance is a commercial contract for the insurer.

The contract of marine insurance is a commercial contract for both parties.

“**2493.** The contract of reinsurance has effect only between the insurer and the reinsurer.

“**2494.** Civil responsibility is not lessened or altered by the effect of insurance contracts and the amount of damage is determined without regard to such contracts.

“**2495.** An action arising from an insurance contract is prescribed by three

ans à compter du moment où le droit d'action prend naissance.

« **2496.** Est réputé conclu au Québec tout contrat d'assurance souscrit par une personne y ayant son domicile ou sa résidence ou portant sur une chose ou un intérêt situé au Québec, dès lors que le preneur en fait la demande au Québec ou que l'assureur y signe ou y délivre la police.

Un tel contrat est régi par la loi du Québec.

« **2497.** La loi du Québec régit aussi les assurances collectives de personnes en ce qui concerne les assurés et les bénéficiaires si l'adhérent a sa résidence au Québec à l'époque de son adhésion.

« **2498.** Toute somme due en vertu d'un contrat visé aux articles 2496 à 2498 est payable au Québec.

« **2499.** En cas d'ambiguïté, le contrat d'assurance s'interprète contre l'assureur.

« **2500.** Est sans effet toute stipulation qui déroge aux prescriptions des articles 2474, 2475, 2478 à 2484, 2486, 2490 à 2492, 2494 à 2506, 2508, 2510 à 2516, 2518, 2523 à 2530, du deuxième alinéa de l'article 2533, des articles 2534, 2536, 2538, 2539, 2541, 2546 à 2549, 2557, 2559, 2560, 2561, 2564, du troisième alinéa de l'article 2566, du deuxième alinéa de l'article 2572, des articles 2574, 2576 à 2582, 2584, des deux premiers alinéas de l'article 2586, des articles 2587, 2598, 2599 et 2601 à 2605.

Sauf dans la mesure où elle est plus favorable au preneur ou au bénéficiaire, est sans effet toute stipulation qui déroge aux prescriptions des articles 2485, 2488, 2489, 2517, 2519 à 2522, 2532, du premier alinéa de l'article 2533, des articles 2535, 2537, 2563, des premier, deuxième et quatrième alinéas de l'article 2566, des articles 2567 à 2570, du premier alinéa de l'article 2572, des articles 2573, 2575, 2583, 2585, du troisième alinéa de l'article 2586, des articles 2589 à 2591 et 2594 à 2597.

years from the time the right of action arises.

“**2496.** Every insurance contract subscribed by a person domiciled or resident in the province of Québec or relating to a property or interest situated in the Province, is deemed made in the Province, if the policyholder applies therefor in the Province or the insurer signs or delivers the policy in the Province.

Such a contract is governed by the laws of the province of Québec.

“**2497.** The laws of the province of Québec also govern group insurance of persons with respect to the insured and the beneficiaries if the participant is resident in the province of Québec when he becomes a participant.

“**2498.** Any sum of money due under a contract contemplated in articles 2496 to 2498 is payable in the province of Québec.

“**2499.** In case of ambiguity, the insurance contract is interpreted against the insurer.

“**2500.** Any stipulation which derogates from the prescriptions of articles 2474, 2475, 2478 to 2484, 2486, 2490 to 2492, 2494 to 2506, 2508, 2510 to 2516, 2518, 2523 to 2530, the second paragraph of article 2533, articles 2534, 2536, 2538, 2539, 2541, 2546 to 2549, 2557, 2559, 2560, 2561, 2564, the third paragraph of article 2566, the second paragraph of article 2572, articles 2574, 2576 to 2582, 2584, the first two paragraphs of article 2586, articles 2587, 2598, 2599 and 2601 to 2605 is without effect.

Except to the extent that it is more favourable to the policyholder or to the beneficiary, any stipulation which derogates from the prescriptions of articles 2485, 2488, 2489, 2517, 2519 to 2522, 2532, the first paragraph of article 2533, articles 2535, 2537, 2563, the first, second and fourth paragraphs of article 2566, articles 2567 to 2570, the first paragraph of article 2572, articles 2573, 2575, 2583, 2585, the third paragraph of article 2586, articles 2589 to 2591 and 2594 to 2597 is without effect.

« CHAPITRE DEUXIÈME.

« DES ASSURANCES DE PERSONNES.

« SECTION I.

« DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

« § 1. *De la teneur de la police.*

« **2501.** Outre les mentions prescrites à l'article 2480, la police d'assurance de personnes doit, le cas échéant, indiquer:

- a) les délais de paiement de prime;
- b) les droits du propriétaire de participer aux bénéfices;
- c) la méthode ou le tableau devant servir à établir la valeur de rachat;
- d) les droits du propriétaire à la valeur de rachat et aux avances sur police;
- e) les conditions de remise en vigueur;
- f) les droits de transformation de l'assurance;
- g) les modalités de paiement des sommes dues;
- h) la période durant laquelle les prestations sont payables.

« **2502.** L'assureur doit, en outre, dans une police d'assurance contre la maladie ou les accidents, indiquer expressément et de façon distincte, la nature de la garantie qui y est stipulée; si l'assurance porte sur l'incapacité, il doit indiquer, de la même manière, les conditions de paiement des indemnités.

L'assureur ne peut invoquer que les exclusions ou clauses de réduction de la garantie qui sont clairement signalées sous un titre approprié, tel que: « EXCLUSIONS ET RÉDUCTION DE LA GARANTIE ».

« **2503.** Sauf en cas de fraude, l'assureur ne peut ni exclure, ni réduire la garantie en assurance contre la maladie ou les accidents en raison d'une affection déclarée dans la police, si ce n'est en vertu d'une clause désignant nommément l'affection en question.

« **2504.** Sauf en cas de fraude, toute clause générale d'exclusion ou de réduction de la garantie en assurance contre la maladie ou les accidents n'a d'effet, en ce qui

“CHAPTER SECOND.

“OF INSURANCE OF PERSONS.

“SECTION I.

“GENERAL PROVISIONS.

“§ 1. *Of the contents of the policy.*

“**2501.** In addition to the particulars prescribed in article 2480, the policy of insurance of persons must, where such is the case, indicate:

- (a) the delays for payment of premiums;
- (b) the right of the owner to participate in the profits;
- (c) the method or table according to which the surrender value is established;
- (d) the right of the owner to the surrender value or to advances on the policy;
- (e) the conditions of reinstatement;
- (f) the right to convert the insurance;
- (g) the terms and conditions of payment of sums due;
- (h) the period during which benefits are payable.

“**2502.** In any accident and sickness insurance policy the insurer must also indicate expressly and clearly the nature of the coverage stipulated therein; if the insurance is conditional upon disability, it must, in the same manner, indicate the conditions of payment of the indemnities.

The insurer cannot invoke exclusions or clauses of reduction of coverage except those clearly indicated under an appropriate title, such as the following: “EXCLUSIONS AND REDUCTION OF COVERAGE”.

“**2503.** Except in case of fraud, the insurer cannot exclude or reduce the coverage in accident and sickness insurance by reason of a disease or ailment mentioned in the policy, except under a clause specifically stating the name of the disease or ailment.

“**2504.** Except in case of fraud, no general clause of exclusion or reduction of coverage in accident and sickness insurance has any effect regarding a disease or

concerne une affection non déclarée dans la proposition, que si cette affection se manifeste dans les deux premières années de l'assurance.

« **2505.** En assurance collective, l'assureur doit délivrer la police au preneur; l'adhérent et le bénéficiaire ont droit de la consulter chez le preneur et d'en prendre copie.

Sauf dérogation autorisée par les règlements adoptés à ce sujet par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'assureur doit remettre au preneur des attestations d'assurance que ce dernier doit distribuer aux adhérents.

« § 2. *De l'intérêt d'assurance.*

« **2506.** En assurance individuelle, le contrat est sans effet si, au moment où elle est contractée, le preneur n'a pas un intérêt susceptible d'assurance dans la vie ou la santé de l'assuré.

« **2507.** Une personne a un intérêt susceptible d'assurance dans sa propre vie et sa propre santé ainsi que dans la vie et la santé:

- a) de son conjoint;
- b) de ses descendants et de ceux de son conjoint, quelle que soit leur filiation;
- c) de ceux qui contribuent à son soutien ou à son éducation;
- d) de ses préposés et de son personnel;
- e) de ceux dont la vie et la santé présentent pour elle un intérêt pécuniaire.

« **2508.** L'absence d'intérêt susceptible d'assurance n'empêche pas la formation du contrat d'assurance si l'assuré donne son consentement par écrit.

Si l'assuré est mineur, ce consentement est donné par son père, sa mère, son tuteur ou son curateur sans consultation du conseil de famille ni autorisation judiciaire.

« **2509.** L'assurance peut être cédée à une personne qu'elle ait ou non un intérêt susceptible d'assurance dans la vie ou la santé de l'assuré.

ailment not declared in the application unless such disease or ailment appears within the first two years of the insurance.

“**2505.** In group insurance, the insurer must issue the policy to the policyholder; the participant and the beneficiary are entitled to examine it at the office of the policyholder and to make copy of it.

Except as otherwise permitted by the regulations made to that effect by the Lieutenant-Governor in Council, the insurer must provide the policyholder with insurance certificates which the latter must distribute to the participants.

“§ 2. *Of insurable interest.*

“**2506.** In individual insurance, the contract is without effect if at the time of contracting it the policyholder has no insurable interest in the life or health of the insured.

“**2507.** A person has an insurable interest in his own life and health and in the life and health:

- (a) of his consort;
- (b) of his descendants and of those of his consort, whatever their filiation;
- (c) of any person upon whom he is dependent for support or education;
- (d) of his employees and staff;
- (e) of any person in whose life and health the insured has a pecuniary interest.

“**2508.** The absence of an insurable interest does not prevent the formation of the contract of insurance if the insured gives his written consent.

When the insured is a minor, such consent is given by his father, mother, tutor or curator without consulting the family council or obtaining judicial authorization.

“**2509.** Insurance may be assigned to a person whether or not he has any insurable interest in the life or health of the insured.

« § 3. *De la déclaration de l'âge et du risque.*

« **2510.** La fausse déclaration sur l'âge de l'assuré n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

« **2511.** En cas de fausse déclaration sur l'âge, la somme assurée est ajustée en proportion de la prime reçue et de celle qui aurait correspondu à l'âge véritable de l'assuré.

Toutefois en assurance contre la maladie ou les accidents, l'assureur peut plutôt choisir de redresser la prime pour la rendre conforme aux tarifs pour l'âge véritable.

« **2512.** En assurance sur la vie, si l'âge de l'assuré se trouve en dehors des limites fixées par les tarifs de l'assureur, ce dernier est fondé à demander l'annulation du contrat dans les cinq ans de sa conclusion, pourvu qu'il le fasse du vivant de l'assuré et dans les soixante jours après que l'erreur est venue à la connaissance de l'assureur.

« **2513.** En assurance contre la maladie ou les accidents, seul l'âge véritable est déterminant dans les cas où le début ou la fin de l'assurance dépend de l'âge de l'assuré.

« **2514.** En assurance collective, les fausses déclarations et les réticences de l'adhérent n'ont effet que sur l'assurance des personnes qui en font l'objet.

« **2515.** En l'absence de fraude, aucune fausse déclaration ou réticence ne peut fonder l'annulation ou la réduction d'une assurance qui a été en vigueur pendant deux ans.

Toutefois, s'il s'agit de prestations d'invalidité, cette règle ne s'applique pas si l'invalidité en cause a débuté durant les deux premières années de l'assurance.

« § 4. *De la prise d'effet et de la délivrance.*

« **2516.** L'assurance sur la vie prend effet dès l'acceptation de la proposition par l'assureur pour autant que cette dernière ait été acceptée sans modification,

“§ 3. *Of statement of age and risk.*

“**2510.** Misrepresentation of the age of the insured does not entail nullity of the insurance.

“**2511.** In case of misrepresentation of the age, the sum insured is adjusted in proportion to the relation between the premium collected and that which would have corresponded to the true age of the insured.

However, in accident and sickness insurance, the insurer may instead choose to adjust the premium to make it comply with the tariffs for the true age.

“**2512.** In life insurance, if the age of the insured exceeds the limits fixed by the tariffs of the insurer, the latter may request the annulment of the contract within five years of its formation provided that he does so in the lifetime of the insured and that the request is made within sixty days of the date on which the insurer has become aware of the error.

“**2513.** In accident and sickness insurance, the true age is the only determining factor in cases where the commencement or termination of the insurance depends on the age of the insured.

“**2514.** In group insurance, concealment or misrepresentation by a participant has effect only on the insurance of the persons who are the object of it.

“**2515.** In the absence of fraud, no misrepresentation or concealment may justify the annulment or reduction of insurance which has been in force for two years.

However, in the case of disability benefits, such rule does not apply if such disability begins during the first two years of the insurance.

“§ 4. *Of coming into effect and of issue.*

“**2516.** Life insurance becomes effective when the application is accepted by the insurer, to the extent that it is accepted without modification, that the initial pre-

que la première prime ait été payée et qu'aucun changement ne soit intervenu dans l'assurabilité du risque depuis la signature de la proposition.

« **2517.** L'assurance contre la maladie ou les accidents prend effet dès la délivrance de la police au preneur, même si cette délivrance n'est pas le fait d'un représentant autorisé de l'assureur.

« **2518.** Est réputée délivrée au preneur toute police établie conformément à la proposition et remise à un représentant de l'assureur pour délivrance au preneur sans réserve.

« § 5. *Des primes.*

« **2519.** En assurance sur la vie, le preneur a, pour le paiement de chaque prime, sauf la première, un délai de trente jours durant lequel l'assurance reste en vigueur.

Ce délai court en même temps que tout autre délai consenti par l'assureur, mais nulle convention ne peut le réduire.

Le défaut de paiement de la prime dans le délai imparti met fin à l'assurance sur la vie.

« **2520.** La prime ne porte pas intérêt durant le délai imparti, sauf en assurance collective.

« **2521.** L'assureur ne peut demander sur la prime échue un intérêt supérieur au taux fixé par les règlements adoptés à ce sujet par le lieutenant-gouverneur en conseil.

« **2522.** Lorsque le paiement est fait par lettre de change il n'est réputé effectué que si la lettre est payée dès la première présentation.

« **2523.** Sauf en assurance collective, aucun contrat d'assurance contre la maladie ou les accidents ne peut, après délivrance au propriétaire, être résilié pour non-paiement de la première prime, à moins d'un préavis de quinze jours donné par écrit par l'assureur.

Le non-paiement des primes afférentes aux certificats de renouvellement délivrés

mium is paid and that there has been no change in the insurability of the risk from the signing of the application.

“**2517.** Accident and sickness insurance becomes effective as soon as the policy is delivered to the policyholder, even if delivered by a person other than an authorized representative of the insurer.

“**2518.** A policy issued in accordance with the application and given to a representative of the insurer for unconditional delivery to the policyholder is deemed delivered to the policyholder.

“§ 5. *Of premiums.*

“**2519.** In life insurance, the policyholder has, to make the payment of each premium except the initial one, a delay of thirty days, during which the insurance remains in force.

Such delay runs concurrently with any other delay granted by the insurer, but no agreement may reduce it.

Failure to pay the premium within the delay granted terminates the life insurance.

“**2520.** The premium does not bear interest during the delay granted, except in group insurance.

“**2521.** The insurer cannot demand on the premium due any interest exceeding the rate fixed by the regulations made to that effect by the Lieutenant-Governor in Council.

“**2522.** When payment is made by bill of exchange, it is deemed made only if the bill is honoured when first presented.

“**2523.** Except in group insurance, no accident and sickness insurance contract may, after delivery to the owner, be cancelled for non-payment of the initial premium unless the insurer gives fifteen days' prior notice in writing.

Non-payment of premiums relating to the renewal certificates issued to the

au preneur n'entraîne la résiliation que si le préavis susdit est donné.

« **2524.** L'assureur doit rétablir l'assurance individuelle sur la vie qui a été résiliée pour défaut de paiement de la prime si le preneur lui en fait la demande dans les deux ans de la date de la résiliation, établit que l'assuré remplit encore les conditions requises pour être assurable au titre du contrat résilié, paie les primes en souffrance et rembourse les avances qu'il a reçues sur la police, avec un intérêt n'excédant pas le taux fixé par les règlements adoptés à ce sujet par le lieutenant-gouverneur en conseil.

En pareil cas, le délai de deux ans prévu aux articles 2515 et 2532 court à nouveau.

« **2525.** La remise en vigueur du contrat ne peut être demandée si la valeur de rachat a été payée ou s'il y a eu option pour la réduction ou la prolongation de l'assurance.

« **2526.** Tout remboursement qui doit être effectué pour la remise en vigueur d'un contrat peut se faire sous forme d'avance sur police jusqu'à concurrence du montant permis par le contrat.

« **2527.** L'assureur n'a d'action pour exiger le paiement des primes échues qu'en assurance collective sur la vie ou en assurance contre la maladie ou les accidents.

L'assureur peut retenir le montant de toute prime due, à même les prestations qu'il doit verser.

« § 6. *Du paiement de la somme assurée.*

« **2528.** L'assureur est tenu de payer les sommes assurées suivant les conditions du contrat dans les trente jours après réception des justifications requises.

Toutefois, en assurance contre la maladie ou les accidents, le délai est de soixante jours, sauf si l'assurance couvre la perte de revenus occasionnée par l'incapacité.

« **2529.** Lorsque sept ans se sont écoulés sans que l'assuré n'ait paru au lieu de sa résidence habituelle et sans qu'on ait eu de ses nouvelles, toute personne

policyholder entails cancellation only if the aforementioned prior notice is given.

“**2524.** The insurer must reinstate individual life insurance cancelled for non-payment of the premium if the policyholder applies to him therefor within two years from the date of cancellation, establishes that the insured still fulfils the conditions required to be insured under the cancelled contract, pays the overdue premiums and repays the advances he has received on the policy with interest not exceeding the rate fixed by the regulations made to that effect by the Lieutenant-Governor in Council.

In that case, the two-year period provided for in articles 2515 and 2532 runs again.

“**2525.** The reinstatement of the contract cannot be requested if the surrender value has been paid or if an option has been exercised for the reduction or extension of the insurance.

“**2526.** Any repayment that must be made for the reinstatement of a contract may be made as an advance on the policy up to the amount allowed by the contract.

“**2527.** The insurer has a right of action to obtain payment of the premiums due only in group life insurance or in accident and sickness insurance.

The insurer may deduct the amount of any premium due out of the benefits payable.

“§ 6. *Of payment of the sum insured.*

“**2528.** The insurer must pay the sums insured according to the conditions of the contract within thirty days after required proof of loss is received.

However, in accident and sickness insurance, this delay is sixty days, unless the insurance covers loss of income due to disability.

“**2529.** When a person insured has disappeared from the place of his usual residence and has not been heard from for a period of seven years, any person en-

ayant droit au bénéfice de l'assurance peut obtenir du tribunal une déclaration de présomption de décès.

« **2530.** En présence de plusieurs personnes prétendant au bénéfice de l'assurance ou d'une personne y ayant droit et incapable de donner quittance, l'assureur peut se libérer en déposant la somme due auprès du ministre des finances conformément à la Loi des dépôts et consignations.

« **2531.** Les héritiers du bénéficiaire d'une assurance peuvent exiger de l'assureur qu'il leur escompte en un paiement unique toutes sommes payables par versements.

« **2532.** Le suicide de l'assuré n'est pas cause de nullité. Toute stipulation contraire est sans effet si le suicide survient après deux ans d'assurance ininterrompue.

« § 7. *Dispositions applicables à l'assurance contre la maladie ou les accidents.*

« **2533.** Toute aggravation du risque professionnel persistant pendant six mois ou plus donne à l'assureur le droit de ramener l'indemnité à celle qui aurait été payable pour le nouveau risque en fonction de la prime stipulée au contrat.

« **2534.** S'il y a diminution du risque professionnel, l'assureur doit, à compter de l'avis qu'il en reçoit, soit réduire le taux de prime en conséquence, soit prolonger l'assurance en fonction du taux correspondant au nouveau risque, au choix du preneur.

« **2535.** En cas de sinistre, le preneur doit en donner avis par écrit à l'assureur dans les trente jours.

Le preneur doit également, dans les quatre-vingt-dix jours du sinistre, transmettre à l'assureur tous les renseignements auxquels ce dernier peut raisonnablement s'attendre sur les circonstances et sur l'étendue du sinistre.

L'assuré et le bénéficiaire peuvent remplir les obligations du preneur.

titled to the proceeds of the insurance may obtain from the court a declaration of presumption of death.

“**2530.** If several persons claim to be entitled to the proceeds of the insurance or a person entitled to them is unable to give a discharge, the insurer may be released by depositing the sum payable with the Minister of Finance in accordance with the Deposit Act.

“**2531.** The heirs of an insurance beneficiary may require the insurer to make a single payment to them of all sums payable by instalments.

“**2532.** Suicide of the insured is not a cause of nullity. Any stipulation to the contrary is without effect if the suicide occurs after two years of uninterrupted insurance.

“§ 7. *Provisions applicable to accident and sickness insurance.*

“**2533.** Any aggravation of the occupational risk lasting for six months or longer entitles the insurer to reduce the indemnity to that payable for the new risk according to the premium fixed in the contract.

“**2534.** If there is a reduction of the occupational risk, the insurer must, from his receiving notice of it, reduce the rate of the premium accordingly or extend the insurance by applying the rate corresponding to the new risk, at the option of the policyholder.

“**2535.** The policyholder must give notification of a loss in writing to the insurer within thirty days.

The policyholder must also, within ninety days of the loss, send to the insurer all information the latter may reasonably expect as to the circumstances and extent of the loss.

The insured and the beneficiary may perform the obligations of the policyholder.

Lorsque la personne qui a droit à la prestation démontre qu'il lui a été impossible d'agir dans les délais impartis, elle n'est pas pour autant empêchée de toucher la prestation si l'avis est transmis à l'assureur dans l'année du sinistre.

« **2536.** Lorsque l'assureur est justifié de le demander en raison de la nature de l'incapacité, l'assuré doit se soumettre à un examen médical.

« **2537.** L'assureur doit payer les premières indemnités dues au titre d'un contrat pour perte de revenus dans les trente jours de la production de la preuve de l'incapacité de l'assuré, à moins que le contrat ne stipule un délai de carence auquel cas les trente jours courent à compter de l'expiration du délai de carence.

Les paiements subséquents sont effectués à des intervalles d'au plus trente jours pourvu que justification soit fournie à l'assureur sur demande.

« § 8. *Des opérations prohibées.*

« **2538.** Les opérations suivantes sont prohibées :

a) le contrat d'assurance de frais d'obsèques selon lequel une personne, moyennant une prime payée en une seule fois ou par versements, s'engage à fournir des services ou effets lors du décès d'une autre personne, à acquitter des frais d'obsèques ou à affecter une somme d'argent à cette fin;

b) le contrat de tontine selon lequel un groupe de personnes mettent un capital en commun et conviennent que ce capital sera reporté, à chaque décès, sur l'ensemble des survivants.

« **2539.** La nullité des contrats faits en contravention de l'article 2538 ne peut être invoquée que par ceux qui ont payé les primes ou fait des versements à l'égard de l'opération prohibée ou par le surintendant agissant en leur nom.

The person who is entitled to the benefit is not prevented from receiving it if he proves that it was impossible for him to act within the delay granted and if the notification is sent to the insurer within one year of the loss.

“**2536.** When the insurer is entitled to require it by the nature of the disability, the insured must submit to a medical examination.

“**2537.** The insurer must pay the first indemnities due under a contract for loss of income within thirty days of the filing of the proof of disability of the insured, unless the contract stipulates a qualifying period for benefit, in which case such thirty days run from the expiry of the qualifying period.

Subsequent payments are made at intervals of not more than thirty days provided that proof of loss is furnished to the insurer upon request.

“§ 8. *Of prohibited operations.*

“**2538.** The following operations are prohibited:

(a) a funeral expenses insurance contract whereby a person, in consideration of a premium paid in one sum or by instalments, undertakes to provide services or goods upon the death of another person, to pay for funeral expenses or to set aside a sum of money for that purpose;

(b) a tontine contract according to which a group of persons pool a capital amount and agree that such capital will be carried forward, at each death, to the survivors of the group.

“**2539.** The nullity of contracts made in contravention of article 2538 cannot be invoked except by those who have paid premiums or instalments in respect of the prohibited operation or by the Superintendent acting on their behalf.

« SECTION II.

« DES BÉNÉFICIAIRES ET DES PROPRIÉTAIRES
SUBROGÉS.« § 1. *Des conditions de la désignation.*

« **2540.** La somme assurée peut être payable au preneur, à l'adhérent ou à un bénéficiaire déterminé.

L'assurance payable à la succession ou aux ayants droit, héritiers, légataires, exécuteurs testamentaires, fiduciaires ou représentants légaux d'une personne, en vertu d'une stipulation employant ces expressions ou des expressions analogues, fait partie du patrimoine de cette personne.

En assurance individuelle portant sur la tête d'un tiers, le preneur peut désigner un propriétaire subrogé qui deviendra propriétaire de la police au décès du preneur. Il peut aussi désigner plusieurs propriétaires subrogés et spécifier l'ordre dans lequel chacun succédera au propriétaire si ce dernier vient à mourir.

« **2541.** La désignation de bénéficiaires ou de propriétaires subrogés se fait dans la police ou dans un écrit distinct revêtu ou non de la forme testamentaire.

« **2542.** La désignation ou la révocation contenue dans un testament nul pour défaut de forme n'est pas nulle pour autant.

Si le testament est révoqué, la désignation ou la révocation l'est également.

« **2543.** Il n'est pas nécessaire que la personne visée existe lors de sa désignation, ni qu'elle soit alors expressément déterminée. Il suffit qu'à l'époque où elle exerce ses droits, elle existe ou soit conçue et naisse viable, et qu'elle soit reconnue comme la personne visée.

« **2544.** La désignation de bénéficiaire est présumée faite sous la condition de l'existence de la personne visée à l'époque de l'exercice de ses droits; celle d'un propriétaire subrogé, sous condition de l'existence de la personne visée au décès du propriétaire précédent.

"SECTION II.

"OF BENEFICIARIES AND SUBROGATED
OWNERS."§ 1. *Of the conditions of the designation.*

"**2540.** The sum insured may be payable to the policyholder, the participant or a specified beneficiary.

The insurance payable to the estate or to the assigns, heirs, legatees, testamentary executors, trustees or legal representatives of a person under any stipulation using those expressions or similar expressions forms part of the patrimony of such person.

In individual insurance on the life of a third person, the policyholder may designate a subrogated owner who will become the owner of the policy on the death of the policyholder. He may also designate a number of subrogated owners and specify the order in which they will succeed to the owner in the event of his death.

"**2541.** The designation of beneficiaries or subrogated owners is made in the policy or in a separate writing which may or may not be in the form of a will.

"**2542.** The designation or revocation contained in a will that is null by reason of a defect of form is not null for that sole reason.

If the will is revoked, the designation or revocation is also revoked.

"**2543.** It is not necessary that the contemplated person exist at the time of his designation or that he be then expressly determined. It is sufficient that at the time he exercises his rights he exist or be conceived and be born viable, and be recognized as the person contemplated.

"**2544.** The designation of a beneficiary is presumed made on the condition that the contemplated person exists at the time his rights are exercised; the designation of a subrogated owner, on the condition that the contemplated person exists at the death of the preceding owner.

« **2545.** Lorsque l'assuré et le bénéficiaire décèdent en même temps ou dans des circonstances qui ne permettent pas d'établir l'ordre des décès, l'assuré est aux fins de l'assurance, réputé avoir survécu au bénéficiaire. De même, entre le propriétaire et le propriétaire subrogé, le premier est réputé avoir survécu au second.

« **2546.** La désignation de tout bénéficiaire est révocable à moins de stipulation contraire; celle qui est contenue dans un testament est toujours révocable. La désignation de propriétaires subrogés est toujours révocable.

La révocation doit résulter d'un écrit mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit expresse.

La désignation ou la révocation contenue dans un testament ne vaut pas à l'encontre d'une autre désignation ou révocation postérieure à la signature du testament. Elle ne vaut pas non plus à l'encontre d'une désignation antérieure à la signature du testament à moins que le testament n'identifie l'assurance en cause.

« **2547.** La désignation d'un bénéficiaire irrévocable ne peut se faire que dans la police ou dans un écrit distinct autre qu'un testament.

La désignation de son épouse à titre de bénéficiaire, par le preneur ou l'adhérent, est irrévocable à moins de stipulation contraire.

« **2548.** Quels que soient les termes employés, toute désignation de bénéficiaires demeure révocable tant que l'assureur ne l'a pas reçue.

« **2549.** Les désignations et révocations ne sont opposables à l'assureur que du jour où il les a reçues.

Le paiement fait de bonne foi par l'assureur à la dernière personne connue qui y a droit est libératoire.

« § 2. Des effets de la désignation.

« **2550.** Le bénéficiaire et le propriétaire subrogé sont créanciers de l'assureur; toutefois l'assureur peut leur opposer les causes de nullité ou de déchéance suscep-

“**2545.** When the insured and the beneficiary die at the same time or in circumstances that make it impossible to establish the order in which they died, the insured is, for the purposes of the insurance, deemed to have survived the beneficiary. Similarly, between the owner and the subrogated owner, the former is deemed to have survived the latter.

“**2546.** The designation of any beneficiary is revocable unless otherwise stipulated; that made in a will is always revocable. The designation of subrogated owners is always revocable.

The revocation must result from a writing but need not be express.

The designation or revocation made in a will does not avail against another designation or revocation subsequent to the signing of the will. Nor does it avail against a designation prior to the signing of the will unless the will identifies the insurance in question.

“**2547.** The irrevocable designation of a beneficiary cannot be made except in the policy or in a separate writing other than a will.

The designation, by the policyholder or participant, of his wife as beneficiary is irrevocable unless otherwise stipulated.

“**2548.** Regardless of the terms used, every designation of beneficiaries remains revocable until received by the insurer.

“**2549.** Designations and revocations can only be set up against the insurer from the day he receives them.

The insurer is discharged by payment in good faith to the last known person entitled thereto.

“§ 2. Of the effects of designation.

“**2550.** The beneficiary and the subrogated owner are the creditors of the insurer but the insurer may set up against them the causes of nullity or forfeiture

tibles d'être invoquées contre le preneur ou l'adhérent.

La somme assurée payable à un bénéficiaire ne fait pas partie de la succession de l'assuré. De même, le contrat transmis au propriétaire subrogé ne fait pas partie de la succession du propriétaire précédent.

« **2551.** Les avantages accordés aux bénéficiaires et aux propriétaires subrogés, non plus que les primes, ne sont soumis aux règles du rapport à succession.

« **2552.** Lorsque le bénéficiaire de l'assurance est le conjoint, le descendant ou l'ascendant du preneur ou de l'adhérent, les droits conférés par le contrat sont insaisissables tant que le bénéficiaire n'a pas touché la somme assurée.

« **2553.** Le propriétaire a droit à la participation aux bénéfices ainsi qu'aux autres avantages qui lui sont conférés par le contrat même si le bénéficiaire a été désigné irrévocablement, à moins que le contrat n'en dispose autrement.

Sauf stipulation dérogatoire, les participations et avantages doivent être imputés par l'assureur à toute prime échue afin de maintenir l'assurance en vigueur.

« **2554.** La stipulation d'irrévocabilité lie le propriétaire même hors la connaissance du bénéficiaire.

Tant que la désignation d'un bénéficiaire à titre irrévocable subsiste, les droits du propriétaire et du bénéficiaire sont insaisissables.

« **2555.** La séparation de corps ou le divorce n'affecte pas les droits du conjoint bénéficiaire ou du propriétaire subrogé. Si la désignation de bénéficiaires est à titre irrévocable, elle peut être déclarée forfaite, conformément au troisième alinéa de l'article 208 du présent Code.

« **2556.** Même si le bénéficiaire a été désigné à titre irrévocable, le propriétaire peut disposer de ses droits sous réserve des droits du bénéficiaire.

that may be invoked against the policyholder or the participant.

The sum insured payable to a beneficiary does not form part of the estate of the insured. Similarly, the contract transferred to the subrogated owner does not form part of the estate of the preceding owner.

“**2551.** Benefits granted to the beneficiaries and subrogated owners as well as premiums are not subject to the rules of return to succession.

“**2552.** When the beneficiary of the insurance is the consort, descendant or ascendant of the policyholder or of the participant, the rights under the contract are exempt from seizure as long as the beneficiary has not received the sum insured.

“**2553.** The owner is entitled to participate in the profits and other benefits payable to him under the contract even if the beneficiary has been designated irrevocably, unless the contract otherwise provides.

Unless otherwise stipulated, the dividends and benefits must be applied by the insurer to any premium due to keep the insurance in force.

“**2554.** The stipulation of irrevocable designation binds the owner even if the beneficiary has no knowledge of it.

As long as the designation of a beneficiary as irrevocable subsists, the rights of the owner and the beneficiary are unseizable.

“**2555.** Separation from bed and board or divorce does not affect the rights of the consort who is beneficiary or of the subrogated owner. If the designation of beneficiaries is irrevocable, it may be declared forfeited in accordance with the third paragraph of article 208 of this Code.

“**2556.** Even if the beneficiary has been designated irrevocably, the owner may dispose of his rights subject to the rights of the beneficiary.

« SECTION III.

« DE LA CESSION DE L'ASSURANCE.

« **2557.** La cession de l'assurance n'est opposable à l'assureur, au bénéficiaire ou à tout autre tiers qu'à compter du moment où l'assureur en reçoit avis.

En présence de plusieurs cessions et désignations de bénéficiaires irrévocables, la priorité est fonction de la date à laquelle l'assureur est avisé.

« **2558.** La cession d'une assurance confère tous les droits et obligations du cédant et entraîne la révocation de la désignation du bénéficiaire révocable.

En cas de mise en gage d'une assurance, le créancier n'a droit aux bénéfices de celle-ci que dans la mesure de son intérêt.

« SECTION IV.

« DE L'ATTENTAT À LA VIE DE L'ASSURÉ.

« **2559.** L'attentat à la vie de l'assuré par le propriétaire du contrat entraîne d'office la nullité de l'assurance et le paiement de la valeur de rachat.

« **2560.** L'attentat à la vie de l'assuré par toute autre personne que le propriétaire du contrat n'entraîne que déchéance des droits de cette personne à l'assurance.

« SECTION V.

« DES SECOURS MUTUELS.

« **2561.** Les avantages établis en faveur d'un membre d'une société de secours mutuels, de son conjoint, de ses ascendants et de ses descendants, sont insaisissables, tant pour les dettes de ce membre que pour celles des personnes avantagées.

"SECTION III.

"OF THE ASSIGNMENT OF INSURANCE.

"**2557.** The assignment of insurance may be set up against the insurer, the beneficiary or any other third person only from the time the insurer receives notice thereof.

In the presence of several assignments and designations of irrevocable beneficiaries, priority is determined by the date on which the insurer is notified.

"**2558.** The assignment of insurance confers all the rights and obligations of the assignor and entails the revocation of the revocable designation of the beneficiary.

When insurance is used to secure a pledge, the creditor is entitled to the benefits of the insurance only to the extent of his interest.

"SECTION IV.

"OF ATTEMPT ON THE LIFE OF THE INSURED.

"**2559.** An attempt on the life of the insured by the owner of the contract entails *ipso facto* the nullity of the insurance and the payment of the surrender value.

"**2560.** An attempt on the life of the insured by any person other than the owner of the contract entails forfeiture of the rights to the insurance only of such person.

"SECTION V.

"OF MUTUAL BENEFITS.

"**2561.** The benefits established in favour of a member of a mutual benefit association, or of his consort, ascendants or descendants are unseizable, both with respect to the debts of such member and those of the persons benefited.

« CHAPITRE TROISIÈME.

« DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES.

« SECTION I.

« DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

« § 1. *Du caractère indemnitaire de l'assurance.*

« **2562.** L'assurance de dommages n'oblige l'assureur qu'à réparer le préjudice réel au moment du sinistre, jusqu'à concurrence du montant d'assurance.

« **2563.** L'exclusion du préjudice occasionné par cas fortuit ou par la faute de l'assuré n'est valable que si elle fait l'objet d'une stipulation expressément et limitativement énoncée au contrat.

Toutefois, l'assureur ne répond pas, nonobstant toute convention contraire, du préjudice provenant d'une faute intentionnelle de l'assuré.

« **2564.** Lorsque l'assureur est garant du préjudice occasionné par des personnes dont l'assuré est responsable en vertu de l'article 1054, il répond des fautes de ces personnes quelles qu'en soient la nature et la gravité.

« **2565.** L'assureur ne répond pas des déchets, diminutions et pertes subies par la chose et provenant de son vice propre.

« § 2. *De l'aggravation du risque.*

« **2566.** L'assuré est tenu de communiquer promptement à l'assureur toute aggravation du risque venant à sa connaissance et de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans l'établissement du taux de la prime, l'appréciation du risque ou la décision de continuer à l'assurer.

L'assureur peut alors résilier le contrat selon l'article 2567 ou proposer par écrit un nouveau taux de prime que l'assuré doit accepter et acquitter dans les trente jours de sa réception sans quoi la police cesse d'être en vigueur.

"CHAPTER THIRD.

"OF DAMAGE INSURANCE.

"SECTION I.

"GENERAL PROVISIONS.

"§ 1. *Of the indemnity in insurance.*

"**2562.** Damage insurance obliges the insurer to repair only the actual prejudice at the time of the loss, up to the amount of the insurance.

"**2563.** The exclusion of the prejudice caused by a fortuitous event or the fault of the insured is not valid unless it is expressly and restrictively set out in a stipulation in the contract.

However, the insurer is not liable, notwithstanding any agreement to the contrary, for prejudice arising from the insured's intentional fault.

"**2564.** When the insurer is liable for prejudice caused by persons for whom he is responsible under article 1054, he is liable for the fault of such persons, whatever its nature and gravity.

"**2565.** The insurer is not liable for trade loss, diminution and loss sustained to property arising from any inherent defect in the property.

"§ 2. *Of the aggravation of risk.*

"**2566.** The insured must promptly advise the insurer of any aggravation of risk coming to his knowledge which is likely to materially influence a reasonable insurer in the setting of the rate of premium, the appraisal of the risk or the decision to continue to insure it.

The insurer may then cancel the contract in accordance with article 2567 or propose in writing a new rate of premium which the insured must accept and pay within thirty days of its receipt, failing which the policy ceases to be in force.

L'assureur est réputé avoir acquiescé au changement qui lui a été ainsi communiqué s'il continue à accepter les primes ou s'il paye une indemnité après sinistre.

À défaut par l'assuré de remplir son obligation en vertu du premier alinéa, l'article 2488 s'applique *mutatis mutandis*.

« § 3. *De la résiliation du contrat.*

« **2567.** L'assureur ou l'assuré peut résilier le contrat d'assurance, sauf dans le cas de l'assurance de transport, moyennant un avis écrit. Cet avis prend effet dès réception s'il émane de l'assuré et quinze jours après réception s'il émane de l'assureur.

« **2568.** Lorsque le droit à l'indemnité a été transporté à un créancier en garantie d'une dette et que ce transport a été signifié à l'assureur, le contrat ne peut être ni résilié ni modifié au détriment du créancier à moins que l'assureur ne l'en ait avisé au moins quinze jours à l'avance.

« **2569.** Lorsque l'assurance est résiliée, l'assureur n'a droit qu'à la portion de prime acquise, calculée au jour le jour si la résiliation procède de lui, ou d'après le taux à court terme si elle procède de l'assuré. L'assureur est alors tenu de rembourser le trop-perçu.

« § 4. *Du paiement de la prime.*

« **2570.** L'assureur n'a droit à la prime qu'à compter du moment où le risque commence, et uniquement pour sa durée si le risque disparaît totalement par suite d'un événement qui ne fait pas l'objet de l'assurance.

« **2571.** L'assureur peut poursuivre le paiement de la prime ou la déduire de l'indemnité qu'il doit verser.

« § 5. *De la déclaration de sinistre.*

« **2572.** L'assuré doit donner avis à l'assureur, dès qu'il en a eu connaissance, de tout sinistre de nature à mettre en jeu la garantie.

The insurer is deemed to have acquiesced in the change communicated to him if he continues to accept the premiums or pays an indemnity after a loss.

If the insured fails to discharge his obligation under the first paragraph, article 2488 applies *mutatis mutandis*.

“§ 3. *Of the cancellation of the contract.*

“**2567.** The insurer or insured may cancel a contract of insurance, except transport insurance, by a written notice. Such notice takes effect upon receipt if it proceeds from the insured and fifteen days after receipt if from the insurer.

“**2568.** When the right to the indemnity has been assigned to a creditor to secure a debt and such assignment has been served on the insurer, the contract cannot be cancelled or amended to the detriment of the creditor unless the insurer has given him prior notice of a least fifteen days.

“**2569.** When the insurance is cancelled, the insurer is entitled only to the earned portion of the premium, computed from day to day if the cancellation proceeds from him, or at the short-term rate if it proceeds from the insured, and the insurer must repay any overpayment.

“§ 4. *Of the payment of the premium.*

“**2570.** The insurer is entitled to the premium only from the time the risk begins, and only for its duration if the risk disappears completely as a result of an event that is not covered by the insurance.

“**2571.** The insurer may sue for payment of the premium or deduct it from the indemnity payable.

“§ 5. *Of the notification of loss.*

“**2572.** The insured must notify the insurer of any loss of such a nature as to involve coverage, as soon as he becomes aware of it.

Tout intéressé peut donner cet avis.

Any interested person may give such notification.

« **2573.** À la demande de l'assureur, l'assuré doit lui faire connaître le plus tôt possible toutes les circonstances entourant le sinistre, y compris sa cause probable, la nature et l'étendue des dommages, l'emplacement de la chose, les droits des tiers l'affectant et les assurances concurrentes.

“**2573.** At the request of the insurer, the insured must notify the insurer as soon as possible of all the circumstances surrounding the loss, including its probable cause, the nature and extent of the damage, the site of the property, the rights of third persons affecting it, and any concurrent insurance.

Nonobstant toute limitation de délai de déchéance fixée par le contrat, l'assuré a droit, s'il ne lui est pas raisonnablement possible de remplir cette obligation dans le délai spécifié, à une prorogation raisonnable.

Notwithstanding any forfeiture time limit fixed by the contract, the insured is entitled to a reasonable extension of time if it is not reasonably possible for him to perform such obligation within the time limit specified.

L'assuré doit aussi, à la demande de l'assureur, lui fournir les pièces justificatives à l'appui de ces renseignements et attester sous serment ou par affirmation solennelle la véracité de ces renseignements.

The insured must also, at the insurer's request, furnish him with vouchers in support of such information and attest under oath or by solemn affirmation to the truth of such information.

« **2574.** Toute déclaration mensongère invalide les droits de l'auteur à toute indemnité ayant trait au risque ainsi dénaturé.

“**2574.** Any deceitful representation invalidates the rights of the person making it to any indemnity related to the risk so misrepresented.

« § 6. *Du paiement de l'indemnité.*

“§ 6. *Of the payment of indemnities.*

« **2575.** L'assureur doit payer l'indemnité dans les soixante jours de la réception de l'avis de sinistre ou de la réception des renseignements ou pièces justificatives requis par l'assureur.

“**2575.** The insurer must pay the indemnity within sixty days of receiving the notification of loss or the information or vouchers required by the insurer.

« **2576.** À concurrence des indemnités payées par lui, l'assureur est subrogé dans les droits de l'assuré contre les tiers responsables sauf s'il s'agit des personnes qui font partie de la maison de l'assuré.

“**2576.** To the extent of the indemnities he has paid, the insurer is subrogated in the rights of the insured against third persons who are liable except in the case of persons who form part of the household of the insured.

L'assureur peut être libéré en tout ou en partie de son obligation envers l'assuré quand, du fait de ce dernier, il ne peut être ainsi subrogé.

The insurer may be released, in whole or in part, from his obligation towards the insured when because of the act of the latter, he cannot be so subrogated.

« § 7. *Du transport de l'assurance.*

“§ 7. *Of the transfer of the insurance.*

« **2577.** Le transport de l'assurance peut être fait aux conditions contenues dans la police; il ne peut être fait qu'en faveur d'une personne ayant dans l'objet de l'assurance un intérêt d'assurance; il

“**2577.** Insurance may be transferred on the conditions contained in the policy; it cannot be transferred except in favour of a person who has an insurable interest in the object of the insurance; it may be

peut être fait en même temps qu'est aliénée la chose assurée.

« **2578.** L'aliénation de la chose assurée met fin à l'assurance, sauf si la police est transportée en même temps ou si l'assureur y consent.

La règle contraire prévaut pour les droits transmis par l'opération de la loi ou acquis à titre successif ou par une personne déjà intéressée dans l'assurance à titre de propriétaire ou autrement.

« SECTION II.

« DES ASSURANCES DE CHOSSES.

« § 1. *De la teneur de la police.*

« **2579.** Outre les mentions prescrites à l'article 2480, la police doit indiquer:

a) toute exclusion de couverture qui ne résulte pas du sens usuel des mots;

b) toute limitation de couverture s'appliquant à des objets ou classes d'objets déterminés;

c) les conditions de résiliation par l'assuré;

d) les conditions de rétablissement ou continuation de l'assurance après sinistre.

« § 2. *De l'intérêt d'assurance.*

« **2580.** Une personne a un intérêt d'assurance dans une chose lorsqu'elle peut subir un dommage direct et immédiat de la perte ou détérioration de cette chose.

Les choses futures et les choses incorporelles peuvent faire l'objet d'un contrat d'assurance.

« **2581.** L'intérêt de l'assuré dans la chose doit exister au moment du sinistre.

Il n'est pas requis que le même intérêt ait existé pendant toute la durée du contrat.

« **2582.** L'assurance d'une chose dans laquelle l'assuré n'a aucun intérêt d'assurance est sans effet.

transferred at the same time as the property insured is alienated.

“**2578.** The alienation of the property insured terminates the insurance, unless the policy is transferred at the same time or the insurer consents.

The contrary rule prevails for rights transmitted by operation of law or acquired by succession or by a person already interested in the insurance as owner or otherwise.

“SECTION II.

“OF PROPERTY INSURANCE.

“§ 1. *Of the contents of the policy.*

“**2579.** In addition to the particulars prescribed in article 2480, the policy must indicate:

(a) any exclusion of coverage not resulting from the usual meaning of the words;

(b) any limitation of coverage applying to specified objects or classes of objects;

(c) the conditions of cancellation by the insured;

(d) the conditions of reinstatement or continuation of the insurance after loss.

“§ 2. *Of the insurable interest.*

“**2580.** A person has an insurable interest in a property whenever he may sustain direct and immediate damage by its loss or deterioration.

Future property and incorporeal property may be the subject of a contract of insurance.

“**2581.** The interest of the insured in the property must exist at the time of the loss.

It is not required that the same interest exist throughout the duration of the contract.

“**2582.** The insurance of a property in which the insured has no insurable interest is without effect.

« § 3. *Du montant de l'assurance.*

« **2583.** Le montant de l'assurance ne fait pas preuve de la valeur de la chose assurée; la preuve de cette valeur doit être établie en la manière ordinaire à moins que la police ne contienne une évaluation de la chose assurée.

« **2584.** Le contrat fait sans fraude pour un montant supérieur à la valeur réelle est valable à concurrence de cette valeur et l'assureur n'a pas droit aux primes pour l'excédent; toutefois les primes payées ou échues lui restent acquises.

« § 4. *De l'indemnité.*

« **2585.** Quand plusieurs assurances valides ont été contractées sans fraude, sur la même chose et contre les mêmes risques, chacune produit ses effets en proportion de la totalité des assurances en vigueur jusqu'à concurrence de la perte.

Les assureurs ne sont pas admis à invoquer le bénéfice de division contre l'assuré; ce dernier peut poursuivre chacun d'eux pour le plein montant de la garantie pour laquelle il s'est engagé tant qu'il n'a pas été indemnisé intégralement.

« **2586.** Les indemnités exigibles sont attribuées aux créanciers ayant des privilèges ou des hypothèques sur la chose endommagée, suivant leur rang et sans délégation expresse, moyennant simple dénonciation et justification de leur part.

Sont néanmoins libératoires les paiements faits de bonne foi avant dénonciation.

Sous réserve des droits des créanciers, l'assureur peut se réserver la faculté de réparer, rebâtir ou remplacer la chose assurée; dans ces cas, il a droit au sauvetage.

« **2587.** La clause compromissoire est valable si elle résulte d'un écrit et si elle porte sur la nature, l'étendue et le montant des dommages et sur la suffisance des réparations ou du remplacement. En ce cas, les dispositions du Code de procédure civile sur l'arbitrage s'appliquent.

L'arbitrage interrompt la prescription.

“§ 3. *Of the amount of the insurance.*

“**2583.** The amount of the insurance does not make proof of the value of the property insured; proof of such value must be established in the usual manner unless the policy contains a valuation of the property insured.

“**2584.** The contract made without fraud for an amount greater than the true value is valid up to such value and the insurer is not entitled to the premiums for the excess, but premiums paid or due remain vested in him.

“§ 4. *Of the indemnity.*

“**2585.** Where several valid insurance contracts have been made without fraud on the same property and against the same risks, each produces its effects in proportion to all the insurance in force up to the amount of the loss.

The insurers are not allowed to invoke the benefit of division against the insured; the latter may sue each of them for the full amount of the coverage he has contracted for until he has been fully indemnified.

“**2586.** The indemnities exigible are apportioned among the creditors having hypothecs or privileges on the property damaged, according to their rank and without express delegation, upon mere notice and proof by them.

Nevertheless, payments made in good faith before the notice discharge the debtor.

Subject to the rights of the creditors, the insurer may reserve the right to repair, rebuild or replace the property insured; in such cases, he is entitled to salvage.

“**2587.** An arbitration clause is valid if it is contained in a writing and deals with the nature, extent and amount of the damage and the adequacy of the repairs or replacement. In that case, the provisions of the Code of Civil Procedure respecting arbitration apply.

Arbitration interrupts prescription.

« **2588.** L'assuré ne peut faire le dé-laissement de la chose endommagée en l'absence de convention à cet effet.

« **2589.** L'assuré doit faciliter le sauvetage de la chose assurée et les vérifications de l'assureur. Il doit notamment permettre à l'assureur et à ses représentants la visite des lieux et l'examen de la chose assurée.

« SECTION III.

« DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.

« **2590.** L'assureur est responsable de tous les dommages qui sont une conséquence immédiate du feu ou de la combustion, quelle qu'en soit la cause, y compris le dommage subi par la chose en cours de transport, ou occasionné par les moyens employés pour éteindre le feu, sauf les exceptions particulières contenues dans la police.

L'assureur ne répond pas des dommages uniquement occasionnés par la chaleur excessive d'un appareil de chauffage, lorsqu'il n'y a ni incendie, ni commencement d'incendie.

« **2591.** Sont assimilés aux dommages causés par l'incendie ceux causés par la foudre ou l'explosion de combustible, même s'il n'y a pas d'incendie.

« **2592.** L'assureur ne répond pas des dommages causés par l'incendie ou les explosions résultant de la guerre étrangère ou civile, des émeutes ou des mouvements populaires, ni de ceux causés par l'explosion nucléaire ou par la contamination radioactive en résultant.

« **2593.** L'assureur ne répond pas non plus des incendies ou explosions directement causés par les éruptions volcaniques, les tremblements de terre et autres cataclysmes.

« **2594.** L'assureur répond des dommages occasionnés à la chose assurée par les mesures de secours et de sauvetage.

Il répond aussi de la disparition des objets assurés survenue pendant l'incen-

« **2588.** The insured cannot make an abandonment of the property damaged if there is no agreement to that effect.

« **2589.** The insured must facilitate the salvage of the property insured and the inspections of the insurer. He must in particular permit the insurer and his representatives to visit the premises and examine the property insured.

“SECTION III.

“PROVISIONS RELATING TO FIRE INSURANCE.

“**2590.** The insurer is liable for all damage which is an immediate consequence of fire or combustion, whatever the cause, including damage to the property during transport or caused by the means employed to extinguish the fire, subject to the particular exceptions contained in the policy.

The insurer is not liable for damage caused solely by excessive heat from a heating apparatus, when there is no fire or commencement of one.

“**2591.** Damage caused by lightning or by an explosion of fuel, even if there is no fire, is assimilated to damage caused by fire.

“**2592.** The insurer is not liable for damage arising from fire or explosion caused by foreign or civil war, riot or civil disturbance, nor for that caused by a nuclear explosion or by radioactive contamination resulting from it.

“**2593.** Nor is the insurer liable for fires or explosions directly caused by volcanic eruptions, earthquakes and other cataclysms.

“**2594.** The insurer is liable for damage to the property insured caused by measures to save and protect it.

It is also liable for the disappearance of the things insured occurring during

die, à moins qu'il ne prouve qu'elle provient d'un vol.

« **2595.** L'assurance portant sur des objets désignés généralement comme se trouvant en un lieu couvre tous les objets du même genre qui s'y trouvent au moment du sinistre.

« **2596.** L'assurance d'une maison meublée et celle de meubles en général couvrent toutes les catégories de meubles à l'exception de ce qui est exclu expressément ou qui n'est assuré que pour un montant limité.

« **2597.** L'inoccupation d'une maison n'est pas une aggravation du risque si elle ne dure pas plus de trente jours consécutifs ou si l'assurance porte sur une maison de villégiature ainsi désignée.

N'est pas non plus une aggravation du risque le fait d'y introduire des gens de métier pour des travaux d'entretien ou des réparations d'une durée de moins de trente jours.

« **2598.** Tout document ou réclame utilisé relativement à une assurance souscrite d'après le système de cotisations doit porter les mots « Système de cotisations » selon les prescriptions des règlements adoptés à ce sujet par le lieutenant-gouverneur en conseil.

« **2599.** Sous réserve des autres dispositions du présent Code, toute police d'assurance contre l'incendie doit être conforme aux règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil relativement à la divulgation des conditions qui y sont attachées et à la présentation du texte.

« SECTION IV.

« DES ASSURANCES DE RESPONSABILITÉ.

« **2600.** La responsabilité civile, contractuelle ou extracontractuelle peut faire l'objet d'un contrat d'assurance.

« **2601.** En outre des mentions prévues à l'article 2480, la police d'assurance de responsabilité doit indiquer la relation

the fire, unless it proves that such disappearance is due to theft.

“**2595.** Insurance of things generally described as being in a certain place covers all things of the same kind which are in that place at the time of the loss.

“**2596.** Insurance of a furnished house and that of moveables in general covers every class of moveables except that which is expressly excluded or that insured for only a limited amount.

“**2597.** Inoccupancy of a house is not an aggravation of the risk if it does not last more than thirty consecutive days or if the insurance relates to a dwelling used as a vacation residence designated as such.

Nor is the admission of tradesmen into the house to do maintenance work or repair work for a period of less than thirty days an aggravation of the risk.

“**2598.** Every document or advertisement used in respect of insurance underwritten by the assessment system must contain the words “Assessment system” in accordance with the prescriptions of the regulations made in that respect by the Lieutenant-Governor in Council.

“**2599.** Subject to the other provisions of this Code, every fire insurance policy must comply with the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council, in respect of the disclosure of the conditions attached to it and the presentation of the text.

“SECTION IV.

“OF LIABILITY INSURANCE.

“**2600.** Civil liability, contractual or extracontractual, may be the object of an insurance contract.

“**2601.** In addition to the particulars provided for in article 2480, a liability insurance policy must state the relation

entre personnes et choses et personnes et faits entraînant la responsabilité, les montants et exclusions de couverture, le caractère obligatoire ou facultatif de l'assurance et les bénéficiaires directs et indirects de celle-ci.

« **2602.** Le montant de l'assurance est affecté exclusivement au paiement des tiers lésés.

« **2603.** Le tiers lésé peut faire valoir son droit d'action contre l'assuré ou directement contre l'assureur.

« **2604.** Sous réserve d'autres dispositions législatives, l'assureur est tenu de prendre le fait et cause de toute personne qui a droit au bénéfice de l'assurance, et d'assumer sa défense dans toute action intentée contre elle.

Aucune transaction conclue sans le consentement de l'assureur n'est opposable à ce dernier.

« **2605.** Les frais et dépens des poursuites contre l'assuré, y compris ceux de la défense et les intérêts sur condamnations, sont à la charge de l'assureur en sus du montant des assurances. »

TITRE III

LE SURINTENDANT DES ASSURANCES ET LE SERVICE DES ASSURANCES

3. Un service des assurances est institué au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives; ce service est formé du surintendant des assurances sous l'autorité du ministre, d'au moins un surintendant adjoint ainsi que du personnel jugé nécessaire.

[[**4.** Le surintendant, ses adjoints ainsi que les autres membres du personnel du service des assurances sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

5. Le surintendant contrôle les affaires d'assurance au Québec et exerce les fonctions et pouvoirs qui lui sont assignés ou dévolus en vertu de la loi.

between persons and property and persons and acts entailing liability, the amounts of and exclusions from coverage, the compulsory or optional nature of the insurance and the direct and indirect beneficiaries of it.

“**2602.** The amount of the insurance is affected exclusively to the payment of third persons injured.

“**2603.** Third persons injured may invoke their right of action against the insured or directly against the insurer.

“**2604.** Subject to other legislative provisions, the insurer is bound to take up the interest of any person entitled to the benefit of the insurance and assume his defence in any action brought against him.

No transaction made without the consent of the insurer may be set up against it.

“**2605.** The costs and expenses of suits against the insured, including those of the defence, and interest upon conviction, are borne by the insurer over and above the limits of the insurance.”

TITLE III

SUPERINTENDENT OF INSURANCE AND THE INSURANCE BRANCH

3. An Insurance Branch is established at the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives; such branch consists of the Superintendent of Insurance under the authority of the Minister, at least one assistant superintendent and the staff considered necessary.

[[**4.** The Superintendent, his assistants and the other staff members of the Insurance Branch shall be appointed in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

5. The Superintendent shall have supervision of the insurance business in the province of Québec and exercise the duties and powers assigned to or vested in him by law.

6. Ni le surintendant ni ses adjoints ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

7. Aucun recours extraordinaire, aucune mesure provisionnelle ne peut obliger le surintendant ou ses adjoints à faire ou à ne pas faire un acte qui découle de l'exercice de leurs fonctions ou de l'autorité qui leur est légalement conférée.

8. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement toute ordonnance ou injonction faite ou accordée à l'encontre de l'article 7.

9. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, nul acte, document ou écrit n'engage le surintendant, ni ne peut lui être attribué, s'il n'est signé par lui ou son adjoint. Un acte, document ou écrit signé par un membre du personnel ne peut engager le surintendant, ou lui être attribué, que dans la mesure où un règlement le prévoit.

10. Le surintendant et toute personne qu'il désigne par écrit ont, à toute époque, accès aux documents se rapportant à l'assurance en possession d'une personne exerçant au Québec à titre d'assureur, d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres, ou en possession d'un syndicat professionnel visé au paragraphe *a* de l'article 1, et peuvent exiger d'eux tout renseignement ayant trait à l'application de la présente loi; toute personne en possession des documents susdits doit en donner communication au surintendant, à son adjoint ou à la personne que le surintendant a désignée et lui en faciliter l'examen.

La personne désignée conformément au premier alinéa doit, sur demande, produire un certificat attestant sa qualité, et revêtu de la signature du surintendant.

11. Le surintendant peut aussi exercer les pouvoirs que lui confère l'article 10 à l'égard de toute personne qui propose ou conclut un contrat ou une affaire qui, sans être un contrat ou une affaire d'assurance, est présenté au public comme offrant des

6. Neither the Superintendent nor his assistants shall be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their duties.

7. No extraordinary recourse and no provisional measure shall compel the Superintendent or his assistants to act or to refrain from acting in the exercise of their duties or the authority lawfully conferred upon them.

8. Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, annul summarily any order or injunction issued or granted contrary to section 7.

9. Subject to the other provisions of this act, no deed, document or writing shall bind the Superintendent or be attributed to him, unless signed by him or his assistant. Any deed, document or writing signed by a staff member shall bind the Superintendent or be attributed to him only to the extent provided for by regulation.

10. The Superintendent and any person he designates in writing shall, at all times, have access to the documents relating to insurance in the possession of a person who acts in the province of Québec as an insurer, insurance agent or claims adjuster, or in the possession of a professional syndicate contemplated in paragraph *a* of section 1, and may require from them any information relating to the application of this act; any person in possession of the above mentioned documents must give communication of them to the Superintendent, his assistant or the person designated by the Superintendent and facilitate his examination of them.

The person designated in accordance with the first paragraph shall, if so required, produce a certificate attesting his authority, and bearing the signature of the Superintendent.

11. The Superintendent may also exercise the powers conferred upon him by section 10 with respect to any person who proposes or enters into a contract or matter which, without being an insurance contract or a matter of insurance, is pre-

avantages analogues à ceux qu'offre l'assurance ou comporte des caractéristiques pouvant laisser croire qu'il s'agit d'un contrat d'assurance.

12. Si dans l'application de l'article 10 ou de l'article 11, il apparaît qu'il y a eu infraction à la présente loi ou à une autre loi dont le surintendant est chargé de surveiller l'administration, celui-ci, l'adjoint ou la personne désignée par lui peuvent saisir tout document pertinent pour que le surintendant en assure la garde, pourvu qu'ils en laissent copie à la personne entre les mains de laquelle ils saisissent ce document.

Le surintendant ne peut garder le document en question pendant plus de quatre-vingt-dix jours à moins qu'une plainte n'ait été formulée avant l'expiration de cette période; le juge en chef ou le juge en chef adjoint de la Cour des sessions de la paix peut toutefois ordonner que la période de garde soit réduite ou qu'elle soit prolongée d'une autre période de quatre-vingt-dix-jours.

13. Tout document qui a fait l'objet d'un examen par le surintendant, par son adjoint ou par la personne qu'il a désignée, ou dont ils ont pris possession ou qui leur a été produit peut être copié ou photographié et toute copie ou photographie de ce document, certifiée conforme est admissible en preuve et est aussi probante que l'original.

14. Il est interdit d'entraver le travail d'une personne exerçant les pouvoirs que lui confère l'article 10, de l'induire en erreur ou de tenter de le faire.

15. Le surintendant peut, lorsqu'il est d'avis que l'intérêt public l'exige, ordonner qu'une enquête particulière soit tenue sur toute question relevant de sa compétence.

Pour les enquêtes de ce genre le surintendant, et toute personne qu'il autorise par écrit, sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

sented to the public as offering advantages similar to those offered by insurance or having characteristics suggesting that it is a contract of insurance.

12. If, in the application of section 10 or 11, it appears that an offence has been committed against this act or any other act the administration of which is entrusted to the Superintendent, he, his assistant, or the person designated by him may seize any pertinent document so that the Superintendent may ensure custody of it, provided that he leaves a copy with the person from whom he seizes such document.

The Superintendent shall not keep the document in question for more than ninety days unless a complaint is made before the expiry of that period; the chief judge or assistant chief judge of the Court of the Sessions of the Peace may however order that the period of custody be reduced or extended for another period of ninety days.

13. Any document which has been the object of an examination by the Superintendent, his assistant or the person designated by him, or of which he has taken possession or which has been filed with him may be copied or photographed and any copy or photograph of such document, certified true, is admissible in evidence as *prima facie* proof of the original.

14. It is forbidden to hinder the work of a person in the exercise of the powers conferred upon him by section 10, or to mislead him or attempt to mislead him.

15. The Superintendent may, when he believes the public interest requires it, order a special inquiry to be held into any matter within his competence.

For such an inquiry the Superintendent and any person authorized by him in writing shall have the powers and immunity granted to commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

16. Aucune personne employée par le gouvernement ou autorisée par le surintendant à exercer les pouvoirs conférés par les articles 10 à 12 ou à faire une enquête ne doit communiquer ou permettre que soit communiqué à qui que ce soit sauf à une personne autorisée, généralement ou particulièrement, par le surintendant lui-même, un renseignement obtenu en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à une personne non ainsi autorisée d'examiner un document produit en vertu de la présente loi ou d'en prendre connaissance.

Nul ne peut être l'objet d'une poursuite fondée sur des renseignements qu'il a transmis de bonne foi au surintendant conformément à la présente loi.

17. Les frais engagés pour l'application de la présente loi, déterminés chaque année par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont à la charge des assureurs titulaires de permis, sauf les sociétés mutuelles visées aux paragraphes *d* et *e* de l'article 1.

Ces frais sont perçus de chaque assureur comme suit:

a) une quote-part minima fixée chaque année par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) le reste dans le rapport des revenus de l'assureur en primes ou cotisations au Québec au cours de l'année précédente au total des revenus analogues de tous les assureurs.

18. Pour l'application de l'article 17, on entend par « revenus en primes ou cotisations au Québec »:

a) en assurance de personnes, le revenu brut en primes ou cotisations d'assurés ou membres résidant au Québec, diminué des participations aux bénéfices ou ristournes leur ayant été accordées;

b) en assurance de dommages, le revenu brut en primes ou cotisations relatives à des biens situés au Québec, diminué des participations aux bénéfices ou ristournes y afférentes.

Le certificat du ministre délivré à cet effet constitue quittance de la somme exigible en vertu de l'article 17.

16. No person employed by the government or authorized by the Superintendent to exercise the powers conferred by sections 10 to 12 or to make an inquiry shall communicate or allow to be communicated to anyone other than a person generally or specially authorized by the Superintendent himself, information obtained under this act, or allow a person not so authorized to examine a document filed under this act or take cognizance of it.

No person shall be prosecuted on information he has given in good faith to the Superintendent in accordance with this act.

17. The expenses incurred for the application of this act, determined each year by the Lieutenant-Governor in Council, shall be borne by the insurers who are licence holders except the mutual associations contemplated in paragraphs *d* and *e* of section 1.

Such expenses shall be collected from each insurer as follows:

(a) a minimum share fixed each year by the Lieutenant-Governor in Council;

(b) the remainder in the proportion that the revenue of the insurer in premiums or assessments for the preceding year in the province of Québec bears to the aggregate of the similar revenue of all the insurers.

18. For the application of section 17, the words "revenue in premiums or assessments in the province of Québec" mean,

(a) in insurance of persons, the gross revenue in premiums or assessments from insured persons or members resident in the province of Québec, less the participation in profits or refunds granted them;

(b) in damage insurance, the gross revenue in premiums or assessments respecting property situated in the province of Québec, less the participation in profits or refunds relating to them.

The certificate of the Minister issued to that effect shall be a discharge of the amount exigible under section 17.

19. Le surintendant doit:

a) tenir un registre de tous les permis délivrés à des assureurs en vertu de la présente loi, dans lequel doivent être consignés la raison sociale des assureurs, l'adresse de leur siège pour le Canada et le Québec, les noms et adresses de leurs fondés de pouvoir au Canada et au Québec, les nom et adresse de leur principal représentant au Québec, le genre et les catégories d'assurance qu'ils sont autorisés à pratiquer au Québec, et tous autres renseignements utiles;

b) tenir un registre des valeurs déposées par les assureurs auprès du ministre des finances, avec mention de leur désignation, de leur valeur au pair, de leur date d'échéance et de leur valeur marchande à la date du dépôt;

c) tenir un registre des demandes de permis selon les dispositions de l'article 210;

d) garder un double de tout permis délivré par lui;

e) garder un double de toute procura-tion produite en vertu de l'article 206.

Les registres et doubles ci-dessus peuvent être consultés par les intéressés moyennant le paiement des droits arrêtés par règlement.

19. The Superintendent must:

(a) keep a register of all licences issued to insurers under this act, in which must be entered the corporate name of each insurer, the address of its head office in Canada and in the province of Québec, the name and address of its attorney in Canada and in the province of Québec, the name and address of its chief representative in the province of Québec, the kind and classes of insurance which it is authorized to transact in the province of Québec, and any other necessary information;

(b) keep a register of the securities deposited by insurers with the Minister of Finance, with mention of their designation, par value, date of maturity and market value on the date of deposit;

(c) keep a register of the applications for licences in accordance with the provisions of section 210;

(d) keep a duplicate of every licence issued by him;

(e) keep a duplicate of every power of attorney filed under section 206.

The above registers and duplicates may be examined by persons interested upon payment of the fee prescribed by regulation.

TITRE IV**LES ENTREPRISES D'ASSURANCE****CHAPITRE I****FORMATION DES COMPAGNIES
D'ASSURANCE**

20. Après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*) aucune compagnie d'assurance n'est constituée au Québec si ce n'est en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271).

21. Les lettres patentes constituant une compagnie d'assurance ne peuvent être accordées sans que le lieutenant-gouverneur en conseil n'y ait consenti après avoir pris l'avis du surintendant.

Le nombre de requérants ne doit pas être inférieur à sept.

TITLE IV**INSURANCE BUSINESS****CHAPTER I****FORMATION OF INSURANCE
COMPANIES**

20. No insurance company shall be incorporated in the province of Québec after (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*) otherwise than by virtue of Part I of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271).

21. Letters patent incorporating an insurance company shall not be granted unless the Lieutenant-Governor in Council has consented to it after obtaining the advice of the Superintendent.

The number of applicants must not be less than seven.

Les lettres patentes doivent indiquer les catégories d'assurance que la compagnie est autorisée à pratiquer.

22. La requête pour constitution en corporation d'une compagnie d'assurance doit mentionner, en plus des autres renseignements requis par la loi et les règlements, les catégories d'assurance envisagées et l'excédent d'apport prévu. Elle doit aussi être accompagnée des documents prescrits par les règlements.

23. La requête doit être accompagnée de valeurs acceptables à titre de cautionnement en vertu de la présente loi, correspondant à 15 pour cent du capital-actions devant être versé en vertu des articles 26 et 27; ces valeurs servent, dès l'octroi du permis, à constituer le cautionnement prévu par la présente loi.

Si le permis est refusé, ces valeurs ne sont remises aux requérants que sur preuve jugée satisfaisante par le surintendant, que les autres souscripteurs ont été intégralement remboursés.

24. La requête est soumise par le ministre au lieutenant-gouverneur en conseil dès que les requérants ont fait publier dans la *Gazette officielle du Québec*, pendant au moins quatre semaines consécutives, un avis signé par eux de leur désir d'être constitués en corporation. La requête doit être soumise dans les six mois suivant la date de cette publication.

Cet avis doit mentionner :

- a) la raison sociale de la compagnie;
- b) les nom, adresse et profession de chaque requérant;
- c) les catégories d'assurance envisagées;

d) la localité, au Québec, où la compagnie aura son siège;

e) le capital-actions envisagé, le nombre des actions, leur valeur nominale et l'excédent d'apport prévu.

25. Les lettres patentes ne peuvent être délivrées que si les requérants font la preuve qu'ils se sont conformés à la loi et aux règlements et qu'ils ont les connaissances et la compétence administra-

The letters patent must state the classes of insurance which the company is authorized to transact.

22. The application for incorporation of an insurance company must mention, in addition to the other information required by the act and the regulations, the classes of insurance envisaged and the surplus capital contemplated. It must also be accompanied with the documents prescribed by the regulations.

23. The application must be accompanied with securities acceptable as deposits under this act, corresponding to 15 per cent of the capital stock payable under sections 26 and 27; from the granting of the licence, such securities shall be used to constitute the deposit provided for by this act.

If the licence is refused, such securities shall be returned to the applicants only on proof considered satisfactory by the Superintendent that the other subscribers have been fully refunded.

24. The application shall be submitted by the Minister to the Lieutenant-Governor in Council as soon as the applicants have caused to be published in the *Québec Official Gazette*, for at least four consecutive weeks, a notice signed by them of their wish to be incorporated. The application must be submitted within six months following the date of that publication.

Such notice must mention :

- (a) the corporate name of the company;
- (b) the name, address and occupation of each applicant;
- (c) the classes of insurance contemplated;

(d) the locality in the province of Québec where the company will have its head office;

(e) the capital stock envisaged, the number of shares, their par value and the capital surplus contemplated.

25. The letters patent shall be issued only if the applicants furnish proof that they have complied with the act and the regulations and have the administrative and technical knowledge and competence

tives et techniques voulues pour se valoir la confiance du public dans la pratique des catégories d'assurance envisagées.

necessary to command public confidence in transacting the classes of insurance contemplated.

26. Dans le cas des compagnies constituées après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*) pour pratiquer l'assurance de personnes, le capital-actions versé et l'excédent d'apport combinés doivent être d'au moins \$2,000,000, le capital-actions versé devant être d'au moins \$1,000,000 et l'excédent d'apport d'au moins \$500,000.

26. In the case of companies incorporated after (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*) to transact insurance of persons, the combined amount of the paid-up capital and the capital surplus shall not be less than \$2,000,000, the paid-up capital being not less than \$1,000,000 and the surplus capital not less than \$500,000.

27. Dans le cas de compagnies constituées après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*) pour pratiquer l'assurance de dommages, le capital-actions versé et l'excédent d'apport combinés doivent être d'au moins \$1,500,000, le capital-actions versé devant être d'au moins \$750,000 et l'excédent d'apport d'au moins \$250,000.

27. In the case of companies incorporated after (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*) to transact damage insurance, the combined amount of the paid-up capital and the capital surplus shall not be less than \$1,500,000, the paid-up capital being not less than \$750,000 and the surplus capital not less than \$250,000.

28. Le capital-actions et l'excédent d'apport visés aux articles 26 et 27 doivent être versés en espèces.

28. The capital stock and the surplus capital contemplated in sections 26 and 27 must be paid in currency.

29. Toute souscription au capital-actions d'une compagnie d'assurance faite avant qu'un permis ne lui ait été délivré doit l'être sous réserve qu'aucune somme ne doit servir à payer des frais de commission, d'organisation ou de constitution au-delà d'un pourcentage déterminé, lequel ne doit pas excéder 15 pour cent du montant versé.

29. Every subscription to the capital stock of an insurance company made before a licence is issued to it must be made with the stipulation that no amount shall be used for commission, organization or incorporation expenses in excess of a determined percentage which must not exceed 15 per cent of the amount paid.

Le reste des sommes ainsi payées doit être déposé dans une banque ou une compagnie de fiducie au Québec, ou dans une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi de l'assurance-dépôts (1966/1967, chapitre 73), tant que le surintendant n'aura pas délivré le permis demandé.

The remainder of the amounts so paid must be deposited in a bank or trust company in the province of Québec, or in a savings and credit union that is a registered institution within the meaning of the Québec Insurance Deposit Act (1966/1967, chapter 73), for as long as the Superintendent has not issued the licence sought.

30. Toute souscription d'actions faite avant qu'un permis ait été délivré à la compagnie doit l'être sous réserve qu'en cas de refus du permis, les montants payés par les souscripteurs autres que les requérants doivent leur être remis intégralement.

30. Every subscription for shares made before a licence has been issued to the company must be made with the stipulation that in case of refusal of a licence the full amounts paid by the subscribers other than the applicants must be returned to them.

31. Sauf autorisation du surintendant, personne n'a le droit de solliciter ou d'accepter une souscription au capital-actions d'une compagnie ou des versements y afférents tant que cette compagnie n'a pas obtenu son permis.

Toute personne sollicitant des souscriptions au capital-actions d'une compagnie en formation doit posséder un certificat délivré par au moins deux des requérants, attestant qu'elle y est autorisée; une copie certifiée de ce certificat doit être adressée au surintendant.

Le présent article n'a pas pour effet de soustraire la sollicitation de souscriptions au capital-actions aux dispositions pertinentes de la Loi des valeurs mobilières (Statuts refondus, 1964, chapitre 274).

32. Si le surintendant constate qu'une personne a enfreint l'un des articles 29 à 31, il peut, après lui avoir donné l'occasion de se justifier, suspendre son droit d'accepter des souscriptions au capital de la compagnie en formation, ou des souscriptions y afférentes.

33. Les frais de commission, d'organisation ou de constitution d'une compagnie d'assurance doivent être portés au compte des actionnaires et non à celui des assurés.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

34. La présente section s'applique à toutes les compagnies d'assurance constituées en vertu des lois du Québec.

Les autres sections du présent chapitre s'appliquent:

a) à toutes les compagnies d'assurance constituées en vertu du chapitre I du présent titre;

b) à toutes les compagnies constituées en vertu de la section I de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par la présente loi, sous réserve des dispositions contraires de la présente loi.

31. Unless authorized by the Superintendent, no person is entitled to solicit or accept a subscription to the capital stock of a company or instalments relating thereto for as long as such company has not obtained a licence.

Any person soliciting subscriptions to the capital stock of a company being formed must be in possession of a certificate issued by at least two of the applicants, attesting that he is authorized to do so; a certified copy of such certificate must be sent to the Superintendent.

This section shall not have the effect of withdrawing solicitation for subscriptions to the capital stock from the pertinent provisions of the Securities Act (Revised Statutes, 1964, chapter 274).

32. If the Superintendent becomes aware that a person has contravened any of sections 29 to 31, he may, after having given him the opportunity to justify himself, suspend his right to receive subscriptions to the capital of the company being formed or subscriptions relating thereto.

33. The expenses of commission, organization and incorporation of an insurance company must be charged to the shareholders and not to the insured persons.

CHAPTER II

ADMINISTRATION OF INSURANCE COMPANIES

DIVISION I

GENERAL PROVISIONS

34. This division applies to insurance companies incorporated under the statutes of the province of Québec.

The other divisions of this chapter apply:

(a) to all insurance companies incorporated under Chapter I of this title;

(b) to all companies incorporated under Division I of the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295), replaced by this act, subject to the contrary provisions of this act.

35. En l'absence de disposition spéciale dans la présente loi, la première partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271) s'applique *mutatis mutandis* à toute compagnie visée au paragraphe *a* ou au paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 34.

En l'absence de dispositions correspondantes dans la loi spéciale régissant une compagnie d'assurance, les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies s'appliquent *mutatis mutandis* à cette compagnie sous réserve des dispositions contraires de la présente loi, lesquelles s'appliquent alors à cette compagnie.

36. La Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275) ne s'applique à aucune compagnie d'assurance, à l'exception des sections II et IV de ladite loi mais sous réserve de l'article 51 de la présente loi.

37. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à délivrer des lettres patentes à toute compagnie d'assurance constituée par une loi spéciale du Québec qui en fait la demande par requête:

a) pour remplacer les dispositions de sa charte par les dispositions correspondantes de la présente loi ou, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi, par celles de la deuxième partie de la Loi des compagnies;

b) pour retrancher de sa charte toute disposition pour laquelle il n'existe aucune disposition correspondante dans la présente loi et dans la deuxième partie de la Loi des compagnies.

Ces modifications par lettres patentes ont le même effet que si elles étaient faites par une loi.

38. La requête visée à l'article 37 doit être signée par le président ou le vice-président et par le secrétaire de la compagnie; elle ne peut être présentée au ministre que si

a) elle est appuyée d'un règlement approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée convoquée à cette fin et par les deux

35. In the absence of a special provision in this act, Part I of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271) applies *mutatis mutandis* to any company contemplated in subparagraph *a* or *b* of the second paragraph of section 34.

In the absence of a corresponding provision in the special act governing an insurance company, Part II of the Companies Act applies *mutatis mutandis* to that company, subject to the contrary provisions of this act, which then apply to the company.

36. The Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275), except Divisions II and IV of the said act but subject to section 51 of this act, does not apply to insurance companies.

37. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to issue letters patent to any insurance company incorporated by a special act of the province of Québec applying therefor by application:

(a) to replace the provisions of its charter by the corresponding provisions of this act or, to the extent that they are contrary to the provisions of this act, by those of Part II of the Companies Act;

(b) to strike from its charter any provision for which there is no corresponding provision in this act or in Part II of the Companies Act.

Such amendments by letters patent shall have the same effect as if made by an act.

38. The application contemplated in section 37 must be signed by the president or vice-president and the secretary of the company. It shall not be presented to the Minister unless

(a) it is supported by a by-law approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a meeting called for that purpose and by two-thirds of the

tiers des assurés participant aux bénéfices qui y sont présents;

b) un avis résumant sommairement le contenu du règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* au moins une semaine auparavant.

39. Le ministre doit faire publier ces lettres patentes dans la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant la date de leur entrée en vigueur. L'éditeur officiel du Québec doit insérer dans chaque recueil annuel des lois du Québec un tableau indiquant la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes délivrées avant son impression et les dispositions législatives qu'elles abrogent.

40. Aucune modification ne peut être apportée aux lettres patentes d'une compagnie d'assurance si le lieutenant-gouverneur en conseil n'y a consenti après avoir pris l'avis du surintendant.

41. Sous réserve des autres dispositions législatives applicables, la charte de toute compagnie d'assurance peut être annulée en conformité avec les articles 24 et 25 de la Loi des compagnies:

a) faute de pratiquer effectivement les assurances pendant deux ans à compter de la date de constitution en corporation;

b) si, après avoir pratiqué les assurances, la compagnie cesse de le faire pendant un an ou plus;

c) si son permis demeure suspendu pendant un an ou plus ou si, en cas d'annulation, il n'est pas renouvelé dans les trois mois.

42. La charte d'une compagnie d'assurance ne peut être abandonnée qu'avec le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil sur avis du surintendant.

43. Sauf préavis de trente jours au surintendant, il est interdit aux administrateurs et dirigeants de compagnies d'assurance de permettre toute attribution d'action entraînant une augmentation de 10 pour cent ou plus du nombre de celles-ci ou de permettre l'enregistrement d'un transfert d'actions portant sur 10 pour cent ou plus des actions émises.

insured participating in the profits and who are present;

(b) a notice summarizing the contents of the by-law is published in the *Québec Official Gazette* at least one week previously.

39. The Minister shall have the letters patent published in the *Québec Official Gazette* with a notice of the date of their coming into force. The Québec Official Publisher shall insert in each annual volume of the Statutes of Québec a table indicating the dates on which the letters patent issued before the volume was printed come into force and the legislative provisions they repeal.

40. No amendment may be made to the letters patent of an insurance company if the Lieutenant-Governor in Council does not consent to it after obtaining the advice of the Superintendent.

41. Subject to the other applicable legislative provisions, the charter of any insurance company may be annulled in accordance with sections 24 and 25 of the Companies Act:

(a) by failure to actually transact insurance for two years from the date of incorporation;

(b) if, after having transacted insurance, the company has ceased to act as such for one year or more;

(c) if its licence remains suspended for one year or more or if, in case of cancellation, it is not renewed within three months.

42. The charter of an insurance company shall be surrendered only with the consent of the Lieutenant-Governor in Council on the advice of the Superintendent.

43. Except on prior notice of thirty days to the Superintendent, the directors and officers of insurance companies are forbidden to permit any allotment of shares entailing an increase of 10 per cent or more in the number of such shares or to permit the registration of a transfer of shares involving 10 per cent or more of the issued shares.

Il en est ainsi de tout transfert ou de toute attribution d'actions pouvant avoir pour effet de porter à plus de 50 pour cent des actions émises, le nombre d'actions détenues directement ou indirectement par une seule et même personne.

44. Le préavis prévu à l'article 43 doit indiquer les noms et adresses des parties au transfert ou à l'attribution d'actions, le nombre d'actions que chacune désire acquérir ou aliéner, ainsi que les caractéristiques de ces actions.

Sur réception du préavis prévu à l'article 43, le surintendant fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut, par arrêté, interdire le transfert ou l'attribution d'actions, à peine de nullité.

45. Les administrateurs et dirigeants d'une compagnie d'assurance doivent s'abstenir d'attribuer des actions et refuser l'enregistrement d'un transfert d'actions de la compagnie en faveur d'un non-résident,

a) si ce non-résident et les personnes qui lui sont liées détiennent déjà, directement ou indirectement, 10 pour cent au moins des actions émises de cette compagnie ou dans la mesure où le transfert ou l'attribution peut avoir pour effet de porter le nombre de leurs actions au-delà de ce pourcentage; ou

b) si l'ensemble des non-résidents détiennent déjà, directement ou indirectement au moins 25 pour cent des actions émises de cette compagnie ou dans la mesure où le transfert ou l'attribution peut avoir pour effet de porter le nombre de leurs actions au-delà de ce pourcentage.

Le présent article ne s'applique pas aux compagnies d'assurance dont plus de 50 pour cent des actions étaient la propriété de non-résidents le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*), jusqu'à ce que le pourcentage des actions de ces compagnies détenu par des non-résidents soit réduit à 50 pour cent.

46. Le conseil d'administration d'une compagnie d'assurance peut exiger de toute personne qui requiert l'enregistrement d'un transfert tout renseignement requis pour l'application des articles 43 à

The same applies to every transfer or allotment of shares the effect of which may be to increase the number of shares held directly or indirectly by the same person to more than 50 per cent of the issued shares.

44. The prior notice provided for in section 43 must indicate the names and addresses of the parties to the transfer or allotment of shares, the number of shares that each wishes to acquire or alienate, and the particulars of such shares.

On receipt of the prior notice provided for in section 43, the Superintendent shall make a report to the Lieutenant-Governor in Council, who may by order prohibit the transfer or allotment of shares on pain of nullity.

45. The directors and officers of an insurance company must refrain from allotting shares and refuse to register any transfer of shares of the company in favour of a non-resident,

(a) if the non-resident and the persons related to him already hold, directly or indirectly, at least 10 per cent of the issued shares of the company, or to the extent that the effect of the transfer or allotment may be to increase the number of their shares beyond that percentage; or

(b) if non-residents together already hold, directly or indirectly, at least 25 per cent of the issued shares of the company or to the extent that the effect of the transfer or allotment may be to increase the number of their shares beyond that percentage.

This section does not apply to insurance companies in which more than 50 per cent of the shares were owned by non-residents on (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*), until such time as the percentage of the shares in such companies held by non-residents is reduced to 50 per cent.

46. The board of directors of an insurance company may require of any person applying for the registration of a transfer any information necessary for the application of sections 43 to 45; it may

45; il peut refuser d'enregistrer le transfert à une personne qui ne lui fournit pas ce renseignement.

47. Toute compagnie d'assurance ainsi que tout administrateur ou autre dirigeant d'une compagnie d'assurance qui autorise ou prescrit un transfert ou une attribution d'actions contrairement aux articles 43 ou 45 ou qui y consent, est coupable d'une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$5,000 et d'au plus \$50,000.

48. Un non-résident, pour l'application de l'article 45, est tout individu qui ne réside pas ordinairement au Canada ou toute corporation qui a été constituée ailleurs qu'au Canada, ou qui est liée à des non-résidents.

Un exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire en possession d'actions appartenant à des non-résidents est réputé être un non-résident à l'égard de ces actions.

Il en est de même d'une fiducie établie par un non-résident ou dans laquelle l'ensemble des non-résidents ont des intérêts dans une proportion de plus de 50 pour cent.

49. Pour l'application des articles 45 à 48:

1° on doit considérer qu'un groupe est lié lorsque chacune des personnes qui le composent est liée à chaque autre personne du groupe;

2° sont des personnes liées ou des personnes liées entre elles:

a) des individus unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;

b) une corporation et
i. la personne qui maîtrise cette corporation,

ii. une personne membre d'un groupe lié qui maîtrise la corporation, ou

iii. une personne liée à celle visée au sous-paragraphe i ou ii;

c) deux corporations quelconques

i. si elles sont maîtrisées par la même personne ou le même groupe de personnes;

ii. si chacune d'elles est maîtrisée par une personne et si la personne maîtrisant

refuse to register the transfer if a person does not give it that information.

47. Any insurance company and any director or other officer of an insurance company who authorizes or orders a transfer or allotment of shares contrary to section 43 or 45 or consents thereto is guilty of an offence and is liable on summary proceeding to a fine of at least \$5,000 and not more than \$50,000.

48. A non-resident, for the application of section 45, is any individual not ordinarily resident in Canada or any corporation incorporated elsewhere than in Canada or related to non-residents.

A testamentary executor, administrator, tutor, curator, guardian or trustee in possession of shares belonging to non-residents is deemed a non-resident respecting those shares.

The same applies to a trust established by a non-resident or in which non-residents together hold more than 50 per cent of the interests.

49. For the application of sections 45 to 48:

(1) a group must be considered related when each person belonging to it is related to each other person in the group;

(2) the following are related persons or persons related to each other:

(a) individuals connected by blood relationship, marriage or adoption;

(b) a corporation and
i. a person who controls that corporation,

ii. a person who is a member of a related group that controls the corporation, or

iii. a person related to the person contemplated by subparagraph i or ii;

(c) any two corporations

i. if they are controlled by the same person or group of persons,

ii. if each of them is controlled by one person and the person who controls one

l'une est liée à celle maîtrisant l'autre;

iii. si l'une d'elles est maîtrisée par une personne liée à un membre d'un groupe lié qui maîtrise l'autre;

iv. si l'une des corporations est maîtrisée par une personne liée à chaque membre d'un groupe non lié qui maîtrise l'autre;

v. si l'un des membres d'un groupe lié maîtrisant une des corporations est lié à chaque membre d'un groupe non lié qui maîtrise l'autre; ou

vi. si chaque membre d'un groupe non lié maîtrisant une des corporations est lié à au moins un membre d'un groupe non lié qui maîtrise l'autre;

3° deux corporations liées à une même corporation en vertu du paragraphe 2° sont réputées, pour l'application du paragraphe 1°, être liées entre elles;

4° pour l'application des paragraphes 1° à 3°,

a) un groupe lié qui est en mesure de maîtriser une corporation est réputé être un groupe lié qui la maîtrise, qu'il fasse ou non partie d'un groupe plus vaste qui maîtrise en fait la corporation;

b) une personne qui avait, en vertu d'un contrat, un droit immédiat ou conditionnel, avec ou sans réserve, à des actions d'une corporation, ou un droit de les acquérir ou d'en maîtriser les droits de vote, est réputée, sauf lorsque le contrat stipule que le droit ne peut être exercé qu'au décès d'un particulier qui y est désigné, avoir occupé la même position relativement à la maîtrise de la corporation que si les actions lui appartenait; et

c) un actionnaire de deux ou plusieurs corporations est réputé, à ce titre relativement à l'une de ces corporations, être lié à lui-même à titre d'actionnaire relativement à chacune des autres corporations;

5° pour l'application du présent article:

a) des personnes sont unies par les liens du sang si l'une est descendant, frère ou soeur de l'autre;

b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang; et

of them is related to the person who controls the other,

iii. if one of them is controlled by a person related to any member of a related group that controls the other,

iv. if one of the corporations is controlled by a person related to each member of an unrelated group that controls the other,

v. if any member of a related group that controls one of the corporations is related to each member of an unrelated group that controls the other, or

vi. if each member of an unrelated group that controls one of the corporations is related to at least one member of an unrelated group that controls the other;

(3) two corporations related to the same corporation under paragraph 2 are deemed, for the application of paragraph 1, to be related to each other;

(4) for the application of paragraphs 1 to 3,

(a) a related group which is in a position to control a corporation is deemed to be a related group which controls it, whether or not it is part of a larger group which in fact controls the corporation;

(b) a person who had a right under a contract, either immediately or in the future and either absolutely or contingently, to, or to acquire shares in a corporation, or to control the voting rights of shares in a corporation, is, except where the contract provided that the right is not exercisable until the death of an individual designated therein, deemed to have had the same position in relation to the control of the corporation as if he owned the shares; and

(c) a shareholder of two or more corporations is, as shareholder of one of such corporations, deemed to be related to himself as shareholder of each of the other corporations;

(5) for the application of this section:

(a) persons are connected by blood relationship if one is the descendant, brother or sister of the other;

(b) persons are connected by marriage if one is married to the other or to a person who is connected by blood relationship to the other; and

c) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, de droit ou de fait, comme enfant de l'autre ou comme enfant d'une personne ainsi unie à l'autre par les liens du sang, mais autrement qu'en qualité de frère ou de soeur.

(c) persons are connected by adoption if one has been adopted, either legally or in fact, as the child of the other or as the child of a person who is so connected otherwise than as brother or sister to the other.

50. Lorsqu'une action du capital-action d'une compagnie exerçant l'assurance sur la vie est détenue conjointement, elle est réputée être, pour l'application de la présente section, détenue par un non-résident si au moins un des détenteurs est un non-résident.

50. When a share of the capital stock of a company transacting life insurance is held jointly, it is, for the application of this division, deemed held by a non-resident if at least one of the joint holders is a non-resident.

SECTION II

CAPITAL-ACTIONS

51. Moyennant l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sous réserve des articles 26 et 27, les compagnies d'assurance peuvent modifier leur capital-actions, notamment en l'augmentant ou en subdivisant les actions.

51. Upon the approval of the Lieutenant-Governor in Council and subject to sections 26 and 27, insurance companies may alter their capital stock, in particular by increasing or by subdividing the shares.

52. Le capital-actions des compagnies d'assurance doit être constitué exclusivement d'actions ordinaires à valeur nominale.

52. The capital stock of insurance companies must consist exclusively of common shares with a par value.

53. Les actions de compagnies d'assurance ne peuvent être émises que lorsqu'elles sont entièrement payées.

53. The shares of insurance companies shall be issued only when they are fully paid up.

SECTION III

ADMINISTRATEURS

54. Le nombre des administrateurs de toute compagnie d'assurance ne peut être inférieur à sept ni supérieur à vingt et un.

Les trois quarts des administrateurs doivent être des citoyens canadiens et la moitié d'entre eux doivent résider au Québec.

54. An insurance company shall have not less than seven nor more than twenty-one directors.

Three-quarters of the directors must be Canadian citizens and one-half of them must reside in the province of Québec.

55. Dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie qui pratique les assurances avec participation aux bénéfices, au moins un tiers des membres du conseil d'administration doit être élu, à raison d'une voix par personne, par les porteurs

55. In a life-insurance company that transacts insurance with participation in the profits, at least one-third of the members of the board of directors must be elected, each person having one vote, by the participating policyholders present at

DIVISION II

CAPITAL STOCK

DIVISION III

DIRECTORS

de polices avec participation présents à l'assemblée générale au cours de laquelle les administrateurs sont élus.

Nonobstant toute autre disposition légale, le présent article s'applique à toute compagnie pratiquant, au (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*), les assurances avec participation aux bénéfices.

56. Tout administrateur élu par les actionnaires doit, pendant toute la durée de ses fonctions, posséder absolument en son propre nom des actions de la compagnie d'une valeur nominale globale d'au moins \$1,000 ou être un administrateur ou un dirigeant d'une compagnie actionnaire de la compagnie.

Nul ne peut être élu administrateur par les porteurs de polices avec participation s'il n'est pas lui-même porteur d'une pareille police d'un capital d'au moins \$4,000 émise par la compagnie en question, sur laquelle aucune prime n'est due.

Tout administrateur ne satisfaisant pas aux dispositions du présent article perd dès lors sa qualité d'administrateur.

57. Sont inéligibles au poste d'administrateur d'une compagnie d'assurance les agents d'assurance ou experts en sinistres traitant avec la compagnie en pareille qualité ainsi que les administrateurs d'une corporation traitant avec la compagnie en pareille qualité.

58. Les articles 56 et 57 ne s'appliquent aux administrateurs en fonction le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*) qu'à compter du (*insérer ici la date qui suit de deux ans celle de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*).

59. Les dirigeants rémunérés d'une compagnie d'assurance ne peuvent constituer plus du tiers de son conseil d'administration.

60. Il y a quorum aux assemblées des administrateurs lorsque plus de la moitié d'entre eux sont présents.

61. Nul ne peut être administrateur de plus d'une compagnie d'assurance de personnes ou de plus d'une compagnie

the general meeting for election of the directors.

Notwithstanding any other provision of law, this section applies to every insurance company transacting insurance with participation in profits on (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*).

56. Every director elected by the shareholders shall at all times while in office own absolutely and in his own name shares of the company with an aggregate par value of at least \$1,000 or be a director or an officer of a company that holds shares in the company.

No person shall be elected director by the participating policyholders unless he is the holder of a participating policy of at least \$4,000 capital issued by the company in question, on which no premium is due.

Every director failing to meet the provisions of this section shall from such time forfeit his office of director.

57. Insurance agents or claims adjusters dealing as such with an insurance company and directors of a corporation dealing as such with an insurance company are ineligible to the office of director of such company.

58. Sections 56 and 57 apply to directors in office on (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*) only from the (*insert here the date occurring two years after the coming into force of Bill No. 7*).

59. Not more than one-third of the board of directors of an insurance company shall be composed of remunerated officers of the company.

60. The presence of the majority of the directors constitutes a quorum at meetings of the board.

61. No person shall be a director of more than one company of insurance of persons or of more than one company

d'assurance de dommages sauf en ce qui concerne les compagnies dont la majorité des actions est détenue par une même personne ou par un même groupe de personnes.

62. Les assureurs peuvent, aux fins de leurs objets et pouvoirs, contracter des emprunts pour une durée d'au plus douze mois; ces emprunts ne doivent pas être effectués par émission d'obligations.

SECTION IV

ACTIONNAIRES ET PORTEURS DE POLICES AVEC PARTICIPATION

63. Un avis de toute assemblée générale des actionnaires d'une compagnie d'assurance doit, au moins quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée, être adressé à chaque actionnaire ainsi qu'à chaque porteur de police avec participation et publié dans un quotidien atteignant la localité où la compagnie a son siège social.

Cet avis indique le lieu, la date et l'heure où l'assemblée aura lieu.

64. Les préavis d'assemblées annuelles à adresser aux porteurs de polices avec participation peuvent être remplacés par une mention bien lisible et bien en vue figurant sur les avis d'échéance de prime et les reçus de prime et précisant la date, l'heure et le lieu des assemblées.

65. Toute procuration nommant un fondé de pouvoir pour voter à une assemblée générale des actionnaires d'une compagnie d'assurance doit, pour être valide, avoir été donnée dans l'année précédant l'assemblée et avoir été délivrée au secrétaire de la compagnie au moins dix jours avant l'assemblée.

Cette procuration ne peut être utilisée que pour l'assemblée en question ou en cas d'ajournement.

66. Les porteurs de police avec participation ont le droit d'assister à toutes les assemblées générales de la compagnie.

Les porteurs de polices avec participation délivrées par une compagnie pratiquant l'assurance sur la vie ont droit de partager dans la portion des bénéfices dis-

of damage insurance except in respect of companies in which the majority of the shares are held by the same person or group of persons.

62. Insurers may, for the purposes of their objects and powers, contract loans with a term of not more than twelve months; these loans shall not be effected by way of an issue of bonds.

DIVISION IV

SHAREHOLDERS AND PARTICIPATING POLICYHOLDERS

63. A notice of every general meeting of the shareholders of a company must be sent at least fifteen days before the date fixed for the meeting to each shareholder and each participating policyholder, and published in a daily newspaper circulating in the locality where the company has its head office.

The notice shall indicate the place, date and time of the meeting.

64. Notices of annual meetings to be sent to participating policyholders may be replaced by an indication in prominent and conspicuous type on the premium notices and premium receipts, specifying the date, time and place of the meetings.

65. Every power of attorney naming a proxy to vote at a general meeting of the shareholders of an insurance company must, to be valid, be given within one year preceding the meeting and delivered to the secretary of the company at least ten days before the meeting.

Such power of attorney shall be used only at the meeting in question or in the case of adjournment.

66. Participating policyholders are entitled to attend all general meetings of the company.

The holders of participating policies issued by a company transacting life insurance are entitled to share in that portion of the profits set apart that has

traits qui a été séparée comme provenant de cette catégorie de polices dans une proportion d'au moins

a) 90 pour cent de ces bénéfices en toute année où la moyenne du fonds de participation n'exède pas \$250,000,000;

b) 92½ pour cent de ces bénéfices en toute année où la moyenne du fonds de participation excède \$250,000,000 sans dépasser \$500,000,000;

c) 95 pour cent de ces bénéfices en toute année où la moyenne du fonds de participation excède \$500,000,000 sans dépasser \$1,000,000,000; et

d) 97½ pour cent de ces bénéfices en toute année où la moyenne du fonds de participation excède \$1,000,000,000.

CHAPITRE III

COMPAGNIES MUTUELLES D'ASSURANCE SUR LA VIE

SECTION I

APPLICATION

67. Nonobstant toute disposition contraire, le présent chapitre s'applique à la mutualisation des compagnies d'assurance sur la vie constituées en vertu des lois du Québec ainsi qu'à l'administration des compagnies de ce genre qui sont constituées ou mutualisées suivant les dispositions du présent chapitre ou en vertu d'une loi spéciale du Québec.

Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les autres dispositions de la présente loi s'appliquent à ces compagnies.

SECTION II

MUTUALISATION

68. Toute compagnie d'assurance constituée en vertu des lois du Québec et pratiquant l'assurance sur la vie peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, se transformer en compagnie mutuelle d'assurance sur la vie en rachetant ses actions conformément au présent chapitre.

69. La mutualisation est ordonnée par un règlement qui doit avoir été approuvé

been distinguished as having been derived from such class of policies to the extent of at least:

(a) 90 per cent of such profits in any year in which the average of the participating fund does not exceed \$250,000,000;

(b) 92½ per cent of such profits in any year in which the average of the participating fund exceeds \$250,000,000 but does not exceed \$500,000,000;

(c) 95% of such profits in any year in which the average of the participating fund exceeds \$500,000,000 but does not exceed \$1,000,000,000; and

(d) 97½% of such profits in any year in which the average of the participating fund exceeds \$1,000,000,000.

CHAPTER III

MUTUAL LIFE INSURANCE COMPANIES

DIVISION I

APPLICATION

67. Notwithstanding any contrary provision, this chapter applies to the conversion into a mutual company of life insurance companies incorporated under the statutes of Québec and to the administration of the companies of such kind incorporated or converted under the provisions of this chapter or a special act of the province of Québec.

Subject to the provisions of this chapter, the other provisions of this act apply to such companies.

DIVISION II

CONVERSION INTO A MUTUAL COMPANY

68. Every insurance company incorporated under the statutes of the province of Québec transacting life insurance may with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council convert itself into a mutual life-insurance company by redeeming its shares in accordance with this chapter.

69. Conversion into a mutual company shall be ordered by a by-law that

par le vote d'au moins la majorité en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée convoquée à cette fin ainsi que par le vote d'au moins la majorité des porteurs de polices avec participation présents à cette assemblée.

Ce règlement doit établir les modalités de la mutualisation et, notamment, mentionner le prix que la compagnie offre à ses actionnaires pour l'achat de leurs actions.

70. La mutualisation ne peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil que si :

a) le capital versé de la compagnie n'est plus requis pour la protection des assurés, compte tenu de la situation financière de la compagnie et de son chiffre d'affaires;

b) au moins 50 pour cent des actions émises et attribuées de la compagnie lui ont été offertes en vente par leurs détenteurs au prix fixé par le règlement;

c) l'offre visée au paragraphe b est irrévocable pour une période d'au moins six mois;

d) la compagnie dispose des sommes requises pour acheter, dès que l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil visée à l'article 68 a été obtenue, au moins 25 pour cent de toutes ses actions émises et attribuées;

e) le prix fixé pour l'achat des actions est raisonnable, de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil.

71. La somme que la compagnie peut affecter à l'achat de ses actions aux fins de la mutualisation ne doit pas dépasser l'excédent de son actif sur son passif diminué des sommes déjà payées pour l'achat d'actions en vertu du règlement visé à l'article 69 et de 10 pour cent de l'actif de la compagnie, ou un pourcentage moindre établi par le lieutenant-gouverneur en conseil.

72. La compagnie doit, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'autorisation visée à l'article 68, acheter et payer toutes les actions qui lui ont été offertes en vente jusqu'à la date de cette autorisation.

must be approved by the vote of at least the majority in value of the shares represented by the shareholders present at a meeting called for that purpose and by the vote of the majority of the participating policyholders attending such meeting.

Such by-law must establish the terms and conditions of the conversion and in particular indicate the price the company offers its shareholders for the purchase of their shares.

70. Conversion into a mutual company shall be authorized by the Lieutenant-Governor in Council only if:

(a) the paid-up capital of the company is no longer required to protect the insured, having regard to the financial condition of the company and its volume of business;

(b) the shareholders have offered to sell to the company at least 50 per cent of its issued and allotted shares at the price fixed by the by-law;

(c) the offer contemplated in paragraph b is irrevocable for a period of at least six months;

(d) the company has at its disposal the sums required to purchase at least 25 per cent of all its issued and allotted shares immediately upon the authorization of the Lieutenant-Governor in Council contemplated in section 68;

(e) the price fixed for the purchase of the shares is reasonable in the opinion of the Lieutenant-Governor in Council.

71. The sums that the company may apply to the purchase of its shares for the purposes of conversion into a mutual company shall not exceed the excess of its assets over its liabilities less the sums already paid to purchase shares under the by-law contemplated in section 69 and 10 per cent of the assets of the company, or a lesser percentage established by the Lieutenant-Governor in Council.

72. The company shall within ninety days of the authorization contemplated in section 68, purchase and pay for all the shares offered for sale to it up to the date of the authorization.

Elle doit, par la suite, acheter et payer les actions qui lui sont offertes en vente dans les dix jours suivant l'offre.

73. Si, en raison de l'application de l'article 71, la compagnie ne peut payer toutes les actions qui lui sont offertes, elle doit, nonobstant l'article 72, répartir ses achats au prorata des actions offertes, exclusion faite de toute fraction d'action; elle doit par la suite acheter d'autres actions de la même façon dès qu'elle peut disposer de la somme prévue à l'article 71.

74. Dès l'autorisation visée à l'article 68 toutes les offres d'actions antérieures ou ultérieures sont irrévocables nonobstant toute stipulation de délai.

75. Lorsqu'une compagnie achète des actions conformément au présent chapitre elle doit payer annuellement à ses actionnaires, tant que son capital-actions n'a pas été annulé, des dividendes à un taux au moins égal au taux versé pendant les trois années ayant précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, à moins que sa situation financière ne s'y oppose et que le surintendant n'ait autorisé un taux inférieur.

76. Dès que la compagnie a reçu des offres de vente d'au moins 75 pour cent de ses actions émises et attribuées, qu'elle a acheté toutes celles lui ayant été offertes en vente et qu'elle dispose des sommes nécessaires à l'achat des autres, elle doit en notifier par écrit le surintendant et chaque détenteur enregistré de ces autres actions et mettre en réserve la somme nécessaire à leur achat, lequel doit être effectué au reçu des certificats correspondants.

77. Le surintendant doit, si la compagnie s'est conformée à la présente loi, publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis de ce qui lui a été notifié en conformité avec l'article 76.

À compter de la publication de l'avis, le capital-actions de la compagnie est annulé et elle est dès lors transformée en compagnie mutuelle d'assurance sur la vie relevant de la section III du présent chapitre.

It shall thereafter purchase and pay for shares offered for sale to it within ten days of the offer.

73. If by reason of the application of section 71 the company cannot pay for all the shares offered to it, it shall, notwithstanding section 72, apportion its purchases pro rata to the shares offered, excluding any fraction of a share; it must thereafter purchase other shares in the same manner as soon as it has at its disposal the sums contemplated in section 71.

74. Immediately upon the authorization contemplated in section 68, every previous or subsequent offer of shares is irrevocable notwithstanding any stipulation of delay.

75. When a company purchases shares in accordance with this chapter it must annually pay dividends to its shareholders for as long as its capital stock has not been cancelled, at a rate equal to at least that paid in the three years preceding the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, unless its financial condition prevents it and the Superintendent authorizes a lower rate.

76. As soon as the company has received offers for sale of at least 75 per cent of its issued and allotted shares, has purchased all those offered to it for sale and has at its disposal the sums required to purchase the remainder, it must give notice in writing to the Superintendent and each registered holder of the remaining shares and reserve the sums required to purchase them, and such purchase must be effected upon receipt of the corresponding certificates.

77. The Superintendent shall, if the company has complied with this act, publish a notice in the *Québec Official Gazette* setting forth the facts notified to him in accordance with section 76.

From the time of the publication of the notice, the capital stock of the company is cancelled and the company is converted into a mutual life insurance company governed by Division III of this chapter.

78. La compagnie doit tenir un registre portant :

a) les noms et adresses de tous les actionnaires lui ayant offert des actions en vente ainsi que, pour chaque offre, la date de la réception et le nombre des actions;

b) pour chaque actionnaire, la date et le prix d'achat.

79. Tant que son capital-actions n'a pas été annulé conformément à l'article 77, la compagnie doit, dans l'état annuel qu'elle est tenue de déposer au service des assurances, inscrire à son actif un montant égal à la valeur nominale de chaque action achetée.

80. Dans l'état annuel qu'elle doit déposer au service des assurances la compagnie peut inscrire à son actif un montant égal à l'excédent du prix de chaque action achetée sur sa valeur nominale, diminué cependant, chaque année, d'au moins un cinquième dudit excédent pour chaque année écoulée depuis l'achat.

Sont réputées achetées les actions ayant fait l'objet de la réserve prévue à l'article 76.

81. Lors de chaque assemblée annuelle suivant l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil visée à l'article 68, les assurés ont le droit d'élire le nombre d'administrateurs proportionnel au rapport du nombre d'actions rachetées par la compagnie au total des actions émises à cette date, tout excédent de fraction étant compté en faveur des assurés, ou à tout le moins un tiers des administrateurs.

82. À toute assemblée générale annuelle ou extraordinaire tenue en cours d'achat des actions et avant l'annulation du capital-actions, les administrateurs élus par les assurés ont droit en sus de leurs voix d'actionnaires à un nombre de voix supplémentaires égal au nombre d'actions achetées par la compagnie; ces voix supplémentaires sont réparties le plus également possible entre ces administrateurs et les voix éventuellement restantes sont attribuées à celui de ces administrateurs

78. The company shall keep a register indicating :

(a) the names and addresses of all shareholders who have offered it shares for sale and, for each offer, the date when it was received and the number of shares;

(b) for each shareholder, the date and price of purchase.

79. So long as its capital stock is not cancelled under section 77, the company shall, in the annual statement it must file with the insurance branch, enter under assets an amount equal to the par value of each share purchased.

80. In the annual statement it must file with the insurance branch, the company may enter under assets an amount equal to the excess of the price of each share purchased over its par value, less however, each year, at least one-fifth of the said excess for each full year from purchase.

The shares respecting which the reserve provided for in section 76 has been made are deemed to have been purchased.

81. At each annual meeting following the authorization of the Lieutenant-Governor in Council contemplated in section 68, the insured are entitled to elect that proportion of the directors that equals the ratio between the number of shares redeemed by the company and the total shares issued at that date, any fractional remainder counting for the insured, or at least one-third of the directors.

82. At any annual or special general meeting held in the course of the purchase of shares and before the cancellation of the capital stock, the directors elected by the insured are entitled, in addition to their votes as shareholders, to a number of additional votes equal to the number of shares purchased by the company; these additional votes shall be apportioned as equally as possible among these directors, and any remainder shall be allotted to that director among them

qui est désigné par le conseil d'administration.

83. Dès l'autorisation prévue à l'article 68, la compagnie perd tout droit d'émettre de nouvelles actions.

84. L'achat par la compagnie d'actions de son capital-actions lui interdit de les réémettre ou d'en disposer autrement.

85. Tant que son capital-actions n'est pas annulé en vertu de l'article 77 et sauf disposition contraire de la présente loi, la compagnie reste régie par sa charte.

86. Les sommes payées par la compagnie pour l'achat des actions émises et attribuées de son capital-actions conformément à la présente loi ne constituent pas une distribution de surplus visée par une loi fiscale au sens de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22).

SECTION III

ADMINISTRATION

87. Les membres d'une compagnie à laquelle la présente section s'applique sont les personnes qui sont propriétaires d'un contrat d'assurance établi par elle.

Sont seuls réputés propriétaires:

a) dans le cas d'un contrat désignant plusieurs assurés, l'assuré nommé en premier lieu;

b) dans le cas d'un contrat de groupe, le preneur et les adhérents s'il y a stipulation à cet effet au contrat.

88. Sous réserve des règlements adoptés à ce sujet par le lieutenant-gouverneur en conseil, tous les membres, sauf les mineurs, sont habiles à voter aux assemblées générales.

89. Un membre peut voter en personne ou par l'entremise d'un fondé de pouvoir; il n'a droit qu'à une seule voix, quel que soit le nombre ou le montant des contrats dont il est propriétaire.

Toute procuration autorisant un fondé de pouvoir à voter à une assemblée générale doit, pour être valide, avoir été donnée

designated by the board of directors.

83. Upon the authorization provided for in section 68, the company shall lose all rights to issue new shares.

84. The purchase by the company of shares of its capital stock shall prohibit it from reissuing or otherwise disposing of them.

85. So long as its capital stock is not cancelled under section 77 and subject to any contrary provision of this act, the company shall remain governed by its charter.

86. The amounts paid by the company for the purchase of the issued and allotted shares of its capital stock in accordance with this act shall not be a distribution of surplus earnings contemplated by any fiscal law within the meaning of the Revenue Department Act (1972, chapter 22).

DIVISION III

ADMINISTRATION

87. The members of a company to which this division applies are the persons who own insurance contracts it has made.

Only the following are deemed owners:

(a) in a contract designating several insured, the insured first named;

(b) in a group contract, the policyholder and the participants if so stipulated in the contract.

88. Subject to the regulations made to that effect by the Lieutenant-Governor in Council, all members, except those who are not of full age, are qualified to vote at the general meetings.

89. A member may vote in person or by proxy; he is entitled to only one vote, regardless of the number or amount of the contracts he owns.

Every power of attorney authorizing a proxy to vote at a general meeting must, to be valid, be given within the three

dans les trois mois précédant l'assemblée en question et déposée entre les mains du secrétaire de la compagnie au moins dix jours avant cette assemblée.

Cette procuration ne peut être utilisée qu'à cette assemblée ou à ses ajournements.

90. Avis de toute assemblée générale ou extraordinaire de la compagnie est donné aux membres au moins quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée, au moyen d'une annonce dans un quotidien atteignant la localité où la compagnie a son siège social.

91. La compagnie doit avoir un conseil d'administration d'au moins sept et d'au plus vingt et un membres, dont chacun doit être habile à voter aux assemblées générales, soit à titre personnel, soit en tant qu'administrateur ou dirigeant d'une corporation habile à voter auxdites assemblées.

Les trois quarts des administrateurs doivent être des citoyens canadiens et la moitié d'entre eux doivent résider au Québec.

92. Les administrateurs sont élus lors de l'assemblée générale annuelle et pour un mandat d'une durée d'au plus trois ans fixée par les règlements.

Si les mandats sont de deux ou de trois ans, les règlements doivent pourvoir aux mécanismes nécessaires pour que le nombre de ceux qui arrivent à expiration annuellement soit aussi égal que possible.

93. Les administrateurs demeurent en fonction après l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou réélus.

CHAPITRE IV

FORMATION ET ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS MUTUELLES D'ASSURANCE INCENDIE ET DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

SECTION I

FORMATION

94. Nulle corporation ne peut être constituée au Québec pour pratiquer des

months preceding the meeting in question and be deposited with the secretary of the company at least ten days before the meeting.

Such power of attorney shall be used only at that meeting or at its adjournments.

90. Notice of every general or special meeting of the company shall be given to the members at least fifteen days before that fixed for the meeting, by an advertisement in a daily newspaper circulating in the locality where the company has its head office.

91. The company shall have a board of not less than seven nor more than twenty-one directors, each of whom must be qualified to vote at the general meetings, either in his own right or as a director or officer of a corporation qualified to vote at the said meetings.

Three-quarters of the directors must be Canadian citizens and one-half must reside in the province of Québec.

92. The directors shall be elected at the annual general meeting for a term of office not exceeding three years fixed by by-law.

If the terms of office are of two or three years, the by-laws must provide the procedures necessary to obtain that the number of those expiring annually is as constant as possible.

93. The directors shall remain in office after the expiry of their terms, until replaced or reelected.

CHAPTER IV

FORMATION AND ADMINISTRATION OF MUTUAL FIRE-INSURANCE ASSOCIATIONS AND MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS

DIVISION I

FORMATION

94. No corporation shall be incorporated in the province of Québec to

secours mutuels si ce n'est en vertu de la présente section.

95. Le ministre peut, après avoir pris l'avis du surintendant, autoriser la formation:

a) d'une société mutuelle d'assurance-incendie pour toute municipalité de comté qu'il désigne et où il n'existe pas de société mutuelle d'assurance-incendie exerçant d'une manière efficace;

b) d'une société de secours mutuels.

96. Les personnes désirant former une société visée à l'article 95 doivent signer, en double exemplaire et devant témoins, une déclaration de constitution.

S'il s'agit d'une société mutuelle d'assurance-incendie, la déclaration doit être signée par au moins deux cents personnes résidant au Québec et propriétaires d'un immeuble dans la municipalité de comté à l'égard de laquelle la constitution de la société est demandée.

S'il s'agit d'une société de secours mutuels, la déclaration doit être signée par au moins cinq cents personnes.

97. Les signataires de toute déclaration ayant trait à une société mutuelle d'assurance-incendie doivent, dans ladite déclaration, s'engager à souscrire dans la société envisagée des assurances d'au moins \$1,000,000 par municipalité de comté visée dans la déclaration de constitution.

98. La déclaration doit donner tous les renseignements exigés par les règlements et préciser la raison sociale de la société envisagée, le lieu de son siège, les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires et de la personne provisoirement désignée comme secrétaire pour la remise des exemplaires de la déclaration au ministre et pour la convocation de l'assemblée d'organisation prévue à l'article 104, les modalités de cette convocation ainsi que:

a) s'il s'agit d'une société de secours mutuels, les domaines d'activité devant faire l'objet de sa garantie;

b) s'il s'agit d'une société mutuelle d'assurance-incendie, le nom de chaque municipalité de comté à l'égard de laquelle

transact mutual benefit business except under this division.

95. The Minister may, after obtaining the advice of the Superintendent, authorize the formation of:

(a) a mutual fire-insurance association for any county municipality he designates where there is no mutual fire-insurance association carrying on business in an effective manner;

(b) a mutual benefit association.

96. Persons wishing to form an association contemplated in section 95 must sign a memorandum of incorporation, in duplicate and before witnesses.

In the case of a mutual fire-insurance association, the memorandum must be signed by at least two hundred persons resident in the province of Québec who own immovables in the county municipality for which the incorporation of the association is sought.

In the case of a mutual benefit association, the memorandum must be signed by at least five hundred persons.

97. The signatories of any memorandum concerning a mutual fire-insurance association shall, in the said memorandum, undertake to subscribe to the contemplated association insurance for an amount of at least \$1,000,000 per county municipality contemplated in the memorandum of incorporation.

98. The memorandum shall give all the information prescribed by the regulations and specify the corporate name of the contemplated association, the place of its head office, the names in full, occupations and residences of the signatories and of the person provisionally designated as secretary for the filing of copies of the memorandum with the Minister and the calling of the organizing meeting provided for in section 104, the mode and procedure of calling such meeting, and:

(a) in the case of a mutual benefit association, the fields of activity in which it is to provide coverage;

(b) in the case of a mutual fire-insurance association, the name of each county municipality in respect of which incorpora-

la constitution est envisagée, les catégories d'assurances devant être pratiquées, les emplacements des biens à assurer et le montant d'assurance que chaque signataire s'engage à souscrire dans la société.

La déclaration doit être accompagnée des documents exigés par les règlements.

De plus, s'il s'agit d'une société de secours mutuels, la déclaration doit être accompagnée de précisions sur les tarifs devant être appliqués et les indemnités devant être versées, lesdites précisions devant, par surcroît, être attestées conformes aux principes actuariels dans un certificat portant la signature d'un actuaire.

99. La déclaration ne peut être présentée au ministre que si le secrétaire provisoire a fait publier dans la *Gazette officielle du Québec* pendant au moins deux semaines consécutives, un avis signé par lui de l'intention des déclarants d'être constitués en corporation. La requête doit être présentée dans les six mois suivant cette publication.

Cet avis doit porter les mentions prévues à l'article 98.

[100. La déclaration ne peut être présentée que s'il est déposé entre les mains du ministre des finances une somme de \$20,000, en valeurs acceptables à titre de cautionnement aux fins de la présente loi, ladite somme devant être utilisée à cet effet si la demande de permis de la société est agréée.]]

101. Les deux exemplaires de la déclaration doivent être transmis au ministre. Si la formation de la société est autorisée, le ministre en témoigne en apposant sa signature sur chaque exemplaire.

Un avis confirmant que l'autorisation a été accordée doit être publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec* aux frais de la société.

102. Après la publication de l'avis prévu à l'article 101, un des exemplaires de la déclaration doit être déposé aux archives du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives et l'autre, retourné au secrétaire provisoire de la société.

tion is intended, the classes of insurance to be transacted, the sites of the property to be insured and the amount of insurance that each signatory undertakes to subscribe with the association.

The memorandum must be accompanied with the documents prescribed by the regulations.

In addition, in the case of a mutual benefit association, the memorandum must be accompanied with specifications regarding the tariffs to be applied and the indemnities to be paid, and such specifications must, moreover, be certified to conform to actuarial principles in a certificate bearing the signature of an actuary.

99. The memorandum shall not be presented to the Minister unless the provisional secretary has caused to be published in the *Québec Official Gazette* for at least two consecutive weeks a notice signed by him that the declarers intend to be incorporated. The application must be presented within six months following such publication.

The notice shall contain the particulars provided for in section 98.

[100. The memorandum shall not be presented unless the sum of \$20,000 is deposited in the hands of the Minister of Finance in securities acceptable as a deposit for the purposes of this act, such sum to be used for such purpose if the application of the association for a licence is accepted.]]

101. The two copies of the memorandum must be sent to the Minister. If the formation of the association is authorized, the Minister shall so indicate by affixing his signature to each copy.

A notice confirming that authorization has been granted must be published immediately in the *Québec Official Gazette* at the expense of the association.

102. After publication of the notice provided for in section 101, one of the copies of the memorandum must be filed in the records of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives and the other returned to the provisional secretary of the association.

Dès la publication de cet avis, les fondateurs forment une société mutuelle d'assurance-incendie ou, suivant le cas, une société de secours mutuels qui sont des corporations au sens du Code civil.

103. La publication de l'avis établit la preuve de la formation et de l'existence de la société ainsi que de sa raison sociale.

SECTION II

ASSEMBLÉE D'ORGANISATION

104. La première assemblée de la société, ou assemblée d'organisation, doit être tenue dans les soixante jours de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 101. La convocation des fondateurs à cette assemblée est faite par le secrétaire provisoire suivant le mode déterminé dans la déclaration de constitution.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire provisoire, l'assemblée peut être convoquée par deux fondateurs.

105. L'ordre du jour de l'assemblée d'organisation est le suivant:

- a) élection du président et du secrétaire de l'assemblée;
- b) lecture de la déclaration de constitution et de l'avis prévu à l'article 101;
- c) étude et adoption du règlement interne;
- d) élection des membres du conseil d'administration;
- e) nomination d'un vérificateur;
- f) ouverture du registre des polices émises et des engagements de souscription des futurs membres.

SECTION III

RAISON SOCIALE

106. La raison sociale d'une société mutuelle ne doit pas être susceptible de confusion avec celle d'une autre association, société ou corporation.

Elle doit toujours comporter, s'il s'agit d'une société mutuelle d'assurance-incendie, les mots « mutuelle » et « assurance contre l'incendie », ou s'il s'agit d'une société de secours mutuels, les mots « société de secours mutuels ».

Upon the publication of that notice, the founders shall be a mutual fire-insurance association or, as the case may be, a mutual benefit association, and a corporation within the meaning of the Civil Code.

103. Publication of the notice is proof of the formation and existence of the association and of its corporate name.

DIVISION II

ORGANIZING MEETING

104. The first or organizing meeting of the association must be held within sixty days of the notice provided for in the second paragraph of section 101. The provisional secretary shall call the founders to the meeting in the manner determined in the memorandum of incorporation.

If the provisional secretary is absent or unable to act, the meeting may be called by two founders.

105. The order of business at the organizing meeting shall be as follows:

- (a) election of the chairman and the secretary of the meeting;
- (b) reading of the memorandum of incorporation and of the notice provided for in section 101;
- (c) consideration and adoption of the internal by-laws;
- (d) election of the members of the board of directors;
- (e) appointment of an auditor;
- (f) opening of the register of policies issued and of undertakings of subscription by future members.

DIVISION III

CORPORATE NAME

106. The corporate name of a mutual association must not be susceptible of confusion with that of another association, company or corporation.

It must always include the words "mutual" and "fire insurance" if it is a mutual fire-insurance association, or the words "mutual benefit association" if it is a mutual benefit association.

Le présent article ne s'applique pas aux corporations constituées avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*).

This section does not apply to corporations incorporated before (*insert here the date of coming into force of Bill No. 7*).

107. Seules les sociétés mutuelles peuvent employer, dans leur raison sociale ou dans le cadre de leurs activités, le mot « mutuelle » associé aux expressions « contre le feu » ou « contre l'incendie » ou, suivant le cas, les mots « société de secours mutuels », sauf dans la mesure déterminée par les règlements.

107. Only mutual associations may use in their corporate names or in carrying on their activities the word "mutual" in conjunction with the word "fire" or, as the case may be, the words "mutual benefit association", except to the extent determined by the regulations.

108. Aucune société mutuelle ne peut dans le cours de ses activités se servir d'une raison sociale autre que celle qui lui est donnée dans la déclaration de société, sauf en cas de modification apportée par application de l'article 121, auquel cas elle ne peut utiliser que sa nouvelle raison sociale.

108. No mutual association shall in carrying on its business use a corporate name other than that given to it in the memorandum of incorporation, unless it has been changed under section 121, in which case it shall use only its new corporate name.

Si la société mutuelle a une raison sociale française et une raison sociale anglaise, ou une raison sociale comportant une version française et une version anglaise, elle peut être légalement désignée sous sa raison sociale française ou la version française de cette raison sociale ou à la fois sous les deux raisons sociales ou les deux versions.

If the mutual association has a French corporate name and an English corporate name, or a corporate name that has both French and English versions, it may be legally designated by its French corporate name or the French version of such corporate name, or by both corporate names or both versions at once.

109. Après avoir demandé l'avis du surintendant, le ministre peut modifier toute raison sociale identique à une autre déjà existante, toute raison sociale ressemblant à une autre déjà existante au point qu'à son avis il y a danger de confusion ou encore toute raison sociale pouvant induire en erreur quant à la nature des activités de la société qu'elle désigne.

109. After requesting the advice of the Superintendent, the Minister may change any corporate name identical to another already existing one, any corporate name resembling another already existing one to such an extent that in his opinion they can easily be confused or again any corporate name likely to mislead the public as to the nature of the activities of the association it designates.

Le ministre doit publier la modification dans la *Gazette officielle du Québec*. La modification entre en vigueur dès la publication de cet avis ou à toute date ultérieure fixée dans l'avis.

The Minister shall publish this change in the *Québec Official Gazette*. The change shall be effective upon the publication of such notice or from any later date fixed in the notice.

SECTION IV

DIVISION IV

MEMBRES

MEMBERS

110. Les membres d'une société mutuelle d'assurance-incendie sont ses fondateurs et toutes autres personnes qui souscrivent des billets de souscription en vue d'obtenir des assurances.

110. The members of a mutual fire insurance association are the founders and any other person who signs a subscription note to obtain insurance.

111. Les membres d'une société de secours mutuels sont ses fondateurs et toutes autres personnes qui:

- a) signent un demande d'adhésion;
- b) souscrivent les primes, cotisations ou dons prévus par les règlements de la société; et
- c) s'engagent à respecter les règlements de la société.

112. Un membre d'une société mutuelle d'assurance-incendie cesse de l'être à l'échéance de sa police ou du seul fait que son billet de souscription a été totalement cotisé ou n'a pas été renouvelé.

SECTION V

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

113. Les membres de la société constituent l'assemblée générale, lorsqu'ils sont convoqués en assemblée annuelle ou en assemblée extraordinaire.

114. Aux assemblées générales, aucun membre n'a droit à plus d'une voix.

Cette voix peut être exprimée par un fondé de pouvoir muni d'une procuration, que celui-ci soit ou non membre de la société.

115. Pour être valide, la procuration doit avoir été donnée dans les trois mois ayant précédé l'assemblée et présentée au secrétaire au moins dix jours avant celle-ci.

La procuration n'est valide que pour l'assemblée visée et, éventuellement, ses reprises.

116. Toute procuration est révocable avant la tenue de l'assemblée visée.

117. Le vote est interdit à tout membre dont les cotisations n'ont pas été réglées.

118. Le personnel salarié de la société n'a pas le droit de voter à l'élection des administrateurs.

111. The members of a mutual benefit association are the founders and any other person who:

- (a) signs an application for membership;
- (b) subscribes to the premiums, assessments or gifts provided for by the by-laws of the association; and
- (c) undertakes to comply with the by-laws of the association.

112. A member of a mutual fire-insurance association shall forfeit his membership on the maturity of his policy or by the sole fact that his subscription note has been fully assessed or has not been renewed.

DIVISION V

GENERAL MEETING

113. The members of the association shall constitute its general meeting when convened at an annual or special meeting.

114. At a general meeting no member shall be entitled to more than one vote.

Such vote may be given by a proxy holding a power of attorney whether or not he is a member of the association.

115. To be valid, the power of attorney must have been given within the three months preceding the meeting and presented to the secretary at least ten days before such meeting.

The power of attorney shall be valid only for the meeting contemplated and any resumptions of such meeting.

116. Any power of attorney may be revoked before the contemplated meeting is held.

117. Every member whose assessments are in arrears is forbidden to vote.

118. No paid member of the staff of the association is entitled to vote at the election of directors.

119. Sauf disposition contraire du règlement, vingt-cinq membres en règle forment le quorum.

120. L'assemblée générale peut modifier le règlement interne.

121. L'assemblée générale peut, par règlement spécial, changer le siège social ou la raison sociale de la société.

Ce règlement n'entre en vigueur que si le ministre l'approuve après avoir demandé l'avis du surintendant et qu'après publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

122. Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présents ou des délégués présents, celle du président étant prépondérante.

Cependant, les règlements spéciaux doivent, pour être adoptés, recevoir l'approbation d'au moins les deux tiers des suffrages.

123. Les membres doivent se réunir en assemblée annuelle avant le 31 mars de chaque année pour approuver le rapport annuel, élire les administrateurs, ratifier la rémunération fixée pour le secrétaire, nommer le vérificateur et se prononcer sur les cotisations ainsi que sur toute autre question concernant la société.

124. Le conseil d'administration ainsi que le président ou le vice-président peuvent décréter la tenue d'une assemblée extraordinaire lorsqu'ils le jugent utile.

En outre, le conseil d'administration doit décréter la tenue d'une assemblée extraordinaire si un cinquième des membres le demande.

125. Tout avis de convocation d'une assemblée générale est donné au moins sept jours avant sa date, par courrier ordinaire, ou au moins quinze jours avant sa date dans un quotidien atteignant la localité où la société a son siège social.

Cet avis doit faire part du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée et, le cas échéant, donner un résumé de toute modification proposée aux règlements de la société.

119. Unless otherwise provided by by-law, twenty-five members in good standing shall be a quorum.

120. The general meeting may amend the internal by-laws.

121. The general meeting may, by special by-law, change the head office or the corporate name of the association.

Such by-law shall not come into force until the Minister approves it after obtaining the advice of the Superintendent and after publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

122. Decisions at a general meeting are taken by a majority vote of the members or delegates present, the chairman having a casting vote.

However, a special by-law must, to be adopted, receive the approval of at least two-thirds of the votes.

123. The members must meet for the annual meeting before 31 March each year to approve the annual report, elect the directors, ratify the remuneration fixed for the secretary, appoint the auditor and pronounce upon the assessments and any other matter concerning the association.

124. The board of directors as well as the chairman or the vice-chairman may order the holding of a special meeting when they consider it expedient.

Furthermore, the board of directors must order the holding of a special meeting if one-fifth of the members so request.

125. Every notice calling a general meeting shall be given at least seven days before it is held, by regular mail, or, at least fifteen days before it is held, in a daily newspaper circulating in the locality where the association has its head office.

The notice must indicate the place, date and time of the meeting and, where such is the case, give a summary of any amendment proposed to the by-laws of the association.

Une société de secours mutuels doit en outre indiquer la date, l'heure et le lieu de son assemblée annuelle, en caractères bien visibles et bien en vue, sur tout avis d'échéance de prime ou cotisation qu'elle fait parvenir à ses membres.

126. Toute assemblée demandée selon le deuxième alinéa de l'article 124 et n'ayant pas été tenue dans les vingt et un jours de la demande, peut être convoquée par deux des signataires de celle-ci.

127. Les assemblées extraordinaires ne peuvent statuer que sur les questions proposées dans les avis de convocation.

Pourvu qu'elle ait préalablement reçu l'approbation du surintendant, toute assemblée extraordinaire convoquée à cette fin, peut révoquer le mandat d'un administrateur.

SECTION VI

CONSEIL D'ADMINISTRATION

128. Le conseil d'administration de toute société se compose de cinq administrateurs, choisis parmi les membres lors de l'assemblée annuelle.

Toutefois, le règlement peut prévoir un nombre plus élevé d'administrateurs, jusqu'à concurrence de quinze.

129. Tout administrateur d'une société mutuelle d'assurance-incendie doit être porteur d'une police d'assurance contractée auprès de la société pour un montant d'au moins \$1,500.

130. Aucun membre du personnel salarié de la société ne peut être élu administrateur, ni exercer cette fonction.

131. Les administrateurs exercent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs et ils sont rééligibles.

132. La durée du mandat des administrateurs est d'un an; elle peut être portée à deux ou à trois ans par règlement spécial. Dans ce cas un certain nombre d'administrateurs est, chaque année, remplacé selon le mode de rotation que ce

A mutual benefit association shall also indicate the date, time and place of its annual meeting in prominent and conspicuous type on all premium or assessment notices it sends its members.

126. Any meeting requested in accordance with the second paragraph of section 124 that has not been held within twenty-one days of the request may be called by two signatories thereof.

127. A special meeting may make decisions only in regard to the matters mentioned in the notice calling the meeting.

Any special meeting called for that purpose may remove a director from office provided that the prior approval of the Superintendent has been received.

DIVISION VI

BOARD OF DIRECTORS

128. The board of directors of any association shall be composed of five directors chosen from among the members at the annual meeting.

The by-laws, however, may provide for a greater number of directors, not to exceed fifteen.

129. Every director of a mutual fire-insurance association must hold an insurance policy with the association for an amount of at least \$1,500.

130. No paid member of the staff of the association may be elected to or hold the office of director.

131. The directors shall remain in office until their successors are elected and they shall be re-eligible.

132. The term of office of the directors is one year; it may be extended to two years or three years by a special by-law. In that case, a certain number of directors shall be replaced each year in the order of rotation the by-law shall fix. The by-law

règlement détermine. Ce règlement doit prévoir le remplacement annuel d'un nombre d'administrateurs aussi égal que possible.

133. Aucun membre n'est éligible à la fonction d'administrateur tant qu'il n'a pas acquitté toutes les cotisations qu'il doit à la société.

134. Le conseil d'administration administre les affaires de la société et exerce, en conformité avec le règlement, les pouvoirs qui lui sont généralement ou spécialement délégués par l'assemblée générale.

135. Le conseil d'administration doit notamment:

a) exiger de toute personne ayant l'administration ou la garde des fonds de la société un cautionnement d'au moins \$5,000, dont il détermine la nature;

b) fixer les tarifs d'assurance ou, suivant le cas, le montant des cotisations ainsi que les montants pour lesquels les assurances peuvent être contractées ou les secours accordés;

c) lors de l'assemblée annuelle, rendre compte de son mandat et soumettre le rapport annuel;

d) transmettre une copie certifiée de l'état annuel suivant les prescriptions de l'article 305.

136. La majorité absolue des administrateurs constitue le quorum du conseil d'administration.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents, celle du président étant prépondérante.

137. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les trois mois et à toute autre époque sur convocation écrite du président, du vice-président ou de deux administrateurs; avis de cette convocation doit être donné aux administrateurs au moins deux jours avant la date fixée pour l'assemblée ou dans le délai prévu par le règlement.

La réunion est tenue à l'endroit désigné dans l'avis de convocation ou précisé lors d'un ajournement.

must provide for replacement of as constant a number of directors as possible each year.

133. No member shall be eligible for the office of director while any assessment he owes the association remains unpaid.

134. The board of directors shall manage the affairs of the association and shall exercise, in accordance with the by-laws, the powers generally or specially delegated to it by the general meeting.

135. The board of directors shall in particular:

(a) require of any person entrusted with the management or safekeeping of funds of the association a deposit of an amount of at least \$5,000 and determine the nature of it;

(b) fix the insurance rates or, as the case may be, the amount of assessments and the amounts for which insurance may be contracted or benefits granted;

(c) at the annual meeting, give an account of its operations and submit the annual report;

(d) forward a certified copy of the annual statement according to the requirements of section 305.

136. An absolute majority of the directors shall constitute a quorum of the board of directors.

Decisions of the board of directors shall be taken by a majority vote of the directors present. The chairman shall have a casting vote.

137. The board of directors shall meet at least once quarterly and whenever convened in writing by the president, the vice-president or two directors. Notice of this meeting must be given to the directors at least two days before it is to be held or within the delay provided for by by-law.

The meeting shall be held at the place indicated in the notice of meeting or specified at adjournment.

138. Les administrateurs ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leur fonction, sur autorisation ou ratification par le conseil d'administration.

139. Les vacances survenant au sein du conseil d'administration en cours d'exercice, n'entraînent pas d'élection, les administrateurs nommant provisoirement aux places vacantes des membres ayant les qualités requises; toutefois, en cas de vacance provoquant défaut de quorum, un administrateur ou deux membres peuvent ordonner au secrétaire de convoquer une assemblée extraordinaire des membres en vue de la combler.

SECTION VII

DIRECTION

140. Dès sa première séance suivant l'assemblée d'organisation ou l'assemblée annuelle, le conseil d'administration choisit un président et un vice-président parmi ses membres. Pourvu qu'il y ait quorum la séance susdite peut être tenue sans préavis, pendant ou immédiatement après l'assemblée d'organisation ou l'assemblée annuelle.

141. Le président et le vice-président du conseil d'administration sont respectivement président et vice-président de la société.

Le vice-président exerce les fonctions du président lorsque ce dernier est absent ou incapable d'agir.

142. Le conseil d'administration nomme le secrétaire et, sous réserve de l'article 123, fixe sa rémunération.

143. Le règlement détermine les pouvoirs et devoirs du président, du vice-président, du secrétaire et de tout autre membre du personnel de la société.

SECTION VIII

REGISTRES ET CONTRATS

144. Le conseil d'administration peut désigner les personnes autorisées à signer

138. The directors shall not be remunerated. However, they shall be entitled to the reimbursement of justifiable expenses incurred by them in the performance of their duties, upon authorization or ratification by the board of directors.

139. Vacancies occurring on the board of directors during term shall not entail elections, but the directors shall provisionally appoint qualified members to fill the vacancies; however, where a vacancy results in the want of a quorum, one director or two members may order the secretary to call a special meeting of the members to fill it.

DIVISION VII

MANAGEMENT

140. At its first meeting following the organizing meeting or annual meeting, the board of directors shall choose a chairman and a vice-chairman from among the directors. Provided there is a quorum, such meeting may be held without prior notice, during or immediately after the organizing meeting or annual meeting.

141. The chairman and vice-chairman of the board of directors shall be the president and vice-president respectively of the association.

The vice-chairman shall exercise the duties of the chairman if the latter is absent or unable to act.

142. The board of directors shall appoint a secretary and, subject to section 123, shall fix his remuneration.

143. The by-laws shall determine the powers and duties of the president, the vice-president, the secretary and any other staff member of the association.

DIVISION VIII

REGISTERS AND CONTRACTS

144. The board of directors may designate the persons authorized to sign

au nom de la société tout contrat, police ou autre document.

145. Chaque société doit tenir à son siège social:

a) un registre des règlements ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales et des assemblées du conseil d'administration:

b) un registre de tous les billets de souscription souscrits par les membres, des cotisations versées et du reliquat non cotisé;

c) un registre de toutes les polices émises par la société comprenant le nom, l'adresse et l'âge des membres ou la désignation des biens assurés, suivant le cas.

Les membres de la société peuvent consulter les registres au siège social de la société les jours ouvrables pendant les heures d'ouverture.

SECTION IX

FONCTIONNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE-INCENDIE

146. Les sociétés mutuelles d'assurance-incendie peuvent assurer contre l'incendie, la foudre, le vent et les autres risques agricoles, les maisons privées, les magasins, les boutiques et les autres bâtiments, l'ameublement domestique, les marchandises, le bétail, les produits agricoles et les autres objets qui se trouvent dans les limites du comté pour lequel la société est constituée ou dans toute municipalité locale limitrophe située dans un comté pour lequel il n'existe aucune société mutuelle d'assurance-incendie ou, sous réserve de l'article 148, dans celles de toute cité ou ville géographiquement située dans les limites de ce comté.

Cependant, lorsqu'une société mutuelle d'assurance-incendie assure des risques commerciaux ou industriels situés dans son territoire, elle doit fournir le cautionnement supplémentaire prescrit au deuxième alinéa de l'article 228.

Les modifications apportées aux limites territoriales des municipalités de comté n'ont pas pour effet d'invalidier les assurances antérieurement souscrites auprès d'une société ou d'en empêcher le renouvellement.

any contract, policy or other document on behalf of the association.

145. Each association must keep at its head office:

(a) a register containing its by-laws and the minutes of the general meetings and meetings of the board of directors;

(b) a register of all the subscription notes subscribed by the members, of the assessments paid and the unassessed balance;

(c) a register of all the policies issued by the association including the name, address and age of each member or a description of each property insured, as the case may be.

The members of the association may examine the registers at the head office of the association on working days during regular office hours.

DIVISION IX

OPERATION OF A MUTUAL FIRE INSURANCE ASSOCIATION

146. Mutual fire insurance associations may insure against fire, lightning, wind and other farm risks, the private houses, stores, shops and other buildings, household furnishings, merchandise, livestock, farm produce and other objects found within the boundaries of the county for which the association is incorporated or in any adjacent local municipality situated in a county for which there is no mutual fire insurance association or, subject to section 148, within the boundaries of any city or town geographically located within the boundaries of such county.

However, when a mutual fire insurance association insures mercantile or industrial risks situated in its territory, it must furnish the additional deposit prescribed in the second paragraph of section 228.

Modifications to the territorial boundaries of county municipalities shall not have for effect to invalidate the insurance previously underwritten by an association or prevent its renewal.

147. Aucune société mutuelle d'assurance-incendie constituée après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) ne peut émettre des polices d'assurance tant qu'elle n'a pas reçu des propositions pour au moins \$1,000,000, que ces propositions n'ont pas été approuvées par le conseil d'administration et que des billets de souscription d'au moins \$50,000 ne lui ont pas été remis.

Le conseil d'administration ne doit permettre l'émission d'aucune police dont le montant excède celui autorisé par les règlements pour un seul risque.

148. Le conseil d'administration ne doit pas permettre que le total des assurances couvrant des biens situés dans une cité ou ville donnée excède le pourcentage fixé par règlement.

149. Les affaires de la société doivent être divisées en deux catégories dont l'une doit comprendre les risques portant sur les installations agricoles ou isolées et l'autre les risques assimilables aux risques commerciaux et industriels, conformément aux règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.

150. Chacune des catégories de risques constituées en vertu de l'article 149 doit faire l'objet d'une gestion et d'une caisse distinctes.

151. Tout membre d'une société mutuelle d'assurance-incendie doit, avant qu'une assurance ne lui soit consentie par cette société, remettre à celle-ci un billet ou engagement appelé « billet de souscription ». Celui-ci doit être payable sur demande à la société et être du montant établi par le conseil d'administration conformément aux règlements de la société pour le genre de risque envisagé.

152. Sous peine de nullité, le billet de souscription doit être matériellement distinct de tout autre document et porter en en-tête, en caractères bien visibles, les mots « billet de souscription ».

153. Les cotisations fixées pour l'établissement de la provision prévue à l'ar-

147. No mutual fire insurance association incorporated after (*insert here the date of the coming into force of this act*) may issue insurance policies before it has received insurance applications for at least \$1,000,000, before such applications have been approved by the board of directors and before it has obtained subscription notes for at least \$50,000.

The board of directors shall not allow the issue of any policy for an amount exceeding that authorized for one risk by the regulations.

148. The board of directors shall not allow the aggregate of the insurance covering the property located in a given city or town to exceed the percentage fixed by regulation.

149. The business of the association shall be divided into two classes, one of which shall include risks relating to farm or isolated facilities, and the other, the risks which can be assimilated to mercantile or industrial risks in accordance with the regulations made for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council.

150. Each class of risks established under section 149 must be administered separately and be the object of a separate fund.

151. Every member of a mutual fire insurance association shall, before insurance is issued to him by the association, deliver to it a note or undertaking called a "subscription note". Such note must be payable on demand to the association for the amount established by the board of directors in accordance with the by-laws of the association for the kind of risk contemplated.

152. On pain of nullity, the subscription note must be a document materially separate from any other document and bear, in prominent type, the heading "subscription note".

153. The assessments fixed for the establishment of the reserve fund provided

article 278 peuvent être exigées en tout ou en partie avant l'émission de la police, auquel cas le reliquat non cotisé du billet de souscription est réduit d'autant.

154. Lorsque les biens assurés sont grevés d'une hypothèque les administrateurs peuvent permettre le transport de la police, en garantie supplémentaire, au créancier hypothécaire, sans exiger de ce dernier qu'il signe un billet de souscription ni qu'il réponde des cotisations dues par le débiteur hypothécaire.

155. Le billet de souscription peut, au gré du conseil d'administration, venir en déduction du règlement du sinistre, auquel cas toute fraction dudit billet n'ayant pas fait l'objet d'une cotisation devient remboursable à la date d'expiration stipulée au contrat.

156. Les billets de souscription doivent être remis aux membres à l'expiration des contrats dont les cotisations payables ont été entièrement versées.

La durée des contrats ne peut dépasser cinq ans.

157. Les sinistres et les frais y afférents sont répartis entre les membres et chacun d'eux en paie une part établie dans le rapport de son billet de souscription au total de ceux détenus par la société; le montant et la date de répartition de cette part sont fixés par le conseil d'administration.

158. Le conseil d'administration peut, chaque année, déclarer d'avance, par règlement, le montant de la cotisation à prélever sur les billets de souscription pour couvrir les sinistres et les frais généraux du prochain exercice; ce montant est calculé en fonction des sinistres et des frais généraux d'au moins les trois dernières années ainsi que des besoins de la réserve faisant l'objet de l'article 278.

159. Le conseil d'administration peut aussi, au lieu d'imposer une nouvelle cotisation au cours d'une année où il s'est prévalu de l'article 158, emprunter pour

for in section 278 are exigible, in whole or in part, before the issue of the policy, in which case the unassessed balance of the subscription note shall be reduced by the same amount.

154. When the insured property is affected by a hypothec, the directors may allow the transfer of the policy, as additional security, to the hypothecary creditor, without requiring that the latter sign a subscription note or that he be liable for the assessments owed by the hypothecary debtor.

155. A subscription note may, with the consent of the board of directors be deducted from the settlement of a loss, in which case any fraction of the said note which has not been assessed shall become repayable on the expiry date stipulated in the contract.

156. Subscription notes must be returned to the members at the expiry of contracts the payable assessments of which have been fully paid.

The term of a contract shall not exceed five years.

157. The losses and related expenditures shall be apportioned among the members and each of them shall pay a share thereof established in the ratio that the amount of his subscription note bears to the aggregate of the notes held by the association; the amount and the date of apportionment of such share shall be fixed by the board of directors.

158. The board of directors may, every year, declare in advance, by by-law, the amount of the assessment to be levied on the subscription notes to cover the losses and general expenditures of the ensuing fiscal year; such amount shall be computed on the basis of the losses and general expenditures of at least the three preceding years and in view of the reserve provided for in section 278.

159. The board of directors may also, instead of making a new assessment during any year in which it has availed itself of section 158, borrow for a term not exceed-

une période n'excédant pas douze mois les sommes d'argent requises pour régler les sinistres et les frais y afférents; le montant de ces emprunts ne doit toutefois pas excéder le cinquième du reliquat non cotisé des billets de souscription.

Le remboursement en capital et intérêts de ces emprunts doit être réparti sur les seuls billets de souscription en vigueur au moment des sinistres en cause.

Ces emprunts ne doivent pas être faits par émission d'obligations.

160. Chaque fois qu'une cotisation est décrétée, le conseil d'administration doit en notifier les membres au moyen d'un avis inséré dans un quotidien atteignant toute municipalité de comté visée par le permis de la société, ou au moyen d'un avis expédié par la poste à chaque membre.

161. Toute cotisation doit être payée dans les trente jours qui suivent la date à laquelle cet avis a été publié ou, suivant le cas, reçu par le membre auquel il a été expédié.

162. Toute police émise par une société mutuelle d'assurance-incendie devient nulle si le paiement des cotisations en souffrance depuis trois mois n'est pas effectué dans les trois jours suivant un avis d'annulation adressé au porteur ou si ce dernier cesse d'adhérer à la société.

163. Toute cotisation se prescrit par cinq ans.

SECTION X

FONCTIONNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

164. Dans la présente section, on entend aussi par « société de secours mutuels » toute corporation pratiquant des secours mutuels et constituée en vertu d'une loi autre qu'une loi du Québec, mais uniquement à l'égard des activités exercées par elle au Québec.

165. Les sommes payées ou les avantages conférés par une société de secours mutuels ne doivent pas dépasser le mon-

ing twelve months, the sums of money required to settle losses and related expenditures; the amount of such loans shall not however exceed one-fifth of the unassessed balance of the subscription notes.

Repayment of the capital and interest on these loans shall be assessed only on the subscription notes in force at the time of the loss in question.

Such loans must not be made by an issue of bonds.

160. Whenever an assessment is ordered, the board of directors shall notify the members of it by a notice in a daily newspaper circulating in every county municipality contemplated by the licence of the association, or by a notice mailed to each member.

161. Every assessment shall be paid within thirty days following the date when the notice was published, or received by the member to whom it was mailed, as the case may be.

162. Every policy issued by a mutual fire insurance association becomes void if the payment of the assessments due is not effected within three days following a notice of cancellation addressed to the policyholder or if the latter ceases to be a member of the association.

163. Every assessment is prescribed by five years.

DIVISION X

OPERATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

164. In this division "mutual benefit association" also means any corporation transacting mutual benefits and incorporated under an act other than an act of the province of Québec, but only in respect of its activities in the province of Québec.

165. Amounts paid or benefits conferred by a mutual benefit association must not exceed the amount levied for that

tant prélevé à cette fin après déduction des frais d'administration imputables à ce chef suivant les normes établies par les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil; ils ne doivent pas dépasser non plus les montants autorisés par règlement pour les classes de secours visées.

166. Toute société doit établir sa comptabilité de manière à ce que chaque genre de secours ou indemnités payés aux membres puisse être administré séparément et fasse l'objet d'une caisse distincte.

167. Outre les caisses de secours ou indemnités, il doit être établi une caisse pour les frais généraux; toutes ces caisses doivent se solder chaque année par des primes ou cotisations spéciales perçues à cette fin, sans que les autres caisses puissent être touchées.

168. Dès qu'une caisse distincte cesse de suffire aux fins pour lesquelles elle a été établie, la société peut la liquider.

169. Les règlements de la société peuvent permettre à ses membres de souscrire à l'une, à plusieurs ou à toutes les caisses spéciales visées par l'article 166, et d'adhérer à toute caisse donnée sans pour autant perdre les droits qui leur sont par ailleurs acquis.

170. À l'égard des membres, et entre eux, chaque caisse n'est tenue qu'à ses propres dettes, excepté dans le cas de liquidation générale, auquel cas toutes les caisses sont tenues aux dettes générales après le paiement, par chaque caisse, de ses dettes particulières.

171. La société peut, avec l'autorisation préalable du surintendant, verser dans une caisse distincte toute somme provenant d'une autre caisse ou rendre à la caisse d'origine toute somme ainsi versée.

172. Les membres du conseil d'administration de la société sont tenus solidairement responsables de tout paiement fait en contravention de l'article 165. À défaut par la société de prendre contre eux les

purpose less the administrative costs incurred in that respect according to the standards prescribed by the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council, and must also not exceed the amounts authorized by the regulations for the classes of benefits contemplated.

166. Every association shall set up its accounts so that each kind of benefit or indemnity paid to the members may be separately managed and be the object of a separate fund.

167. In addition to the benefit or indemnity funds, a fund for general expenditures shall be established; all such funds shall be augmented every year by special premiums or assessments collected for that purpose, but not to be taken from the other funds.

168. Whenever a separate fund ceases to be adequate to the purposes for which it was established, the association may liquidate it.

169. The by-laws of the association may allow its members to subscribe to any, several or all of the special funds contemplated by section 166, and subscribe to any given fund without thereby being deprived of their vested rights.

170. With respect to and between the members, each fund is liable for only its own debts, except in the case of a general winding-up, in which case all the funds are liable for the general debts after payment by each fund of its own debts.

171. The association may, with prior authorization of the Superintendent, pay into a separate fund any amount from another fund, or return to the fund from which it came any amount that has been so paid.

172. The directors of the association are held jointly and severally liable for any payment made in contravention of section 165. If the association fails to take against them the necessary measures, any

mesures qui s'imposent, tout membre est réputé avoir un intérêt suffisant pour réclamer en justice, pour le compte et aux frais de la société, le remboursement des sommes ainsi versées.

173. L'année financière des sociétés correspond à l'année civile.

SECTION XI

ANNULATION DE LA CHARTE

174. Sous réserve des autres dispositions applicables, la charte de toute société mutuelle peut être annulée selon les formalités prévues aux articles 24 et 25 de la Loi des compagnies, après

- a) deux ans d'inactivité remontant à la constitution en corporation;
- b) un an d'inactivité consécutif à une période d'activité;
- c) que son permis a été suspendu durant un an ou est resté annulé pendant trois mois, sans délivrance d'un nouveau permis.

CHAPITRE V

FUSION ET CONVERSION

SECTION I

CONDITIONS PRÉALABLES

175. Peut fusionner avec une compagnie d'assurance constituée en vertu de la présente loi:

- a) toute autre compagnie ainsi constituée;
- b) toute compagnie d'assurance constituée par une loi de la Législature;
- c) toute compagnie d'assurance constituée en vertu de la section I de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par la présente loi.

176. Toute compagnie d'assurance visée aux paragraphes *b* et *c* de l'article 175 peut être convertie en une compagnie d'assurance régie par la présente loi.

Plusieurs compagnies d'assurance visées aux paragraphes *b* et *c* de l'article 175 peuvent également fusionner si elles sont converties en même temps en une compagnie d'assurance régie par la présente loi.

member of the association is deemed to have a sufficient interest to sue, on behalf and at the expense of the association, for reimbursement of the amounts so paid.

173. The fiscal year of the associations corresponds to the calendar year.

DIVISION XI

ANNULMENT OF CHARTER

174. Subject to the other applicable provisions, the charter of a mutual association may be annulled in accordance with the formalities provided in sections 24 and 25 of the Companies Act, after

- (a) two years of non-user dating from incorporation;
- (b) one year of non-user following a period of activity;
- (c) its licence has been suspended for one year or has remained cancelled for three months, without issue of a new licence.

CHAPTER V

AMALGAMATION AND CONVERSION

DIVISION I

PREREQUISITES

175. The following may amalgamate with an insurance company incorporated under this act:

- (a) any other company so incorporated;
- (b) any insurance company incorporated by an act of the Legislature;
- (c) any insurance company incorporated under Division I of the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) replaced by this act.

176. Every insurance company contemplated in paragraphs *b* and *c* of section 175 may be converted into an insurance company governed by this act.

Several insurance companies contemplated in paragraphs *b* and *c* of section 175 may also amalgamate if they are at the same time converted into an insurance company governed by this act.

177. La compagnie d'assurance résultant de la fusion ou de la conversion doit remplir les mêmes conditions que celles qui sont imposées par la présente loi pour la constitution d'une compagnie d'assurance.

178. Peut fusionner avec une société mutuelle d'assurance-incendie constituée en vertu de la présente loi:

- a) toute autre société ainsi constituée;
- b) toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtés, constituée en vertu de la section II de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par la présente loi;
- c) toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent formée par un conseil municipal, constituée en vertu de la section VI de ladite Loi des assurances;
- d) toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent formée par des particuliers dans une paroisse ou une municipalité locale, constituée en vertu de la section VII de ladite Loi des assurances.

Plusieurs compagnies mutuelles visées aux paragraphes *b*, *c* et *d* peuvent également fusionner si elles sont converties en même temps en une société mutuelle d'assurance-incendie constituée en vertu de la présente loi.

179. Toute compagnie visée aux paragraphes *b*, *c* et *d* de l'article 178 peut aussi être convertie en une société mutuelle d'assurance-incendie régie par la présente loi.

180. La société mutuelle d'assurance-incendie résultant de la fusion ou de la conversion doit comprendre au moins deux cents membres pour chaque municipalité de comté pour laquelle elle est formée et ses membres doivent y être assurés pour un montant global d'au moins \$1,000,000 pour chaque municipalité. Elle doit de plus remplir les mêmes conditions que celles qui sont imposées par la présente loi pour la constitution d'une société mutuelle d'assurance-incendie.

177. An insurance company resulting from amalgamation or conversion shall fulfil the same conditions as those prescribed by this act for incorporation of an insurance company.

178. The following may amalgamate with a mutual fire insurance association incorporated under this act:

- (a) any other association so incorporated;
- (b) any mutual fire insurance company, in the counties, incorporated under Division II of the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) replaced by this act;
- (c) any mutual company of insurance against fire, lightning or wind formed by a municipal council and incorporated under Division VI of the said Insurance Act;
- (d) any mutual company of insurance against fire, lightning and wind formed by individuals in a parish or a local municipality and incorporated under Division VII of the said Insurance Act.

Several mutual companies contemplated in subparagraphs *b*, *c* and *d* may also amalgamate if they are converted at the same time into a mutual fire insurance association incorporated under this act.

179. Every company contemplated in subparagraphs *b*, *c* and *d* of section 178 may also be converted into a mutual fire insurance association governed by this act.

180. A mutual fire insurance association resulting from amalgamation or conversion shall have at least two hundred members for each county municipality for which it is formed and its members must be insured with it for an aggregate amount of at least \$1,000,000 for each municipality. It shall also fulfil the same conditions as those prescribed by this act for incorporation of a mutual fire insurance association.

181. Peut fusionner avec une société de secours mutuels régie par la présente loi:

- a) toute autre société ainsi constituée;
- b) toute société de secours mutuels constituée en vertu de la section VIII de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par la présente loi;
- c) toute autre corporation pratiquant des secours mutuels.

182. Toute société de secours mutuels visée aux paragraphes *b* et *c* de l'article 181 peut aussi être convertie en une société de secours mutuels régie par la présente loi.

183. Plusieurs sociétés de secours mutuels visées aux paragraphes *b* et *c* de l'article 181 peuvent également fusionner si elles sont converties en même temps en une société de secours mutuels régie par la présente loi.

184. Toute société de secours mutuel issue d'une fusion ou d'une conversion doit se conformer aux conditions de constitution imposées par la présente loi aux sociétés de secours mutuel.

SECTION II

FUSION

185. Les corporations qui fusionnent conformément à la présente loi peuvent passer les contrats et conventions nécessaires à cette fin.

186. Les corporations qui projettent une fusion préparent en deux exemplaires une convention prescrivant:

- a) les conditions et le mode d'exécution de la fusion;
- b) la raison sociale de la corporation issue de la fusion;
- c) le siège social de la corporation issue de la fusion;
- d) les catégories d'assurance devant être pratiquées;
- e) les nom, prénoms, profession et domicile des membres du premier conseil d'administration;

181. The following may amalgamate with a mutual benefit association governed by this act:

- (a) any other association so incorporated;
- (b) any mutual benefit association incorporated under Division VIII of the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) replaced by this act;

(c) any other corporation transacting mutual benefits.

182. Every mutual benefit association contemplated in paragraphs *b* and *c* of section 181 may also be converted into a mutual benefit association governed by this act.

183. Several mutual benefit associations contemplated in paragraphs *b* and *c* of section 181 may also amalgamate if they are converted at the same time into a mutual benefit association governed by this act.

184. Every mutual benefit association resulting from an amalgamation or conversion must comply with the conditions of incorporation prescribed by this act for mutual benefit associations.

DIVISION II

AMALGAMATION

185. Corporations amalgamating under this act may make the contracts and agreements necessary for that purpose.

186. Corporations proposing to amalgamate shall draw up an agreement in duplicate prescribing:

- (a) the conditions of the amalgamation and the mode of carrying it out;
- (b) the corporate name of the corporation resulting from the amalgamation;
- (c) the head office of the corporation resulting from the amalgamation;
- (d) the classes of insurance to be transacted;
- (e) the names in full, occupations and domiciles of its first directors;

f) le mode d'élection des administrateurs;

g) s'il s'agit de compagnies à capital social, le nombre d'actions constituant le capital de chacune des compagnies qui fusionnent, la valeur nominale de chaque action, ainsi que le mode de conversion du capital-actions;

h) s'il s'agit de mutuelles, le nombre de membres de chacune ainsi que les montants et la nature des assurances souscrites par eux auprès de chacune ou, le cas échéant, les prestations ou autres avantages garantis;

i) toute autre mesure requise pour la fusion et pour l'administration et le fonctionnement de la nouvelle corporation.

Chacune des corporations intéressées doit convoquer son assemblée générale et soumettre la convention à l'approbation de celle-ci.

187. La convention doit recevoir l'approbation de l'assemblée générale de chacune des parties à la majorité des deux tiers des voix enregistrées, les secrétaires des corporations devant dès lors attester cette approbation sur les exemplaires de la convention.

S'il s'agit d'une compagnie, la majorité exigée par le premier alinéa doit être exprimée suivant la valeur des actions représentées par les actionnaires présents.

188. Un avis de la convention doit être publié, à la diligence des corporations qui fusionnent, dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un quotidien atteignant toute localité où les corporations ont leur siège social, pendant quatre semaines consécutives.

189. Les corporations qui fusionnent demandent alors au ministre, par requête commune, de confirmer la convention et, dans le cas de compagnies, de délivrer des lettres patentes à cette fin.

La requête doit être accompagnée d'une copie certifiée de chacune des résolutions des corporations approuvant la fusion.

190. Le ministre n'accepte la requête qu'après avoir pris l'avis du surintendant,

(f) the mode of election of its directors;

(g) in the case of joint stock companies, the number of shares constituting the capital of each amalgamating company, the par value of each share, and the mode of conversion of the capital stock;

(h) in the case of mutuals, the number of members of each and the amounts and kind of insurance they have contracted with each or, as the case may be, the payments or other guaranteed benefits;

(i) any other measure necessary to the amalgamation and to the administration and operation of the new corporation.

Each interested corporation shall call its general meeting and submit the agreement to it for approval.

187. The agreement must be approved by the general meeting of each party, by a two-thirds majority of the votes recorded, and the secretaries of the corporations shall thereupon certify such approval on the duplicates of the agreement.

In the case of a company, the majority required by the first paragraph must be expressed in terms of the value of the shares represented by the shareholders present.

188. Notice of the agreement must be published, at the diligence of the amalgamating corporations, in the *Québec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in every locality in which the head office of any of the corporations is situated, for four consecutive weeks.

189. The amalgamating corporations shall thereupon, by a joint petition, apply to the Minister to confirm the agreement and, in the case of companies, to issue letters patent for such purpose.

The petition must be accompanied with a certified copy of each of the resolutions of the corporations approving the amalgamation.

190. The Minister shall accept the petition only after obtaining the advice

et s'il juge que l'intérêt des assurés et du public ne s'y oppose pas.

S'il s'agit de compagnies, la fusion ne peut avoir lieu sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil.

191. Si la requête est acceptée, le ministre confirme la convention par lettres patentes s'il s'agit d'une compagnie ou, dans les autres cas, par la simple apposition de sa signature sur les exemplaires de la requête.

Un avis confirmant la fusion est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* aux frais de la corporation issue de la fusion.

192. Après la publication de l'avis prévu à l'article 191 et s'il s'agit de sociétés mutuelles, l'un des exemplaires de la requête, accompagné d'un exemplaire de la convention est déposé dans les archives du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, et l'autre est expédié au secrétaire de la corporation issue de la fusion, qui le conserve dans les archives de cette dernière.

Dès la publication de l'avis prévu à l'article 191 ou, dans le cas de compagnies, dès la date des lettres patentes mais sous réserve de la publication de l'avis, la fusion est opérée et les corporations en faisant l'objet ne forment plus qu'une seule corporation, reconnue sous la raison sociale établie par la convention.

193. La corporation issue de la fusion jouit de tous les droits et assume toutes les obligations des corporations d'origine et les instances où elles sont en cause peuvent être continuées par ou contre elle sans reprise d'instance.

SECTION III

CONVERSION

194. Il est pourvu à la conversion d'une corporation en une autre corporation conformément à la présente loi par

of the Superintendent, and if he considers it not contrary to the interests of the insured or the public.

In the case of companies, the amalgamation shall only be effected with the consent of the Lieutenant-Governor in Council.

191. If the petition is accepted, the Minister shall confirm the agreement by letters patent in the case of a company or, in other cases, by simply affixing his signature to the duplicates of the petition.

A notice confirming the amalgamation shall be published by the Minister in the *Québec Official Gazette* at the expense of the corporation resulting from the amalgamation.

192. After publication of the notice provided for in section 191, in the case of mutual associations, one of the duplicates of the petition, accompanied with a duplicate of the agreement, shall be filed in the records of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, and the other shall be sent to the secretary of the corporation formed by the amalgamation, who shall keep it in the records of the latter.

Upon the date of publication of the notice provided for in section 191, or, in the case of companies, upon the date of the letters patent but subject to publication of the notice, the amalgamation shall be effected and the corporations subject thereto shall form one corporation, recognized by the corporate name established by the agreement.

193. The corporation resulting from the amalgamation shall enjoy all the rights and assume all the obligations of the original corporations and suits to which they are party may be continued by or against it without continuance of suit.

DIVISION III

CONVERSION

194. A corporation may be converted in accordance with this act into another corporation by by-law of the corporation

règlement de la corporation qui désire être ainsi convertie.

Ce règlement doit indiquer:

a) la raison sociale de la nouvelle corporation;

b) le siège social de la nouvelle corporation;

c) les catégories d'assurances devant être pratiquées;

d) les noms, prénoms, profession et domicile de chacun des membres du premier conseil d'administration;

e) le mode d'élection des administrateurs subséquents;

f) si la nouvelle corporation doit être une compagnie à fonds social, le nombre d'actions constituant son capital, la valeur au pair de chaque action, le cas échéant, ainsi que le mode de conversion du capital-actions;

g) si la nouvelle corporation doit être une société mutuelle, le nombre de membres de la corporation et le montant des assurances qu'ils souscriront dans la corporation ou, le cas échéant, les prestations ou autres avantages garantis.

195. Le règlement de conversion doit être soumis pour approbation à l'assemblée générale de la corporation intéressée, convoquée spécialement à cette fin.

196. Ce règlement doit être approuvé par l'assemblée générale, à la majorité des deux tiers des voix enregistrées.

S'il s'agit d'une compagnie, la majorité exigée par le premier alinéa doit être exprimée suivant la valeur des actions représentées par les actionnaires présents.

197. Un avis du règlement doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un quotidien atteignant la localité où la corporation a son siège social, pendant quatre semaines consécutives.

198. La corporation demande alors au ministre, par requête, de confirmer le règlement de conversion et, dans le cas de compagnies, de délivrer des lettres patentes à cette fin.

Le ministre ne confirme le règlement qu'après avoir pris l'avis du surintendant.

seeking the conversion.

Such by-law shall set forth:

(a) the corporate name of the new corporation;

(b) the head office of the new corporation;

(c) the classes of insurance to be transacted;

(d) the names in full, occupations and domiciles of its first directors;

(e) the mode of election of subsequent directors;

(f) if the new corporation is to be a joint stock company, the number of shares constituting its capital, the par value of each share, where such is the case, and the mode of conversion of the capital stock;

(g) if the new corporation is to be a mutual association, the number of members of the corporation and the amount of insurance they are to subscribe to the corporation or, as the case may be, the payments or other guaranteed benefits.

195. The conversion by-law must be submitted for approval to a general meeting of the interested corporation specially called for that purpose.

196. The by-law must be approved by the general meeting by a two-thirds majority of the votes recorded.

In the case of a company, the majority required by the first paragraph must be expressed in terms of the value of the shares represented by the shareholders present.

197. A notice of the by-law shall be published in the *Québec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the locality in which the corporation has its head office, for four consecutive weeks.

198. The corporation shall then request the Minister, by petition, to confirm the conversion by-law and, in the case of companies, to issue letters patent for such purpose.

The Minister shall confirm the by-law only after obtaining the advice of the Superintendent.

Dans le cas d'une conversion en compagnie, le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil doit être obtenu.

199. Le ministre confirme le règlement, dans le cas de compagnies, en délivrant des lettres patentes à cette fin.

Si le règlement est confirmé, le ministre en donne avis dans la *Gazette officielle du Québec* aux frais de la corporation ayant demandé la conversion.

200. Dès la date de la publication de l'avis prévu à l'article 199 ou, dans le cas d'une compagnie, dès la date des lettres patentes mais sous réserve de la publication de l'avis, la corporation ayant demandé la conversion cesse d'exister; la nouvelle corporation jouit alors, sous la raison sociale qui lui est attribuée, de tous les droits et assume toutes les obligations de la corporation qui a demandé la conversion et les instances où elle est en cause peuvent être continuées par ou contre elle sans reprise d'instance.

TITRE V

LE CONTRÔLE DE L'ASSURANCE PRIVÉE

CHAPITRE I

PERMIS D'ASSUREURS

201. Seules peuvent agir au Québec à titre d'assureur, les corporations autorisées à cette fin en vertu de la loi et titulaires d'un permis émanant du surintendant.

Les Lloyd's peuvent obtenir ce permis; la présente loi s'applique à eux *mutatis mutandis* comme s'ils étaient constitués en compagnie d'assurance. Il en est de même des assureurs qui délivrent des contrats d'assurance réciproques et qui sont constitués en vertu des lois autres que celles du Québec.

202. Tout permis doit faire mention des catégories d'assurances dont il autorise la pratique.

203. Aucun assureur ne peut pratiquer à la fois l'assurance de dommages et

In the case of conversion into a company, the consent of the Lieutenant-Governor in Council must be obtained.

199. The Minister shall confirm the by-law in the case of companies, by issuing letters patent for such purpose.

If the by-law is confirmed, the Minister shall give notice of it in the *Québec Official Gazette*, at the expense of the corporation that applied for conversion.

200. Upon the date of publication of the notice provided for in section 199, or, in the case of a company, upon the date of the letters patent but subject to publication of the notice, the corporation that applied for the conversion shall cease to exist; the new corporation, under the corporate name assigned it, shall then enjoy all the rights and assume all the obligations of the corporation that applied for the conversion and suits to which it is a party may be continued by or against it without continuance of suit.

TITLE V

CONTROL OF PRIVATE INSURANCE

CHAPTER I

INSURER'S LICENCE

201. Only the corporations authorized for that purpose by law and holding licences issued by the Superintendent shall act as insurers in the province of Québec.

Lloyd's may obtain such a licence; this act applies to them *mutatis mutandis* as if they were incorporated as an insurance company. The same applies to insurers issuing reciprocal insurance contracts who are incorporated under laws other than those of the province of Québec.

202. Every licence must mention the classes of insurance in which it authorizes transacting.

203. No insurer shall transact both damage insurance and insurance of persons

l'assurance de personnes s'il n'y est autorisé par une loi particulière.

Toutefois, les compagnies autorisées à pratiquer l'assurance de dommages peuvent aussi, dans les limites prévues par les règlements, pratiquer les assurances de personnes lorsque ces assurances sont reliées à des contrats d'assurance de dommages.

204. Les assureurs qui n'ont pas de bureau au Québec peuvent néanmoins y émettre des contrats d'assurance sans permis, pourvu que ce soit par l'intermédiaire des courtiers spéciaux visés par l'article 346 et sans aucune réclame ni publicité.

205. Toute corporation qui demande un permis doit remettre ou fournir au surintendant les documents et renseignements suivants:

a) la raison sociale et le siège social de la corporation;

b) les noms, domicile et profession des administrateurs et dirigeants de la corporation;

c) les catégories d'assurance que la corporation se propose de pratiquer;

d) l'endroit, au Québec, où la corporation aura son siège social ou son principal établissement d'affaires;

e) le montant du capital-actions de la corporation, s'il en est, le nombre des actions dont il est composé et leur valeur nominale, le cas échéant, le nombre d'actions souscrites et les versements payés sur ces actions;

f) une copie de l'acte constitutif de la corporation et de ses règlements;

g) des exemplaires de ses polices, avenants et tarifs, conformément aux règlements;

h) dans la mesure prévue par les règlements, copie des certificats d'enregistrement, permis ou autres attestations délivrés à la corporation par les surintendants, commissaires d'assurance ou autres autorités compétentes fédérales, provinciales ou étrangères des provinces, états ou pays où la corporation a été constituée, avec une attestation de tout cautionnement que la corporation maintient auprès d'une telle autorité;

unless authorized to do so by a special act.

However, companies authorized to transact damage insurance may also, to the extent provided for by the regulations, transact insurance of persons when it is related to contracts of damage insurance.

204. Insurers having no business office in the province of Québec may nevertheless issue insurance contracts there without a licence, provided they are issued through special brokers contemplated by section 346 and without any advertisement or publicity.

205. Every corporation applying for a licence shall deliver to or furnish the Superintendent with the following documents and information:

(a) the corporate name and head office of the corporation;

(b) the names in full, domiciles and occupations of the directors and officers of the corporation;

(c) the classes of insurance that the corporation proposes to transact;

(d) the place in the province of Québec where the corporation is to have its head office or chief place of business;

(e) the amount of the capital stock of the corporation, if any, the number of shares constituting it and their par value, where such is the case, the number of shares subscribed and the calls paid on these shares;

(f) a copy of the act of incorporation of the corporation and of its by-laws;

(g) copies of its policies, endorsements and tariffs in accordance with the regulations;

(h) to the extent provided for by the regulations, copies of the certificates of registration, licences or other certificates issued to the corporation by the superintendents, insurance commissioners or other competent federal, provincial or foreign authorities of the province, state or country in which the corporation was incorporated, with a certificate of any deposit the corporation has with any such authority;

i) dans la mesure et de la manière prévue aux règlements, un état des affaires de la corporation, arrêté à la clôture de la dernière année financière précédant sa demande de permis; si la corporation est tenue de produire un état auprès d'un surintendant, commissaire d'assurance ou autre autorité fédérale, provinciale ou étrangère d'une province, état ou pays où elle a été constituée, elle doit, dans la même mesure et de la même manière, produire une copie de cet état.

206. Toute corporation n'ayant pas été constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y ayant pas son siège social, doit, si elle demande un permis, nommer un représentant principal au Québec; elle doit aussi remettre au surintendant une procuration donnant le nom de ce représentant et désigner comme fondé de pouvoir soit ce dernier soit une autre personne résidant au Québec et y exerçant des activités professionnelles.

La procuration autorise la signification auprès du fondé de pouvoir des actes de procédure destinés à la corporation.

207. La procuration doit être signée au nom de la corporation par au moins deux de ses administrateurs ou dirigeants, en présence d'un témoin qui atteste sous serment la fonction de chacun de ces signataires et l'authenticité de sa signature.

Elle peut aussi être signée par toute personne qui a été autorisée par la corporation à nommer les fondés de pouvoir de celle-ci dans toutes les provinces du Canada; la procuration est signée en présence d'un témoin qui atteste sous serment la fonction de cette personne et l'authenticité de sa signature; une copie conforme du document nommant cette personne à titre de fondé de pouvoir de la corporation doit accompagner la procuration.

208. La procuration visée à l'article 206 doit mentionner l'adresse, au Québec, du bureau d'affaires de la corporation ainsi que du bureau de son représentant principal et de son fondé de pouvoir, où peuvent

(i) to the extent and in the manner provided for by the regulations, a statement of the affairs of the corporation as they stood at the close of the last fiscal year preceding its application for a licence; if the corporation is required to file a statement with a superintendent, insurance commissioner or other federal, provincial or foreign authority of a province, state or country in which it was incorporated, it shall to the same extent and in the same manner, file a copy of that statement.

206. Every corporation not incorporated under an act of the province of Québec which does not have its head office in the Province shall, when applying for a licence, appoint a chief representative in the province of Québec; it shall also deliver to the Superintendent a power of attorney indicating the name of its chief representative and designate as attorney either the latter or another person resident and carrying on professional activities in the province of Québec.

The power of attorney authorizes the attorney to be served with the proceedings addressed to the corporation.

207. The power of attorney must be signed on behalf of the corporation by at least two of its directors or officers in the presence of a witness who shall attest under oath to the office of each of such signatories and to the authenticity of their signatures.

It may also be signed by any person authorized by the corporation to appoint its attorneys in every province of Canada; the power of attorney shall be signed in the presence of a witness who shall attest under oath to the office of such person and to the authenticity of his signature; a true copy of the document appointing such person as attorney to the corporation must accompany the power of attorney.

208. The power of attorney contemplated in section 206 must mention the address in the province of Québec of the business office of the corporation, and the office of its chief representative and of its

être signifiés les actes de procédure destinés à cette corporation.

209. Toute corporation qui change l'adresse de son établissement d'affaires doit produire une nouvelle procuration. Il en est de même d'une corporation qui change son fondé de pouvoir au Québec.

210. Le surintendant, sur réception de toute demande de permis, doit inscrire cette demande dans un registre tenu à cette fin à son bureau.

Le public peut avoir accès à ce registre aux heures et aux jours d'ouverture du bureau du surintendant.

211. Sur réception d'une demande de permis, le surintendant doit faire publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis donnant le nom du requérant, la nature de sa demande et indiquant l'adresse de son principal établissement.

Dans cet avis, le surintendant doit inviter le public à présenter à son bureau, dans les quinze jours de la publication de l'avis, toute éventuelle opposition à la délivrance du permis.

212. Les oppositions visées à l'article 211 doivent être formulées et justifiées dans un écrit portant la signature de l'opposant.

Le public peut avoir accès à tout document contenant une opposition visée à l'article 211 et quiconque en fait la demande au surintendant peut obtenir copie de ce document moyennant paiement des droits déterminés par règlement.

213. Nul opposant d'une demande faite au surintendant ne peut être poursuivi en dommages en raison de son opposition à moins qu'il soit convaincu de mauvaise foi.

214. Lorsqu'il y a opposition, le surintendant ne peut rendre une décision qu'après avoir appelé les parties en audience publique pour leur permettre de se faire entendre.

215. Lorsqu'il y a lieu de tenir une audience publique, le surintendant en fixe la date et le lieu.

attorney, where proceedings addressed to the corporation may be served.

209. Every corporation that changes the address of its business office shall file a new power of attorney. The same applies to a corporation that changes its attorney in the province of Québec.

210. The Superintendent, on receiving an application for a licence, shall enter the application in a register kept for that purpose in his office.

The public may examine the register during the business hours of the Superintendent's office.

211. On receiving an application for a licence, the Superintendent shall have published in the *Québec Official Gazette* a notice giving the name of the applicant and the nature of his application, indicating the address of its chief establishment.

In such notice, the Superintendent shall invite the public to present at his office, within fifteen days of the publication of the notice, any possible objection to the issuing of the licence.

212. Every objection contemplated in section 211 must be made in a writing bearing the signature of the person making the objection and set out the reasons on which it is based.

The public may examine any document containing an objection referred to in section 211 and any person applying therefor to the Superintendent may obtain copy of such document on payment of the fees prescribed by regulation.

213. No person objecting to an application made to the Superintendent may be sued for damages by reason of his objection unless it is proved that he acted in bad faith.

214. When an objection is made, the Superintendent shall render a decision only after calling the parties to a public hearing to allow them to be heard.

215. When the holding of a public hearing is expedient, the Superintendent shall fix the date and place of it.

216. Le surintendant doit, par lettre recommandée, donner avis de la tenue de l'audience au requérant et à tout opposant, en indiquant l'endroit, le jour et l'heure de celle-ci. Cette lettre doit être communiquée aux intéressés au moins dix jours avant la date fixée pour la tenue de l'audience.

217. Le surintendant délivre le permis si la corporation remplit les conditions prescrites par la présente loi et les règlements et s'il lui est démontré que les administrateurs de cette corporation ont les connaissances et la compétence administratives et techniques requises pour administrer une corporation d'assurance de façon à mériter la confiance du public en ce qui concerne les catégories d'assurance envisagées.

218. Le surintendant peut refuser de délivrer un permis à une corporation dont la raison sociale est identique à celle d'une autre corporation pratiquant au Québec ou ressemblant à une autre au point qu'il y ait danger de confusion ou risque d'induire le public en erreur sur la nature des affaires pratiquées.

219. Le surintendant doit, chaque fois qu'il refuse de délivrer un permis, en donner avis par écrit au requérant, précisant les motifs de son refus.

220. Sous réserve de l'article 203, le surintendant peut, à la demande de toute corporation titulaire d'un permis, modifier ce dernier, pour étendre à d'autres catégories d'assurance l'activité que cette corporation est autorisée à exercer.

En pareil cas, il y a lieu de remplir *mutatis mutandis* les mêmes formalités que pour la délivrance des permis.

221. Les permis viennent à expiration le 30 juin de chaque année; ils sont renouvelables annuellement, aux conditions de la présente loi et selon les règlements.

Le surintendant peut toutefois délivrer des permis de moindre durée s'il y va de l'intérêt public ou s'il existe des raisons administratives.

216. At least ten days before that fixed for the holding of the hearing, the Superintendent shall give notice of it by registered letter to the applicant and each person objecting, indicating the place, date and time.

217. The Superintendent shall issue the licence if the corporation fulfils the conditions prescribed by this act and the regulations and if it is established to his satisfaction that the directors of the corporation have the managerial and technical knowledge and competence required to administer an insurance company in a manner to command public confidence with regard to the classes of insurance contemplated.

218. The Superintendent may refuse to issue a licence to a corporation having a corporate name identical to that of another corporation transacting in the province of Québec or that so resembles that of another that there is a danger of confusing or misleading the public as to the nature of the business transacted.

219. The Superintendent shall on refusing to issue a licence give notice of it in writing to the applicant specifying the reasons for refusal.

220. Subject to section 203, the Superintendent may, at the request of any corporation holding a licence, amend such licence to include other classes of insurance in the business that such corporation is authorized to transact.

In such case, the formalities to be followed are those for the issue of a licence, *mutatis mutandis*.

221. Licences shall expire on 30 June of each year; they shall be renewable annually on the conditions prescribed in this act and in accordance with the regulations.

The Superintendent may however issue licences for a lesser period if the public interest warrants it, or for administrative reasons.

222. Le surintendant doit, chaque fois qu'il délivre un permis, publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis indiquant la raison sociale et l'adresse du siège social ou de l'établissement principal de la corporation à qui ce permis est délivré, le montant du cautionnement qu'elle a offert conformément à la présente loi ainsi que les catégories d'assurance visées par ce permis.

Le surintendant doit aussi, chaque année, publier dans la *Gazette officielle du Québec* une liste des assureurs titulaires d'un permis, l'adresse de leur siège social ou de leur établissement d'affaires et le montant du cautionnement qu'ils ont offert conformément à la présente loi.

223. Aucun assureur ne peut prendre en charge un risque en matière d'incendie s'il n'en réassure auprès d'une autre compagnie toute fraction dépassant 10 pour cent de son capital et de son excédent.

CHAPITRE II

CAUTIONNEMENTS REQUIS DES ASSUREURS

224. Tout assureur demandant un permis ou un renouvellement de permis doit déposer auprès du ministre des finances le montant prévu par la présente section en garantie de l'exécution des contrats d'assurance délivrés par lui au Québec.

225. Ce cautionnement peut être fait en espèces. Il peut également être constitué d'obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par le Québec, tout autre province canadienne, le Canada, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, les États de ce dernier pays, par tout autre pays où l'assureur pratique les assurances ou par toute corporation municipale ou scolaire du Québec.

226. La valeur des obligations et autres titres de créance donnés en cautionnement par un assureur est établie chaque année selon leur valeur marchande au 31 décembre précédent.

Si cette valeur diminue de dix pour cent ou plus, le surintendant peut exiger de l'assureur qu'il reconstitue le cautionnement.

222. The Superintendent shall on issuing a licence publish a notice in the *Québec Official Gazette* indicating the corporate name and address of the head office or chief business office of the corporation to which the licence is issued, the amount of the deposit it has offered in accordance with this act and the classes of insurance contemplated by the licence.

The Superintendent shall also publish each year in the *Quebec Official Gazette* a list of the insurers holding licences, their head offices or business offices and the amounts of the deposits made by them under this act.

223. No insurer may assume liability for a fire risk unless it reinsures with another company any fraction of it exceeding 10 per cent of its capital and surplus.

CHAPTER II

DEPOSITS REQUIRED OF INSURERS

224. Every insurer applying for a licence or the renewal of a licence shall deposit with the Minister of Finance the amount provided for in this division as security for the carrying out of the insurance contracts issued by him in the province of Québec.

225. Such deposit may be made in currency. It may also be constituted of bonds or other securities issued or guaranteed by the province of Québec, any other province of Canada, Canada, the United Kingdom, the United States of America or a state of that country, by any other country where the insurer transacts insurance or by any municipal or school corporation of the province of Québec.

226. The value of the bonds and other securities given as a deposit by an insurer is established each year according to their market value on the preceding 31 December.

If that market value decreases by 10 per cent or more, the Superintendent may require the insurer to make up the deficit.

227. Le montant du cautionnement est établi, pour tout assureur autre qu'une société mutuelle, conformément aux règlements.

227. For any insurer other than a mutual association, the amount of the deposit is established in accordance with the regulations.

228. Le montant du cautionnement est égal, pour une société mutuelle d'assurance-incendie ou pour une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, à 10 pour cent des cotisations encaissées par l'assureur au Québec au cours de l'année précédente, déduction faite des primes versées par l'assureur pour la réassurance. Ce cautionnement ne doit toutefois pas être inférieur, dans le cas d'une société mutuelle d'assurance-incendie, à \$10,000, et dans le cas d'une compagnie d'assurance mutuelle, à \$5,000; il ne doit pas être supérieur à \$50,000 s'il s'agit d'une société mutuelle d'assurance-incendie ni à \$10,000 s'il s'agit d'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent.

228. For a mutual fire insurance association or a mutual company of insurance against fire, lightning and wind the amount of the deposit shall be equal to 10 per cent of the assessments collected by the insurer in the province of Québec during the preceding year, less the premiums paid by the insurer for reinsurance. The deposit shall not however be less than \$10,000 in the case of a mutual fire insurance association, or less than \$5,000 in the case of a mutual insurance company; it shall not exceed \$50,000 in the case of a mutual fire insurance association or \$10,000 in the case of a mutual company of insurance against fire, lightning and wind.

Pour toute catégorie d'assurance visée à l'article 146 et portant sur des risques autres que des risques agricoles, la société ou compagnie doit offrir un cautionnement supplémentaire de \$10,000.

For every class of insurance contemplated in section 146 that relates to risks other than farm risks, the association or company shall offer an additional deposit of \$10,000.

229. Le montant du cautionnement est égal, pour une société de secours mutuels, à 10 pour cent des cotisations encaissées par elle au Québec au cours de l'année précédente, déduction faite des primes versées par elle pour la réassurance. Ce cautionnement ne doit toutefois pas être inférieur à \$20,000 s'il s'agit d'une société constituée en vertu de la présente loi ni à \$2,000 dans le cas de toute autre société de secours mutuels; il ne doit en aucun cas être supérieur à \$100,000.

229. For a mutual benefit association, the amount of the deposit shall be equal to 10 per cent of the assessments it has collected in the province of Québec during the preceding year, less the premiums paid by it for reinsurance. The deposit shall not however be less than \$20,000 in the case of an association incorporated under this act or \$2,000 in the case of any other mutual benefit association; nor shall it in any case exceed \$100,000.

230. Le ministre peut, après avoir pris l'avis du surintendant, relever tout assureur de son obligation de fournir un cautionnement en vertu de la présente loi si cet assureur a effectué auprès du ministre des finances du Canada un cautionnement que le ministre juge équivalent à celui qui est exigé par la présente loi.

230. The Minister may, after obtaining the advice of the Superintendent, relieve any insurer of his obligation to make a deposit under this act if the insurer has made with the Minister of Finance of Canada a deposit which the Minister considers equivalent to that required by this act.

231. Tout assureur étendant son champ d'activités à des catégories supplémentaires d'assurance, doit, à la demande du surintendant, augmenter son

231. Any insurer extending his business to additional classes of insurance shall, at the request of the Superintendent, increase his deposit in accordance with the

cautionnement conformément aux normes établies à cette fin par règlement.

standards prescribed for that purpose by regulation.

232. Lors du renouvellement de tout permis, le montant du cautionnement doit être évalué de nouveau conformément aux normes établies à cette fin par les règlements.

232. When any licence is renewed, the amount of the deposit shall be revalued in accordance with the standards prescribed for that purpose by the regulations.

233. Tout assureur peut, avec l'autorisation du surintendant, retirer ou remplacer les obligations et autres titres de créance constituant son cautionnement pourvu que ce dernier reste conforme à la présente loi.

233. Any insurer may, with the authorization of the Superintendent, withdraw or replace the bonds and other securities constituting his deposit provided that the deposit continues to be in conformity with this act.

234. Toute fraction de cautionnement excédant la somme requise en vertu de la présente loi, peut être retirée en tout ou en partie si le surintendant est d'avis que les assurés n'en subiront aucun préjudice.

234. Any fraction of a deposit exceeding the amount required under this act, may be withdrawn in whole or in part if the Superintendent is of the opinion that the insured persons will not suffer any prejudice thereby.

235. Le cautionnement est confié à la garde du ministre des finances, qui s'en sert pour compenser les assurés des pertes subies par eux du fait du non-paiement par l'assureur de sommes dont il leur serait redevable.

235. The Minister of Finance shall be entrusted with the custody of the deposit which he shall use to compensate insured persons for losses sustained by them through the insurer's failure to pay amounts he owed them.

Cependant, les intérêts sur le cautionnement demeurent payables à l'assureur ou sont portés à son crédit, sauf au cas de mainmise sur le cautionnement ou de distribution résultant d'un jugement intervenu à la requête du surintendant conformément à l'article 239.

However, interest on the deposit shall remain payable to the insurer or credited to his account except when the deposit is seized or a distribution is made pursuant to a judgment rendered on a motion by the Superintendent in accordance with section 239.

236. Tout assureur cessant d'exercer au Québec a droit au remboursement de son cautionnement dès que ses obligations envers les assurés, les tiers et les bénéficiaires ont été intégralement remplies, assumées par un autre assureur ou réassurées auprès d'un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à exercer au Québec.

236. Any insurer ceasing to transact insurance in the province of Québec shall be entitled to the reimbursement of its deposit when all its obligations towards the insured, third persons and beneficiaries have been fully discharged, assumed by another insurer or reinsured with an insurer licenced to transact insurance in the province of Québec.

237. Avant qu'un assureur ne puisse obtenir le remboursement de son cautionnement, il doit faire publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis mentionnant la date où il a cessé d'exercer au Québec ou celle où il a l'intention de le faire.

237. Before an insurer may obtain reimbursement of its deposit, it must cause to be published in the *Québec Official Gazette* a notice indicating the date on which it ceased to transact insurance in the province of Québec or the date on which it intends to do so.

Le cautionnement est remboursable trois mois après cette publication pourvu qu'aucun créancier ne s'y oppose auprès du surintendant dans un écrit énonçant son opposition et que le surintendant soit d'avis que l'actif de l'assureur peut suffire au paiement de toute dette pouvant découler de contrats établis par lui.

238. Toute somme due par un assureur à un assuré ou à un bénéficiaire en vertu d'une police délivrée au Québec peut faire l'objet d'une réclamation auprès du surintendant si elle reste impayée plus de soixante jours et si l'assuré a offert à l'assureur de lui donner quittance contre paiement.

Au reçu de cette réclamation, le surintendant doit s'enquérir de la raison du non-paiement et, à défaut de justification, mettre l'assureur en demeure d'effectuer le paiement dans le délai de dix jours.

239. À défaut par l'assureur de se conformer à la mise en demeure dans le délai imparti à l'article 238, le surintendant peut présenter une requête à la Cour supérieure du district où cet assureur a son siège social ou son principal établissement d'affaires dans le Québec pour se faire accorder la mainmise sur le cautionnement de cet assureur par un liquidateur *ad hoc* en vue d'acquitter la dette.

240. La mise en liquidation de tout assureur autorisé à pratiquer les assurances au Québec entraîne d'office la mainmise sur son cautionnement par le liquidateur désigné; la répartition en est alors effectuée conformément à la présente loi.

241. En cas de répartition du cautionnement, les sommes dues pour sinistres non réglés en vertu des contrats établis par l'assureur au Québec sont payées avant le remboursement de toute prime ou partie de prime non acquise. Cette répartition se fait au prorata des demandes d'indemnité.

Seuls les porteurs ou bénéficiaires de polices d'assurance résidant au Québec ou y ayant leur siège social peuvent bénéficier de la répartition du cautionnement d'un assureur.

The deposit is recoverable three months after such publication provided that no creditor objects thereto to the Superintendent in a writing giving the reasons for his objection and that the Superintendent believes that the insurer has sufficient assets to discharge all debts that may arise from the contracts it has established.

238. Any amount due by an insurer to an insured or beneficiary under a policy issued in the province of Québec may form the object of a claim with the Superintendent if it remains unpaid for more than sixty days and if the insured has offered the insurer a discharge for payment.

On receiving such claim, the Superintendent shall investigate the reasons for non-payment and, if there is no justification, put the insurer in default to make the payment within a delay of ten days.

239. If the insurer fails to comply with the putting in default within the delay allotted in section 238, the Superintendent may make a motion to the Superior Court of the district in which the insurer has its head office or principal place of business in the province of Québec to be granted the seizure of the deposit of such insurer by a liquidator *ad hoc* in order to discharge the debt.

240. The winding-up of any insurer authorized to transact insurance in the province of Québec entails *ipso facto* seizure of its deposit by the appointed liquidator; the deposit is then distributed in accordance with this act.

241. In the case of distribution of the deposit, the amounts due for unsettled claims under contracts established by the insurer in the province of Québec shall be paid before repayment of any unearned premium or part of a premium. The distribution shall be made pro rata to the applications for indemnities.

Only holders or beneficiaries of insurance policies resident or having their head offices in the province of Québec may benefit from the distribution of the deposit of an insurer.

242. Le ministre des finances peut, sur la recommandation du surintendant, et lorsque l'intérêt des assurés l'exige, utiliser tout ou partie du cautionnement d'un assureur pour réassurer ses contrats d'assurance, pourvu que cet assureur soit par ailleurs en mesure de faire face aux obligations contractées par lui envers ses assurés et non assumés par le réassureur.

CHAPITRE III

PLACEMENTS, ACTIFS ET RÉSERVES

SECTION I

APPLICATION

243. Le présent chapitre s'applique à tous les assureurs constitués en corporation en vertu d'une loi du Québec; les articles 244 à 273 s'appliquent à ces assureurs nonobstant toute disposition contraire de leur charte.

SECTION II

PLACEMENTS

244. Tout assureur peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par:

- a) le Québec ou une autre province canadienne;
- b) le Canada;
- c) les États-Unis d'Amérique ou un état de ce pays;
- d) tout pays où l'assureur exerce ou une province ou un état de ce pays;
- e) la Banque internationale de reconstruction et de développement, la Banque inter-américaine de développement et la Banque de développement asiatique;
- f) une corporation municipale ou scolaire du Canada, ou de tout autre pays où la compagnie exerce.

245. Tout assureur peut acquérir et détenir:

- a) des obligations ou autres titres de créance émis par un pouvoir public ayant pour objet d'exploiter un service public et investi du droit d'imposer un tarif pour ce service;

242. The Minister of Finance may, on the recommendation of the Superintendent, and when the interest of the insured requires it, use all or part of an insurer's deposit to reinsure its insurance contracts, provided that the insurer can meet the obligations contracted by it towards its insured and not assumed by the reinsurer.

CHAPTER III

INVESTMENTS, ASSETS AND RESERVES

DIVISION I

APPLICATION

243. This chapter applies to each insurer incorporated under an act of the province of Québec; sections 244 to 273 apply to such an insurer notwithstanding any provision of its charter inconsistent herewith.

DIVISION II

INVESTMENTS

244. Any insurer may acquire and hold bonds or other securities issued or guaranteed by:

- (a) the province of Québec or another province of Canada;
- (b) Canada;
- (c) the United States of America or any state of that country;
- (d) any country where the insurer transacts or any province or state of that country;
- (e) the International Bank for Reconstruction and Development, the Inter-American Development Bank and the Asian Development Bank;
- (f) a municipal or school corporation in Canada or in any other country where the company carries on business.

245. Any insurer may acquire and hold:

- (a) bonds or other securities issued by a public authority having as its object the operation of a public service and entitled to impose a tariff for that service;

b) des obligations ou autres titres de créance garantis par le transport à un fiduciaire d'un engagement du Québec, d'une autre province canadienne ou du Canada de verser chaque année des subventions suffisantes pour l'acquittement des intérêts et du principal à leurs échéances respectives.

246. Tout assureur peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis par une corporation, une association coopérative ou une société coopérative agricole :

a) s'ils sont pleinement garantis par des biens-fonds ou par des actions, des parts sociales ou privilégiées ou des obligations admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de la présente section ;

b) s'ils sont pleinement garantis par le matériel de la corporation, de l'association coopérative ou de la société coopérative agricole et si l'une ou l'autre, suivant le cas, a intégralement acquitté les intérêts sur ses autres dettes au cours des dix années précédant l'acquisition des obligations par l'assureur ;

c) si les actions ordinaires ou privilégiées de la corporation ou de la société coopérative agricole ou les parts sociales ou privilégiées de l'association coopérative sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248 ; ou

d) si elles sont pleinement garanties par une corporation ou une société coopérative agricole dont les actions ordinaires ou privilégiées sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248 ;

e) si elles sont pleinement garanties par une association coopérative dont les parts sociales ou privilégiées sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248.

247. 1. Tout assureur autre qu'une société mutuelle peut également acquérir et détenir des actions privilégiées entièrement acquittées d'une corporation autre qu'une compagnie d'assurance ou d'une société coopérative agricole si l'une ou

(b) bonds or other securities secured by the transfer to a trustee of an undertaking of the province of Québec, any other Canadian province or Canada to pay each year sufficient subsidies to meet the interest and principal upon their respective maturities.

246. Any insurer may acquire and hold bonds or other securities issued by a corporation, a cooperative association or a cooperative agricultural association :

(a) if they are fully secured by real estate or by shares, preferred shares or bonds allowable for investment by the insurer under this division ;

(b) if they are fully secured by equipment of the corporation, of the cooperative association or of the cooperative agricultural association, and if one or the other, as the case may be, has paid in full the interest on its other debts during the ten years preceding the acquisition of the bonds by the insurer ;

(c) if the common or preferred shares of the corporation or of the cooperative agricultural association or the shares or preferred shares of the cooperative association are allowable for investment by the insurer under section 247 or by subsection 1 of section 248 ; or

(d) if they are fully secured by a corporation or a cooperative agricultural association whose common or preferred shares are allowable for investment by the insurer under section 247 or by subsection 1 of section 248 ;

(e) if they are fully secured by a cooperative agricultural association whose shares or preferred shares are allowable for investment by the insurer under section 247 or subsection 1 of section 248.

247. (1) Any insurer other than a mutual association may also acquire and hold fully paid preferred shares of a corporation other than an insurance company or of a cooperative agricultural association if during each of the five years preceding

l'autre, suivant le cas, a pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition:

a) servi sur ses actions ordinaires un dividende au moins égal à la moyenne pondérée des taux annuels de dividendes spécifiés sur ses actions privilégiées, ou

b) obtenu sur ses actions ordinaires le rendement prévu au paragraphe 1 de l'article 248.

2. L'assureur visé au paragraphe 1 peut également acquérir et détenir des parts privilégiées entièrement acquittées d'une association coopérative si celle-ci a pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition:

a) versé sur ses parts sociales un intérêt ou obtenu sur elles un rendement au moins égal à la moyenne pondérée des taux annuels d'intérêt ou de rendement spécifiés sur ses parts privilégiées; ou

b) obtenu sur ses parts sociales le rendement prévu au paragraphe 1 de l'article 248.

248. 1. Un assureur autre qu'une société mutuelle peut acquérir et détenir des actions ordinaires entièrement acquittées d'une corporation autre qu'une compagnie d'assurance ou d'une société coopérative agricole ou des parts sociales entièrement acquittées d'une association coopérative si la corporation, société ou association a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, obtenu sur ses actions ordinaires ou sur ses parts sociales un rendement net d'au moins 4 pour cent de la valeur moyenne à laquelle elles étaient portées au compte de son capital social durant l'année où elle a fait des gains pouvant être affectés au paiement de dividendes.

2. Les droits conférés par le présent article sont en outre soumis aux restrictions suivantes:

a) l'assureur ne peut détenir plus de 30 pour cent des actions ordinaires ou d'une catégorie d'actions ordinaires d'une même corporation ou société coopérative agricole ou des parts sociales ou d'une catégorie de parts sociales d'une même association coopérative;

b) l'assureur ne peut investir en actions ordinaires plus de 25 pour cent de son actif total.

the acquisition, one or the other, as the case may be, has:

(a) paid on its common shares a dividend equal to at least the weighted average of the annual dividend rates specified on its preferred shares, or

(b) obtained on its common shares the yield provided for in subsection 1 of section 248.

(2) The insurer contemplated in subsection 1 may also acquire and hold fully paid preferred shares of a cooperative association if during each of the five years preceding the acquisition, the latter has:

(a) paid interest on its shares or obtained a yield on them equal to at least the weighted average of the annual rates of interest or yield specified on its preferred shares; or

(b) obtained on its shares the yield provided for in subsection 1 of section 248.

248. (1) An insurer other than a mutual association may acquire and hold fully paid common shares of a corporation other than an insurance company or of a cooperative agricultural association or fully paid shares of a cooperative association if the corporation or association, during each of the five years preceding the acquisition, has obtained on its common shares or shares a net yield of at least 4 per cent of the average value at which they were entered in its capital account during the year in which it has made earnings available for payment of dividends.

(2) The rights conferred by this section shall also be subject to the following restrictions:

(a) no insurer shall hold more than 30 per cent of the common shares or of a class of common shares of one corporation or cooperative agricultural association or of the shares or of a class of shares of one cooperative association;

(b) no insurer shall invest more than 25 per cent of its total assets in common shares.

249. Sous réserve du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 248 tout assureur qui n'est pas une société mutuelle et qui pratique les assurances autres que sur la vie, peut, sous réserve des conditions prescrites par les règlements, acquérir et détenir des actions entièrement libérées d'une compagnie d'assurance.

Cet assureur ne peut toutefois ainsi placer plus de 50 pour cent de son excédent tel qu'il apparaît à son dernier état annuel.

250. Tout assureur qui n'est pas une société de secours mutuels et qui pratique les assurances sur la vie, peut, sous réserve des conditions prescrites par les règlements, acquérir et détenir des actions entièrement libérées:

a) de toute corporation constituée hors du Québec pour pratiquer les assurances sur la vie et qui ne possède pas de permis au Québec;

b) de toute corporation constituée pour fournir à l'assureur ou à une corporation mentionnée au paragraphe *a* des services de consultation, d'administration ou de répartition des ventes relativement aux prestations d'assurance sur la vie dont le montant varie selon la valeur marchande d'un groupe déterminé d'avoirs;

c) de toute corporation constituée pour pratiquer les assurances de dommages;

d) de toute corporation qui a uniquement pour objet d'acquérir, détenir, louer ou administrer des immeubles;

e) de toute corporation constituée en vue d'offrir une participation dans un portefeuille d'investissement;

f) de toute corporation constituée en vue de fournir à une corporation mentionnée au paragraphe *e* des services de consultation, d'administration ou de répartition des ventes; ou

g) avec l'approbation préalable du surintendant, de toute corporation constituée en vue de faire des opérations complémentaires aux opérations d'assurance déterminées par les règlements.

251. Tout assureur peut acquérir et détenir:

a) des certificats de placement garanti délivrés par toute compagnie de fiducie autorisée à exercer au Québec si les actions ordinaires ou privilégiées de cette compa-

249. Subject to paragraph *b* of subsection 2 of section 248, any insurer that is not a mutual association and which transacts insurance other than life insurance, may, subject to the conditions prescribed by the regulations, acquire and hold fully paid shares of an insurance company.

Such insurer shall not however invest more than 50 per cent of its surplus as shown in its last annual statement.

250. Any insurer that is not a mutual benefit association and which transacts life insurance may, subject to the conditions prescribed by the regulations, acquire and hold fully paid shares:

(a) of any corporation incorporated outside the province of Québec to transact life insurance and not licensed in the province of Québec;

(b) of any corporation incorporated to provide the insurer or a corporation mentioned in paragraph *a* with consulting, management or sales distribution services respecting life insurance benefits the amount of which varies according to the market value of a specified group of assets;

(c) of any corporation incorporated to transact damage insurance;

(d) of any corporation the sole object of which is to acquire, hold, lease or administer immovables;

(e) of any corporation incorporated to offer participation in an investment portfolio;

(f) of any corporation incorporated to provide a corporation mentioned in paragraph *e* with consulting, management or sales distribution services; or

(g) with the prior approval of the Superintendent, of any corporation incorporated to carry on the business ancillary to the business of insurance determined by regulation.

251. Any insurer may acquire and hold:

(a) guaranteed investment certificates issued by any trust company authorized to do business in the province of Québec if the common or preferred shares of that

gnie de fiducie sont de nature à constituer pour l'assureur un placement répondant aux prescriptions de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248;

b) des obligations ou autres titres de créance émis par toute société de prêt constituée par une loi de la Législature ou autorisée à exercer au Québec en vertu de la Loi des sociétés de prêts et de placements (Statuts refondus, 1964, chapitre 289), qui a été spécialement agréée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'application du présent paragraphe et dont les opérations ordinaires au Québec consistent à faire des prêts aux corporations municipales ou scolaires et aux fabriques, ou des prêts garantis par premier privilège ou première hypothèque sur des biens-fonds situés au Québec;

c) des titres de créance émis par toute caisse d'épargne et de crédit constituée en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293) et inscrite au sens de la Loi de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec (1966/1967, chapitre 73).

252. 1. Tout assureur peut acquérir et détenir des créances garanties par des biens-fonds au Canada ou dans un autre pays où l'assureur exerce son activité:

a) si le paiement du principal et des intérêts est garanti ou assuré par le Québec, une autre province canadienne, le Canada ou un pays où l'assureur exerce son activité;

b) si le montant de la créance n'est pas supérieur à 75 pour cent de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement, déduction faite des autres créances garanties par les mêmes biens-fonds et ayant le même rang que la créance de l'assureur ou un rang antérieur; ou

c) si l'excédent de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement, sur 75 pour cent de cette valeur, déduction faite des autres créances garanties par les mêmes biens-fonds et ayant le même rang que la créance de l'assureur ou un rang antérieur, est garanti ou assuré par le Québec, une province canadienne, le Canada ou un pays où la compagnie exerce son activité, la Société centrale d'hypothèque et de logement, la Société d'habitation du Québec ou par une police d'assurance

trust company are of such nature as to constitute for the insurer an investment complying with the prescriptions of section 247 or subsection 1 of section 248;

(b) bonds or other securities issued by any loan society incorporated by an act of the Legislature or authorized to do business in the province of Québec under the Loan and Investment Societies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 289), which has been specially approved by the Lieutenant-Governor in Council for the application of this paragraph and the ordinary operations of which in the province of Québec are to make loans to municipal or school corporations and *fabriques* or loans secured by first privilege or first hypothec on real estate situated in the province of Québec;

(c) securities issued by any savings and credit union incorporated under the Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293) and registered within the meaning of the Québec Deposit Insurance Act (1966/1967, chapter 73).

252. (1) Any insurer may acquire and hold debts secured by real estate in Canada or in any other country where the insurer carries on business:

(a) if payment in principal and interest is guaranteed or assured by the province of Québec, another province of Canada, Canada or a country where the insurer carries on business;

(b) if the amount of the debt is not more than 75 per cent of the value of the real estate securing payment of it, less the other debts secured on the same real estate and ranking equally with or ahead of the insurer's claim; or

(c) if the excess value of the real estate securing payment of them, over 75 per cent of such value, less the other debts secured on the same real estate and ranking equally with or ahead of the insurer's claim, is guaranteed or assured by the province of Québec, any province of Canada, Canada or a country where the company carries on business, the Central Mortgage and Housing Corporation, the Québec Housing Corporation or an hypothecary insurance policy issued by an in-

hypothécaire délivrée par une compagnie d'assurance titulaire d'un permis.

2. L'assureur qui pratique les assurances de dommages ne peut placer dans les créances visées au paragraphe 1 plus de 10 pour cent de son actif total; s'il pratique à la fois les assurances de personnes et les assurances de dommages, cette restriction ne s'applique pas aux actifs afférents aux assurances de personnes.

253. 1. Tout assureur peut acquérir et détenir des biens-fonds au Canada ou dans un autre pays où il exerce son activité.

2. Sous réserve de l'article 254, l'acquisition de biens-fonds par les assureurs est soumise aux restrictions suivantes:

a) l'investissement total de tout assureur dans des biens-fonds ne doit pas excéder 12 pour cent de son actif;

b) l'investissement total de tout assureur dans chaque biens-fonds formant une même exploitation et détenu par lui comme source de revenus ne doit pas excéder 2 pour cent de son actif;

c) l'investissement total de tout assureur dans les biens-fonds détenus par lui pour son propre usage ne doit pas excéder 5 pour cent de son actif;

d) l'investissement total de tout assureur dans les biens-fonds détenus par lui à la fois comme source de revenu et pour son propre usage ne doit pas excéder 7 pour cent de son actif;

e) l'investissement total de l'assureur dans tout pays autre que le Canada où il exerce son activité ne doit pas excéder le montant total de ses obligations envers ses assurés dans le pays en question.

Pour l'application du présent article, un assureur n'est réputé détenir un bien-fonds pour son propre usage, que s'il l'occupe à cette fin dans une proportion d'au moins 75 pour cent.

254. L'assureur peut en outre, afin d'assurer le paiement total ou partiel de toute somme qui lui est due, acquérir les biens-fonds en garantissant le paiement. Cependant, il doit disposer des biens-fonds ainsi acquis dans le délai de sept ans sauf sursis accordé par le surintendant.

Tout administrateur d'un assureur qui fait défaut d'ainsi disposer de ces biens-

assurance company holding a licence.

(2) The insurer transacting damage insurance shall not invest in the debts contemplated in subsection 1 more than 10 per cent of its total assets; if the insurer transacts both insurance of persons and damage insurance, such restriction does not apply to assets relating to insurance of persons.

253. (1) Any insurer may acquire and hold real estate in Canada or in any other country where it carries on business.

(2) Subject to section 254, the acquisition of real estate by the insurer shall be subject to the following restrictions:

(a) an insurer's total investment in real estate shall not exceed 12 per cent of its assets;

(b) an insurer's total investment in the real estate constituting any single undertaking and held by the insurer as a source of income shall not exceed 2 per cent of its assets;

(c) an insurer's total investment in the real estate held by it for its own use shall not exceed 5 per cent of its assets;

(d) an insurer's total investment in the real estate held by it both as a source of income and for its own use shall not exceed 7 per cent of its assets;

(e) an insurer's total investment in any country other than Canada where it carries on business shall not exceed the total amount of its obligations towards its insured in that other country.

For the application of this section, an insurer is deemed to hold real estate for its own use, only if it occupies at least 75 per cent of it for such use.

254. An insurer may also, to secure total or partial payment of any amount owed to it, acquire the real estate which secures its payment. Nevertheless, it must dispose of the real estate so acquired within a delay of seven years unless such delay is extended by the Superintendent.

Every director of an insurer which fails to so dispose of such real estate is liable

fonds est responsable envers l'assureur et envers les tiers, jusqu'à concurrence des pertes subies de ce fait par l'assureur, de toutes les dettes de l'assureur contractées depuis la date du défaut.

L'administrateur ne peut se dégager de sa responsabilité que s'il fait consigner son opposition au procès-verbal de la première séance du conseil d'administration à laquelle il est présent après l'expiration du délai de disposition imparti.

255. Tout assureur autre qu'une société mutuelle peut consentir des prêts garantis par les actions d'une corporation ou d'une société coopérative agricole, les parts privilégiées d'une association coopérative ou les obligations qu'il est autorisé à acquérir et détenir. Ces prêts sont soumis aux mêmes restrictions et conditions que l'investissement dans ces titres.

256. Tout assureur n'étant pas une société mutuelle peut faire des placements ou des prêts non visés par les articles 244 à 255, sous réserve des restrictions suivantes:

a) le montant total investi dans des placements et des prêts en vertu du présent article ne doit pas dépasser 7 pour cent de son actif total;

b) il ne peut, en vertu du présent article, déroger aux restrictions imposées par le paragraphe 2 de l'article 248, l'article 249, l'article 252 et par le paragraphe 2 de l'article 253; il ne peut non plus déroger aux restrictions imposées par les règlements en vertu de l'article 250.

257. Lorsqu'un assureur doit, en vertu de l'article 280, maintenir des groupes distincts d'avoirs, les limites de pourcentage fixées par le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 248 et le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 253 ne s'appliquent pas aux placements et aux prêts qui constituent ce groupe et, dans l'application de ces limites à l'ensemble de son actif, il n'est pas tenu compte de ces groupes.

258. Aucun assureur ne peut investir dans des actions ou obligations d'une corporation ou d'une société coopérative agricole qui est en défaut de payer les

to the insurer and to third persons, up to the amount of the losses sustained from such failure by the insurer, for all the debts of the insurer contracted from the date of such failure.

The director may relieve himself of his liability only if he has his objection registered in the minutes of the first meeting of the board of directors at which he is present after the expiry of the delay allotted for disposal.

255. Any insurer other than a mutual association may make loans secured by the shares of a corporation or of a cooperative agricultural association, the preferred shares of a cooperative association or bonds which it is authorized to acquire and hold. Such loans shall be subject to the same restrictions and conditions as investment in such securities.

256. Any insurer that is not a mutual association may make investments or loans other than those contemplated by sections 244 to 255, subject to the following restrictions:

(a) the total amount invested in investments and loans under this section shall not exceed 7 per cent of the insurer's total assets;

(b) the insurer shall not, under this section, derogate from the restrictions imposed by subsection 2 of section 248, section 249, section 252 and subsection 2 of section 253; nor shall it derogate from the restrictions imposed by the regulations under section 250.

257. When the insurer must, under section 280, maintain separate groups of assets, the percentage limits fixed by paragraph *b* of subsection 2 of section 248 and subparagraph *a* of subsection 2 of section 253 do not apply to the investments and loans which constitute this group and, in the application of such limits to the aggregate of its assets, no account shall be taken of such groups of assets.

258. No insurer shall invest in shares or bonds of a corporation or a cooperative agricultural association which fails to pay the prescribed dividends on its shares or

dividendes prescrits sur ses actions ou les intérêts sur ses obligations, ni lui consentir un prêt.

Il ne peut non plus investir dans des parts sociales ou privilégiées, ou obligations d'une association coopérative qui est en défaut d'obtenir le rendement prescrit sur ses parts sociales privilégiées; il ne peut non plus lui consentir un prêt.

259. Aucun assureur ne peut faire un prêt:

a) aux membres de son conseil d'administration, à ses dirigeants ni à leurs conjoints ou enfants;

b) à un actionnaire qui détient directement ou indirectement plus de 10 pour cent des actions de l'assureur ou, s'il s'agit d'un particulier, à son conjoint ou à ses enfants mineurs;

c) à un actionnaire, son conjoint ou ses enfants mineurs si, ensemble, ils détiennent soit directement soit indirectement plus de 10 pour cent des actions de l'assureur;

d) à une corporation non visée à l'article 250 dont une personne visée au paragraphe *a* ou au paragraphe *c* détient plus de 10 pour cent du capital social;

e) à une corporation non visée à l'article 250 dont plus de 50 pour cent du capital social est détenu par un groupe formé exclusivement de personnes visées au paragraphe *a*.

260. Pour l'application de l'article 259 sont réputés dirigeants d'un assureur le président, le vice-président, le directeur général, le directeur des placements, le secrétaire ou le trésorier et leur adjoint, le directeur, le contrôleur et l'actuaire ainsi que toute autre personne qui remplit une fonction de directeur prévue par une loi ou par un règlement de l'assureur.

261. Tout assureur pratiquant les assurances de personnes peut, nonobstant l'article 259, faire un prêt lorsqu'il est garanti par une police d'assurance émise par lui.

262. Aucun assureur ne peut acquérir ou détenir des actions, obligations ou

the interest on its bonds, nor make a loan to it.

Furthermore, no insurer shall invest in shares, preferred shares or bonds of a cooperative association which fails to obtain the prescribed yield on its shares or preferred shares; nor may it make a loan to it.

259. No insurer shall make a loan to:

(a) the members of its board of directors, its officers or their spouses or children;

(b) a shareholder holding directly or indirectly more than 10 per cent of the shares of the insurer or, in the case of an individual, his spouse or minor children;

(c) a shareholder, his spouse or minor children if, together, they hold directly or indirectly more than 10 per cent of the shares of the insurer;

(d) a corporation not contemplated in section 250, in which a person contemplated in paragraph *a* or in paragraph *c* holds more than 10 per cent of the share capital;

(e) a corporation not contemplated in section 250, in which a group consisting exclusively of persons contemplated in paragraph *a* holds more than 50 per cent of the share capital.

260. For the application of section 259, the president, vice-president, general manager, investment manager, secretary, assistant secretary, treasurer, assistant treasurer, manager, comptroller and actuary and any other person holding an office of management provided for by law or by a by-law of the insurer, are deemed officers of the insurer.

261. Any insurer transacting insurance of persons may, notwithstanding section 259, make a loan on the security of an insurance policy issued by it.

262. No insurer shall acquire or hold shares, bonds or other securities of a cor-

autres titres de créance d'une corporation à laquelle l'article 259 interdit de faire un prêt, sauf s'il s'agit d'une corporation visée à l'article 250. L'article 264 est inopérant lorsque le présent article s'applique.

Le ministre peut toutefois, après avoir pris l'avis du surintendant, permettre à un assureur, aux conditions qu'il détermine, de faire tout placement interdit par le présent article si l'assureur lui démontre que ce placement ne met pas substantiellement en cause les intérêts des personnes visées à l'article 259 et est conforme aux autres dispositions de la présente section.

263. Les articles 259 à 262 ne s'appliquent pas aux prêts ou autres dettes existant entre deux assureurs s'ils résultent d'opérations faites par eux dans le cours ordinaire de leurs affaires.

264. En ce qui concerne toute corporation appartenant en tout ou en partie à une autre corporation, les actionnaires de cette dernière sont, aux fins de l'article 259, réputés posséder un nombre d'actions avec droit de vote proportionnel au rapport des actions qu'ils possèdent dans la corporation détentrice au total des actions de celle-ci comportant le droit de vote.

265. Les administrateurs ou dirigeants de tout assureur qui donnent leur assentiment à un prêt ou placement en contravention des articles 259 et 262 sont solidairement responsables envers l'assureur et les tiers jusqu'à concurrence de la perte subie de ce fait, de toutes les dettes contractées par ce dernier après ledit prêt et jusqu'à son remboursement.

266. Pour l'application de la présente section, les obligations ou créances garanties, notamment, par hypothèque, *mortgage*, nantissement, lien ou privilège ou en vertu d'une loi, sur les biens de la catégorie mentionnée dans la présente section, ou par la cession ou le transfert de ces biens, sont réputées garanties par ceux-ci, étant précisé que par « biens-

poration to which it is prohibited from making a loan under section 259, except in the case of a corporation contemplated in section 250. Section 264 is void when this section applies.

The Minister may however, after obtaining the advice of the Superintendent, permit an insurer to make, on the conditions that he determines, any investment prohibited by this section if the insurer establishes to his satisfaction that such investment does not involve in any significant way the interests of the persons contemplated in section 259 and is in accordance with the other provisions of this division.

263. Sections 259 to 262 do not apply to loans or other debts existing between two insurers if they result from their operations in the usual course of business.

264. In respect of any corporation belonging in whole or in part to another corporation, the shareholders of such corporation are deemed for the purposes of section 259 to hold a number of voting shares proportionate to the ratio between the shares they hold in the holding corporation and the total voting shares thereof.

265. The directors or officers of any insurer who assent to a loan or investment in contravention of sections 259 and 262 are jointly and severally liable towards the insurer and third persons, up to the amount of the loss thus sustained, for all the debts contracted by the insurer after the said loan and until its repayment.

266. For the application of this division, bonds or debts secured, in particular, by hypothec, mortgage, pledge, lien or privilege or under an act, upon property of the class mentioned in this division, or by the conveyance or transfer of such property, are deemed secured by it, with the understanding that "real estate" means especially leaseholds (*tenures à bail*)

fonds » on entend notamment les tenures à bail (*leaseholds*) en dehors du Québec.

267. À l'exception des dépôts à demande dans une banque ou une compagnie de fiducie ou dans une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi de l'assurance-dépôt du Québec (1966/1967, chapitre 73), un assureur ne peut faire aucun placement ou prêt autre que ceux qu'il est autorisé à faire par les articles 244 à 266.

268. Si par suite de la réorganisation ou liquidation d'une corporation, ou de la fusion de plusieurs corporations, des titres détenus par un assureur sont remplacés par d'autres titres que l'assureur ne peut détenir en vertu des articles 244 à 267, il ne peut détenir ceux-ci plus de cinq ans sans les considérer comme des placements faits en vertu de l'article 256.

269. Tout assureur doit garder à toute époque au Canada et sous son propre contrôle un actif d'une valeur au moins égale à la valeur réelle de ses engagements envers ses assurés au Canada; cet actif, jusqu'à concurrence d'au moins les deux tiers de la valeur réelle de ces engagements, doit être investi au Canada.

Tout assureur doit investir au Québec une partie de son actif dans la proportion déterminée par les règlements.

270. Sous réserve de toute loi inconciliable d'un pays autre que le Canada où l'assureur exerce son activité, ses dépôts, prêts et placements doivent être faits sous sa raison sociale.

271. Nul administrateur ou dirigeant d'un assureur ne doit toucher, directement ou indirectement, le moindre avantage pour un prêt ou placement fait par cet assureur, ni avoir un intérêt dans un prêt ou placement de ce genre.

272. 1. Le seul fait que les placements d'un assureur soient conformes à la présente loi ne dégage pas ses administrateurs des responsabilités leur incombant.

2. Les administrateurs d'un assureur qui ont consenti à un placement non conforme aux dispositions de la présente loi

outside the province of Québec.

267. With the exception of deposits payable on demand in a bank, with a trust company or in a savings and credit union which is a registered institution within the meaning of the Québec Insurance Deposit Act (1966/1967, chapter 73), an insurer shall not make any investment or loan other than those authorized by sections 244 to 266.

268. If, following the reorganization or winding-up of a corporation or the amalgamation of several corporations, securities held by an insurer are replaced by other securities which the insurer is not permitted to hold under sections 244 to 267, it shall not hold them for more than five years without regarding them as investments made under section 256.

269. Every insurer shall at all times keep in Canada and under its own control assets of a value equal to at least the real value of its liabilities to its insured in Canada; such assets, up to at least two-thirds of the real value of such liabilities, shall be invested in Canada.

Every insurer shall invest in the province of Québec part of its assets in the proportion determined by the regulations.

270. Subject to any inconsistent law of a country other than Canada where the insurer carries on its activity, its deposits, loans and investments must be made in its corporate name.

271. No director or officer of an insurer shall receive, directly or indirectly, the least benefit in respect of a loan or investment made by such insurer, or have an interest in a loan or investment of the kind.

272. (1) The directors of an insurer are not exempt from liability merely because the investments of the insurer are in conformity with this act.

(2) The directors of an insurer who have assented to an investment which is not in conformity with this act are, *ipso facto*,

sont, de ce seul fait, solidairement responsables des pertes en résultant.

jointly and severally liable for the losses from such investment.

273. Aucun placement non conforme aux dispositions de la présente loi ne doit être reconnu comme élément d'actif d'un assureur, sauf s'il a été effectué avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*) et ainsi reconnu par le surintendant pendant la période et aux conditions déterminées par celui-ci.

273. Any investment not in accordance with this act shall not be recognized as assets of an insurer unless it was made before (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*) and recognized as such by the Superintendent during the period and on the conditions he determines.

274. Tout assureur qui a été constitué en corporation ailleurs qu'au Québec et qui possède un permis peut, conformément à sa charte et à ses règlements, acquérir, détenir et aliéner des biens-fonds au Québec et des créances garanties par eux et aussi les grever de charges réelles.

274. Every insurer incorporated elsewhere than in the province of Québec and holding a licence may, in accordance with its charter and by-laws, acquire, hold and alienate real estate in the province of Québec and debts secured by it and also encumber it with real charges.

SECTION III

DIVISION III

ACTIFS

ASSETS

275. Toute compagnie pratiquant des assurances autres que sur la vie doit maintenir un actif d'une valeur supérieure d'au moins 15 pour cent au total des primes non acquises pour les polices en cours calculé au prorata des périodes restant à courir et de ses obligations, notamment les sinistres en suspens.

275. Every company transacting insurance other than life insurance must maintain assets of a value at least 15 per cent greater than the total of the unearned premiums on policies in force, computed pro rata to the periods remaining and its obligations, in particular, outstanding losses.

En ce qui concerne les polices contre les accidents ou la maladie en cours et non résiliables, l'actif peut se limiter aux obligations y afférentes et comprises dans le dernier état annuel de la compagnie.

For non-cancellable accident and sickness policies in force, the assets may be limited to the obligations attached thereto and included in the last annual statement of the company.

SECTION IV

DIVISION IV

RESERVES

RESERVES

276. Tout assureur autre qu'une société de secours mutuels, qui pratique les assurances de personnes, doit maintenir des réserves suffisantes pour garantir ses obligations envers ses assurés conformément aux dispositions suivantes:

276. Every insurer other than a mutual benefit association, transacting insurance of persons must maintain a reserve sufficient to guarantee its obligations to its insured in accordance with the following provisions:

a) les tables de mortalité et de morbidité, les autres tables de contingence et les méthodes de calcul doivent être conformes aux normes établies par les règlements;

(a) the mortality tables and sickness tables, other contingency tables and methods of computing must comply with the standards established by the regulations;

b) le taux d'intérêt ne doit pas excéder 4 pour cent pour les contrats d'assurance de personnes; le surintendant peut

(b) the rate of interest must not exceed 4 per cent for contracts of insurance of persons but the Superintendent may allow

cependant permettre d'employer un taux d'intérêt plus élevé pour une catégorie particulière de contrats et pendant la période déterminée par lui;

c) la partie des réserves afférente aux polices ayant une valeur de rachat ne doit pas être inférieure à la somme des valeurs de rachat de ces polices.

277. Tout assureur autre qu'une société mutuelle qui pratique les assurances de dommages doit maintenir des réserves suffisantes pour garantir ses obligations envers ses assurés et pour couvrir:

- a) les primes non acquises;
- b) les sinistres et frais en suspens;
- c) les sinistres non déclarés;
- d) la réassurance auprès d'assureurs non titulaires d'un permis; et
- e) toutes autres réserves prescrites par les règlements.

Ces réserves doivent être calculées selon les méthodes qui permettent d'évaluer convenablement les engagements découlant des polices émises par cet assureur.

278. Les administrateurs de toute société mutuelle d'assurance-incendie ou compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent ont, lorsqu'ils établissent les cotisations, la faculté de constituer une réserve formée de toutes les sommes restant en la possession de la société à la fin de chaque année après paiement des dépenses ordinaires et des sinistres. Cette réserve peut être utilisée par la suite pour uniformiser, d'année en année, les cotisations.

La cotisation annuelle imposée pour l'alimentation de cette réserve ne doit pas excéder 10 pour cent du montant total des billets de souscription.

Cette réserve ne peut être partagée que dans les cas de dissolution de la société ou d'abandon des affaires. Elle est alors distribuée aux sociétaires actuels et à ceux qui l'ont été dans les cinq ans ayant précédé le décret de dissolution.

279. Toute société de secours mutuels constituée en vertu des lois du Québec doit maintenir des réserves suffisantes, suivant les règles actuarielles, pour garantir le paiement à échéance des obligations de

a higher rate of interest for a particular class of contracts during the period which he determines;

(c) the part of the reserve relating to policies having a surrender value must not be less than the amount of the surrender values of such policies.

277. Every insurer other than a mutual association transacting damage insurance must maintain sufficient reserves to guarantee its obligations to its insured persons and to cover:

- (a) unearned premiums;
- (b) outstanding losses and costs;
- (c) unreported losses;
- (d) reinsurance with unlicensed insurers; and
- (e) all other reserves prescribed by the regulations.

Such reserves must be computed according to a system which allows a ready evaluation of the liabilities arising from policies issued by that insurer.

278. The directors of every mutual fire insurance association or mutual company of insurance against fire, lightning and wind have, when they establish the assessments, the power to create a reserve consisting of all amounts remaining in the possession of the association at the end of each year after payment of ordinary expenditures and losses. This reserve may be used thereafter to make the assessments uniform, from year to year.

The annual assessment levied to provide for such reserve must not exceed 10 per cent of the total amount of the subscription notes.

This reserve shall be divided only in the case of dissolution of the association or abandonment of business. It shall then be distributed among the actual members and among those who have been so within the five years preceding the decree of dissolution.

279. Every mutual benefit association incorporated under the laws of the province of Québec must maintain sufficient reserves, according to actuarial rules, to guarantee payment at maturity

chacune des caisses établies par la société conformément à la présente loi, suivant les normes établies par les règlements.

SECTION V

RESERVES VARIABLES

280. Tout assureur qui a été constitué en corporation en vertu des lois du Québec, qui pratique les assurances sur la vie et qui contracte des engagements variant selon la valeur marchande d'un groupe déterminé d'avoirs doit maintenir ces avoirs en un ou plusieurs groupes distincts de ses autres biens; il ne doit employer ces avoirs que pour remplir ces engagements, jusqu'à ce qu'ils aient été entièrement remplis.

281. L'assureur peut par règlement, pour constituer un groupe distinct d'avoirs visé à l'article 280, y verser tout montant ou valeur provenant de l'excédent dont il dispose pour le paiement de dividendes.

282. L'assureur peut aussi, de la même façon, verser dans ce groupe distinct d'avoirs des montants ou valeurs provenant d'autres groupes distincts d'avoirs qui sont affectés à ses affaires d'assurance sur la vie; toutefois

a) les montants provenant d'un même groupe d'avoirs ne doivent pas, sans l'autorisation du surintendant, être supérieurs à l'excédent de 25 pour cent de l'excédent de ce groupe d'avoirs, sur tous les montants provenant de ce groupe qui ont été versés aux groupes d'avoirs visés à l'article 280 moins les montants qui en ont été retirés conformément à l'article 284;

b) les montants provenant de tous ces autres groupes d'avoirs ne doivent pas, sans l'autorisation du surintendant, être supérieurs à l'excédent de 10 pour cent de l'excédent de ces groupes d'avoirs ou \$2,000,000, suivant le moindre de ces chiffres, sur tous les montants provenant de ces groupes d'avoirs qui ont été versés aux groupes d'avoirs visés à l'article 280 moins les montants qui en ont été retirés conformément à l'article 284.

of the obligations of each of the funds established by the association in conformity with this act, according to the standards established by the regulations.

DIVISION V

VARIABLE RESERVES

280. Every insurer incorporated under the laws of the province of Québec, transacting life insurance and contracting liabilities that vary according to the market value of a specified group of assets must maintain these assets in one or more groups which are separate from its other property; it must use these assets only to meet those liabilities, until they have been fully discharged.

281. The insurer may by by-law, in order to constitute any separate group of assets contemplated in section 280, pay into it any amount or security derived from its surplus which it has at its disposal for payment of dividends.

282. The insurer may also, in the same manner, pay into such separate group of assets amounts or securities from other separate groups of assets assigned to its life insurance business; however

(a) the amounts from the same group of assets must not, without the authorization of the Superintendent, be greater than the amount by which 25 per cent of the surplus of that group of assets exceeds all the amounts derived from that group which have been paid into the groups of assets contemplated in section 280 less the amounts withdrawn from them in accordance with section 284;

(b) the amounts from all those other groups of assets must not, without the authorization of the Superintendent, be greater than the amount by which 10 per cent of the surplus of those groups of assets or \$2,000,000, whichever is the lesser, exceeds all the amounts from such groups of assets which have been paid into the groups of assets contemplated in section 280 less the amounts withdrawn from them in accordance with section 284.

Tout montant visé par le présent article est calculé selon la valeur marchande des avoirs en cause.

283. Le surintendant n'accorde l'autorisation visée à l'article 282 que si l'assureur lui démontre que les biens d'un groupe d'avoirs visé à l'article 280 sont insuffisants pour faire face aux obligations y afférentes et que cette autorisation favorisera la bonne marche des affaires de la compagnie.

284. L'assureur peut, avec l'autorisation du surintendant, retirer toute somme versée dans un groupe d'avoirs visé à l'article 280 afin de le remettre aux groupes d'avoirs d'où il provient; si la remise n'est que partielle, elle doit être faite à chaque groupe proportionnellement aux montants qui en provenaient.

S'il s'agit de valeurs, elles sont remises selon le montant que représente leur valeur marchande au moment de la remise.

285. Tout excédent, aux fins des articles 281 et 282, est celui qui apparaît au dernier état annuel de l'assureur.

CHAPITRE IV

LIVRES, COMPTES ET RAPPORTS

SECTION I

APPLICATION

286. Le présent chapitre s'applique à tout assureur constitué en corporation en vertu des lois du Québec.

SECTION II

LIVRES ET COMPTES

287. Tout assureur doit maintenir, conformément aux règlements, au moins un compte distinct relativement à chaque catégorie d'assurance qui fait l'objet de son activité.

Every amount contemplated by this section shall be computed at the market value of the assets concerned.

283. The Superintendent shall grant the authorization contemplated in section 282 only if the insurer establishes to his satisfaction that the property included in a group of assets contemplated in section 280 is insufficient to meet the obligations relating thereto and that such authorization will promote the proper running of the company's business.

284. The insurer may, with the authorization of the Superintendent, withdraw any amount paid into a group of assets contemplated in section 280 to return it to the groups of assets from which it derives; if the amount returned is only partial, it must be made to each group in proportion to the amounts derived from each.

In the case of securities, they shall be returned for the amount represented by their market value when returned.

285. Any surplus, for the purposes of sections 281 and 282, shall be that shown in the last annual statement of the insurer.

CHAPTER IV

BOOKS, ACCOUNTS AND REPORTS

DIVISION I

APPLICATION

286. This chapter applies to every insurer incorporated under the laws of the province of Québec.

DIVISION II

BOOKS AND ACCOUNTS

287. Every insurer must keep, in accordance with the regulations, at least one separate account for each class of insurance business it carries on.

288. Tout assureur autre qu'une société mutuelle doit tenir, en outre des autres livres exigés par la loi, un registre:

a) des noms, par ordre alphabétique, de tous ses actionnaires, membres ou porteurs de polices avec participation, ainsi que de leur adresse;

b) dans le cas d'une compagnie, du nombre d'actions possédées par chaque actionnaire ainsi que des versements acquittés ou du solde à acquitter sur les actions de chacun d'eux;

c) des noms, adresses et professions des administrateurs de la compagnie, de la date où ils le sont devenus et de celle à laquelle ils ont cessé de l'être;

d) des transferts d'actions, du numéro d'inscription de chaque transfert, du capital souscrit et du capital versé à l'égard de chaque action transférée, des noms et adresses du cédant et du cessionnaire et de la date du transfert.

289. Tout assureur doit tenir les livres nécessaires pour refléter la nature de ses opérations et, notamment,

a) ses revenus et leur provenance, ainsi que ses dépenses et leur objet;

b) les polices d'assurance qu'il a délivrées;

c) son actif et son passif, y compris son excédent.

Tout assureur doit en outre tenir les livres, registres et comptes prescrits par les règlements, de la manière qui y est déterminée.

290. Les porteurs de polices avec participation et les membres des compagnies mutuelles d'assurance sur la vie ont le droit au même titre que les actionnaires de consulter les livres et registres visés à l'article 288.

SECTION III

VÉRIFICATION COMPTABLE

291. Tout assureur doit chaque année faire vérifier ses livres et comptes par un vérificateur possédant les qualités requises en vertu de la présente section.

S'il s'agit d'une compagnie, le vérificateur est nommé suivant les lois qui

288. Every insurer other than a mutual association must keep, in addition to the other books required by law, a register of:

(a) the names in alphabetical order, of all its shareholders, members or participating policyholders, and their addresses;

(b) in the case of a company, the number of shares held by each shareholder and the calls paid or the balance to be paid on the shares of each of them;

(c) the names, addresses and occupations of the directors of the company, the date when each became a director and that when he ceased to be such;

(d) the transfers of shares, the registration number of each transfer, the amount of the subscribed capital and paid up capital in respect of each share transferred, the names and addresses of the transferor and transferee and the date of the transfer.

289. Every insurer must keep the books necessary to make a proper showing of its affairs and, in particular, of

(a) its income and its source, and its expenses and their object;

(b) the insurance policies which it has issued;

(c) its assets and liabilities, including its surplus.

Every insurer must also keep the books, registers and accounts prescribed by the regulations, in the manner determined therein.

290. Participating policyholders and members of mutual life insurance companies are entitled in the same manner as shareholders to examine the books and registers contemplated in section 288.

DIVISION III

AUDIT

291. Every insurer shall have its books and accounts audited every year by an auditor who has the qualifications required under this division.

In the case of a company, the auditor is appointed in accordance with the laws

la régissent; dans les autres cas, il est nommé par l'assemblée générale annuelle de la corporation ou dans le cas des Lloyd's, par eux.

292. À défaut par un assureur de faire vérifier ses livres et comptes conformément à l'article 291, le surintendant peut nommer un vérificateur pour faire cette vérification et fixer la rémunération que l'assureur doit verser à ce dernier.

293. Le vérificateur nommé en vertu de la présente section doit être comptable et membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constitués en corporation par la législature d'une province canadienne, ou sous son autorité, ou une firme de comptables dont l'un ou plusieurs des dirigeants ou employés sont membres d'un tel institut ou d'une telle association.

Le présent article ne s'applique pas aux sociétés mutuelles qui sont membres d'une fédération reconnue par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux règlements édictés par lui à cet effet.

294. Aucun actionnaire, administrateur, dirigeant ou employé de l'assureur ou d'une corporation dans laquelle elle a placé ses fonds ne peut être nommé vérificateur en vertu de la présente section.

295. Tout vérificateur nommé en vertu de la présente section a, pour remplir ses fonctions, accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers de l'assureur et toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen.

Il a aussi le droit d'exiger des administrateurs et dirigeants de l'assureur les renseignements et explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

296. Le vérificateur doit présenter aux actionnaires, membres ou porteurs de polices avec participation un rapport sur la situation de l'assureur à la fin de l'exercice financier.

297. Le vérificateur doit préciser dans son rapport s'il est d'avis, en se fondant

governing it; in other cases, he is appointed by the annual general meeting of the corporation or, in the case of Lloyd's, by such underwriter.

292. If an insurer fails to have its books and accounts audited in accordance with section 291, the Superintendent may appoint an auditor to make such audit and fix the remuneration that the insurer must pay such auditor.

293. The auditor appointed under this division must be an accountant and a member in good standing of an institute or association of accountants incorporated by the legislature of a province of Canada, or under its authority, or a firm of accountants in which one or more of the officers or employees are members of that institute or association.

This section does not apply to mutual associations which are members of a federation recognized by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with the regulations prescribed by him to that effect.

294. No shareholder, director, officer or employee of the insurer or of a corporation in which it has invested its funds may be appointed auditor under this division.

295. Every auditor appointed under this division shall, to carry out his duties, have access to all the books, registers, accounts and other records of the insurer, and every person having the custody of them must facilitate his examination of them.

He is also entitled to require from the directors and officers of the insurer the information and explanations necessary to the carrying out of his duties.

296. The auditor must make to the shareholders, members or participating policyholders, a report of the condition of the insurer's affairs at the end of the fiscal year.

297. The auditor must so specify in his report if he believes, on the basis of

sur les registres de l'assureur, sur le certificat visé au deuxième alinéa de l'article 309 dans le cas d'un assureur qui pratique l'assurance de personnes, sur les explications reçues et sur tous les renseignements disponibles, que les états présentent exactement, conformément aux principes comptables généralement reconnus, les résultats des opérations de l'assureur au cours de l'année ainsi que sa situation financière à la fin de l'année, ou, s'il est d'avis qu'ils ne les présentent pas exactement ou que des renseignements pertinents concernant les affaires de l'assureur n'ont pas été révélés, il doit en fournir l'explication.

298. Le surintendant peut ordonner que la vérification annuelle des affaires d'un assureur soit poursuivie ou étendue ou qu'une vérification spéciale soit faite si, à son avis, cela s'avère nécessaire; il peut nommer à cet effet un comptable ou une société de comptables possédant les qualités requises en vertu de la présente section. Les dépenses engagées à cette occasion sont payables par l'assureur après avoir été approuvées par le surintendant.

SECTION IV

RAPPORT ANNUEL AUX ACTIONNAIRES ET AUX MEMBRES

299. Les comptes sont arrêtés à la clôture de l'exercice financier et, au cours des deux mois qui suivent, le conseil d'administration prépare le rapport annuel dans lequel doivent figurer notamment:

- a) les noms et adresses des administrateurs de la corporation et le nombre des actionnaires ou membres;
- b) le bilan, le compte d'opérations et le compte d'excédent;
- c) le rapport du vérificateur;
- d) le certificat visé au deuxième alinéa de l'article 309;
- e) les autres renseignements exigés par les règlements.

300. Le bilan et le compte d'opérations doivent être approuvés par le conseil d'administration. Ce dernier désigne les deux administrateurs qui doivent signer le bilan.

the registers of the insurer, of the certificate contemplated in the second paragraph of section 309, in the case of an insurer transacting the insurance of persons, of the explanations given and of all the available information, that the statements exactly represent, in accordance with established principles of accounting, the results of the insurer's operations during the year and its financial condition at the end of the year, or, if he believes that they do not exactly represent them or that pertinent information respecting the affairs of the insurer has not been revealed, he must furnish an explanation for it.

298. The Superintendent may order that the annual audit of the affairs of an insurer be proceeded with or extended or that a special audit be made if he believes it necessary; he may appoint for that purpose an accountant or association of accountants who have the qualifications required under this division. The expenses incurred in such case are payable by the insurer after approval by the Superintendent.

DIVISION IV

ANNUAL REPORT TO SHAREHOLDERS AND MEMBERS

299. The accounts are closed at the end of the fiscal year and, during the ensuing two months, the board of directors shall prepare the annual report which must, in particular, exhibit:

- (a) the names and addresses of the directors of the corporation and the number of shareholders or members;
- (b) the balance sheet, the operating account and the surplus account;
- (c) the report of the auditor;
- (d) the certificate contemplated in the second paragraph of section 309;
- (e) the other information required by the regulations.

300. The balance sheet and the operating account must be approved by the board of directors which shall appoint two directors to sign the balance sheet.

301. Le rapport annuel doit être soumis à l'assemblée générale annuelle de l'assureur en même temps que le rapport des vérificateurs.

Les porteurs de polices avec participation et les membres des compagnies mutuelles d'assurance sur la vie ont, au même titre que les actionnaires, le droit de prendre connaissance du rapport annuel.

SECTION V

RESPONSABILITÉ POUR LES DENIERS DES ASSURÉS

302. Toute personne responsable de la garde des deniers d'un assureur doit fournir un cautionnement, pour un montant déterminé par les administrateurs, pour garantir l'exécution fidèle de ses fonctions; ce cautionnement doit être remis au vérificateur de l'assureur.

Sous réserve de l'article 135, ce cautionnement ne doit, en aucun cas, être de moins de \$25,000.

CHAPITRE V

ÉTATS ANNUELS ET INSPECTIONS

303. Toute personne agissant à titre d'assureur, d'agent d'assurance ou d'experts en sinistres doit donner au surintendant une réponse prompte et précise à toute demande de renseignements de celui-ci relativement aux assurances qu'elle pratique.

Elle doit aussi transmettre au surintendant, lorsque ce dernier le lui demande, copie de tous documents, tarifs et formulaires utilisés au Québec relativement à ses contrats d'assurance.

304. Toute personne visée à l'article 303 doit, sur demande, faire un rapport au surintendant, suivant la forme et aux dates que celui-ci exige, indiquant les noms de toutes les autres personnes autorisées à la représenter au Québec et de toutes les personnes à qui elle a payé ou promis de payer une commission ou rémunération pour avoir agi à titre d'agent d'assurance au Québec.

305. Tout assureur doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, préparer et déposer

301. The annual report must be submitted to the annual general meeting of the insurer at the same time as the auditor's report is submitted.

The participating policyholders and members of mutual life insurance companies are entitled in the same manner as the shareholders to examine the annual report.

DIVISION V

LIABILITY FOR MONEY OF INSURED

302. Every person liable for the safe-keeping of an insurer's money must furnish a deposit, in the amount determined by the directors, to guarantee faithful performance of his duties; the deposit must be delivered to the auditor of the insurer.

Subject to section 135, the amount of such deposit shall not, in any case, be less than \$25,000.

CHAPTER V

ANNUAL STATEMENTS AND INSPECTIONS

303. Every person acting as an insurer, insurance agent or claims adjuster must make to the Superintendent prompt and explicit answer to any request from him for information respecting his insurance transactions.

He must also send to the Superintendent, when the latter requests it of him, a copy of all documents, tariffs and forms used in the province of Québec respecting his insurance contracts.

304. Every person contemplated in section 303 must, on demand, make a report to the Superintendent, in the form and at the dates required by the latter, indicating the names of all other persons authorized to represent him in the province of Québec and all persons to whom he has paid or promised to pay a commission or remuneration for having acted as insurance agent in the province of Québec.

305. Every insurer shall, before 1 March each year, prepare and file with

au service des assurances, selon la forme prescrite par les règlements, un état de ses opérations pour l'année se terminant le 31 décembre précédent.

306. Cet état doit exposer la situation financière de l'assureur et comporter les données exigées par l'article 299.

307. L'état de l'actif et du passif doit, selon le cas, déclarer notamment :

a) les placements et prêts de l'assureur admis comme placements autorisés en vertu de la présente loi;

b) les espèces en caisse et en banque;

c) les autres actifs de l'assureur provenant de revenus de placement échus et courus, des primes et cotisations dues et échues et toute autre somme à recevoir;

d) les réserves;

e) les réserves pour sinistres non réglés;

f) les autres sommes dues aux assurés, bénéficiaires, membres et actionnaires de l'assureur;

g) le capital-actions souscrit et payé;

h) le montant total des billets de souscription et des cotisations ainsi que les sommes versées sur ces billets et cotisations;

i) l'excédent découlant des opérations de l'assureur et les changements qui s'y sont produits depuis le bilan précédent ainsi qu'un relevé distinct des sommes affectées à la constitution des réserves.

308. L'état des opérations doit représenter exactement les opérations de l'exercice et, suivant le cas, comprendre notamment :

a) les revenus en primes et cotisations;

b) les autres revenus de l'assureur, notamment ceux de ses placements;

c) les sinistres;

d) les salaires, commissions, cotisations à des régimes de rentes et autres frais généraux d'opération;

e) les modifications des réserves.

309. L'état annuel de tout assureur doit être certifié, sous serment, par au

the insurance branch, in the form prescribed by the regulations, a statement of operations for the year ending on the preceding 31 December.

306. Such statement must show the financial condition of the insurer and exhibit the information prescribed in section 299.

307. The statement of the assets and liabilities must, as the case may be, show in particular :

(a) the investments and loans of the insurer recognized as investments authorized under this act;

(b) cash on hand and in the bank;

(c) the other assets of the insurer from outstanding and accrued investment income, premiums and assessments due and outstanding and any other sums receivable;

(d) reserves;

(e) reserves for outstanding losses;

(f) the other sums due to the insured persons, beneficiaries, members and shareholders of the insurer;

(g) the subscribed and paid-up capital stock;

(h) the total amount of the subscription notes and assessments and the sums paid on these notes and assessments;

(i) the surplus from the insurer's operations and the changes therein since the preceding balance sheet, with a separate statement of the amounts set aside to establish reserves.

308. The operating statement must exactly represent the operations of the fiscal year and, as the case may be, include in particular :

(a) revenues from premiums and assessments;

(b) other revenues of the insurer, especially its investment income;

(c) losses;

(d) salaries, commissions, contributions to pension plans and other general operating expenses;

(e) variations in the reserves.

309. The annual statement of every insurer must be certified, under oath, by

moins deux de ses administrateurs et être accompagné du rapport du vérificateur.

Tout assureur qui pratique les assurances de personnes doit annexer à son état annuel le certificat d'un actuaire attestant que la réserve n'est pas inférieure à la réserve requise par la loi et qu'elle est suffisante pour garantir ses obligations envers ses assurés.

Ce certificat est exigé, dans le cas de sociétés de secours mutuels, aux époques déterminées par règlement.

310. L'état annuel de tout assureur autorisé à pratiquer l'assurance sur la vie doit en outre comporter:

a) une répartition des revenus et dépenses pour chaque fonds de l'assureur ainsi qu'une description de la méthode utilisée pour effectuer cette répartition;

b) une analyse détaillée de l'assurance en vigueur pour chaque catégorie d'assurance.

311. Tout assureur qui maintient des groupes d'avoirs distincts doit fournir un état annuel distinct suivant la forme prescrite par les règlements, indiquant spécialement leur provenance et, le cas échéant, leur réattribution aux groupes d'origine.

312. Un assureur qui pratique l'assurance de dommages doit inclure dans son état annuel une analyse, par catégorie d'affaires, de la réassurance cédée à des réassureurs non titulaires d'un permis ainsi qu'un état des sinistres et des frais de règlements engagés durant l'exercice écoulé accompagné d'une preuve que les réserves établies à cette fin au cours des exercices antérieurs sont suffisantes.

313. Le surintendant doit, avant le 1^{er} juin de chaque année, publier dans la *Gazette officielle du Québec*, un tableau récapitulatif des états annuels déposés par les assureurs au service des assurances et le distribuer à tous les assureurs ainsi qu'aux autres personnes désignées par lui.

314. Tout assureur titulaire d'un permis doit également transmettre au surintendant, aux dates fixées par ce dernier, un bordereau établi suivant la

at least two of its directors and must be accompanied with the report of the auditor.

Every insurer transacting the insurance of persons must annex to its annual statement the certificate of an actuary attesting that the reserve is not less than that required by law and that it is sufficient to cover the insurer's obligations in regard to its insured.

Such certificate shall be required, in the case of mutual benefit associations, at the times determined by regulation.

310. The annual statement of every insurer authorized to transact life insurance must also show:

(a) an apportionment of the revenues and expenses for each fund of the insurer and a description of the method used to make such apportionment;

(b) a detailed analysis of the insurance in force for each class of insurance.

311. Every insurer maintaining separate groups of assets must furnish a separate annual statement in the form prescribed by the regulations, specially indicating their origin and, where such is the case, their reallocation to the original groups.

312. An insurer transacting damage insurance must include in its annual statement an analysis, for each class of business, of the reinsurance assigned to unlicensed reinsurers and a statement of the losses and settlement costs incurred during the last fiscal year together with proof that the reserves established for that purpose during the previous fiscal years are sufficient.

313. The Superintendent must publish, before 1 June each year, in the *Québec Official Gazette*, a summary table of the annual statements filed by insurers with the insurance branch and distribute it to all insurers and to the other persons he designates.

314. Every licensed insurer must also send to the Superintendent, on the dates fixed by the latter, a memorandum set out in the form prescribed by the regula-

forme prescrite par les règlements et indiquant les changements intervenus dans ses placements depuis la date de production de son dernier bordereau.

315. Le surintendant peut, dans le but d'assurer une application équitable de la tarification, exiger de tout assureur ou groupe d'assureurs faisant des affaires d'assurance contre l'incendie au Québec tout renseignement relatif aux catégories de taux appliqués dans toutes municipalités du Québec qu'il désigne et aux critères ayant servi à l'établissement de ces taux.

316. Le surintendant peut requérir de toute personne qui possède un permis ou un certificat des renseignements et précisions supplémentaires concernant tout état ou rapport requis par le présent chapitre relativement à ses affaires d'assurance au Québec.

317. Le surintendant doit procéder ou faire procéder à l'inspection des affaires de tout assureur et de tout courtier spécial d'assurance visé à l'article 346 au moins une fois tous les trois ans ou chaque fois qu'il juge qu'une inspection de ce genre est nécessaire pour la protection des assurés.

Il peut toutefois, dans le cas d'assureurs constitués en vertu d'une loi autre qu'une loi du Québec, accepter au lieu et place de cette inspection tout rapport d'inspection fait sur ces assureurs par les administrations dont dépend cet assureur.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour l'application de l'alinéa précédent, conclure des ententes avec tout autre gouvernement.

318. L'inspection visée au premier alinéa de l'article 317 doit notamment porter sur:

- a) l'exactitude des renseignements fournis dans les états et rapports transmis en vertu de la présente loi;
- b) la suffisance des réserves en assurance autre que sur la vie;
- c) les pratiques administratives et financières suivies par l'assureur;
- d) le règlement des sinistres.

tions indicating any changes in its investments from the date when it filed its last memorandum.

315. The Superintendent may, to assure an equitable application of tariffs, require from any insurer or group of insurers undertaking fire insurance in the province of Québec any information respecting the classes of rates applied in any municipalities of the province of Québec which he designates and the criteria used for fixing such rates.

316. The Superintendent may require from any person holding a licence or a certificate the information and supplementary particulars respecting any statement or report required by this chapter in respect of its insurance business in the province of Québec.

317. The Superintendent shall inspect or cause to be inspected the affairs of every insurer and every special insurance broker contemplated in section 346 at least once every three years or whenever he considers any such inspection necessary for the protection of the insured.

He may however, in the case of insurers incorporated under an act other than an act of the province of Québec, accept in the place and stead of such inspection any inspection report made on such insurers by the authorities having jurisdiction over them.

The Lieutenant-Governor in Council may, for the application of the preceding paragraph, make agreements with any other government.

318. The inspection contemplated in the first paragraph of section 317 must in particular relate to:

- (a) the accuracy of the information furnished in the statements and reports filed under this act;
- (b) the sufficiency of the reserves for insurance other than life insurance;
- (c) the administrative and financial practices of the insurer;
- (d) the settlement of losses.

319. Le surintendant doit aussi procéder ou faire procéder à l'examen des affaires de toute corporation pratiquant les assurances si au moins cent membres ou actionnaires de celle-ci en font la demande.

Le surintendant doit faire au ministre un rapport spécial chaque fois qu'il a procédé à un examen en vertu du présent article, et transmettre copie de ce rapport à l'assureur qui a fait l'objet de l'examen.

320. Au moins une fois tous les cinq ans, le surintendant fait évaluer, conformément à la présente loi, les réserves afférentes aux contrats délivrés par chaque assureur sur la vie exerçant au Québec; le surintendant peut cependant accepter toute évaluation agréée par un autre gouvernement.

321. Le surintendant doit, avant le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport, d'après les renseignements obtenus des assureurs et les enquêtes et inspections faites par lui, sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent.

322. Le surintendant n'admet, dans son rapport, que les placements d'un assureur qui sont conformes à la présente loi, ou dans le cas d'assureurs non constitués en vertu des lois du Québec, que ceux qui sont sensiblement conformes aux dispositions de la présente loi.

323. Le surintendant peut, dans son rapport, évaluer ou faire évaluer les actifs de tout assureur ou les sûretés réelles qui garantissent ses créances si ces actifs ou sûretés ne lui apparaissent pas évalués à leur valeur réelle dans le rapport annuel de cet assureur.

Cette évaluation est faite aux frais de l'assureur.

324. Le ministre soumet ce rapport à l'Assemblée nationale au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si la Législature ne siège pas à cette date, dans les quinze premiers jours de la session suivante.

319. The Superintendent must also examine or cause to be examined the affairs of a corporation transacting insurance if at least one hundred of its members or shareholders apply for it.

The Superintendent must make a special report to the Minister whenever he has made an examination under this section and send a copy of the report to the insurer who has been the object of the examination.

320. At least once every five years, the Superintendent shall have valued, in accordance with this act, the reserves in respect of the contracts issued by each life insurer transacting in the province of Québec; the Superintendent may, however, accept the valuation approved by another government.

321. The Superintendent shall, before 30 June each year, make a report to the Minister, according to the information obtained from the insurers and the inquiries and inspections made by him, on the affairs of all insurers in the province of Québec for the year ending on the preceding 31 December.

322. The Superintendent shall, in his report, allow only those investments of an insurer which are in conformity with this act, or in the case of insurers not incorporated under the laws of Québec, only those in substantial conformity with the provisions of this act.

323. The Superintendent may, in his report, value or have valued the assets of an insurer or the real security guaranteeing its debts if such assets or security do not appear to him to be valued at their actual value in the annual report of the insurer.

Such valuation is made at the expense of the insurer.

324. The Minister shall lay such report before the National Assembly not later than 30 June following the end of each year or, if the Legislature is not sitting at that date, within the first fifteen days of the next session.

Aussitôt après sa présentation à l'Assemblée nationale, le rapport du surintendant doit être imprimé et distribué.

325. Les assureurs qui pratiquent l'assurance de dommages au Québec doivent fournir au surintendant les renseignements, statistiques et rapports relatifs à leurs opérations au Québec de la manière et en la forme prescrites par les règlements.

CHAPITRE VI

AGENTS ET COURTIER D'ASSURANCE

SECTION I

AGENTS — CONDITIONS D'EXERCICE

326. La présente section ne s'applique pas:

a) aux personnes autorisées par la Loi des courtiers d'assurances (Statuts refondu, 1964, chapitre 268) à exercer en qualité de courtier d'assurance;

b) aux administrateurs ou membres d'une société mutuelle qui agissent pour le compte de celle-ci.

327. Nul ne peut utiliser le titre d'agent d'assurance, ni exercer en cette qualité s'il ne justifie de la possession d'un certificat à cet effet délivré par le surintendant ou s'il n'est membre d'une association ou corporation professionnelle d'agents ou de courtiers agréés par le surintendant.

Exerce la profession d'agent d'assurance toute personne qui, notamment, offre, promet ou tente d'agir en cette qualité ou laisse entendre qu'elle y est autorisée par la loi.

328. Sous réserve de la présente loi et des règlements, toute personne physique âgée d'au moins dix-huit ans a droit au certificat dès qu'elle est reçue à un examen conforme à la présente loi et aux règlements.

Le présent article n'est pas opposable aux personnes étant au (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*) titulaires d'une licence d'agent délivrée

Immediately after it is laid before the National Assembly the report of the Superintendent must be printed and distributed.

325. Insurers transacting damage insurance in the province of Québec must furnish the Superintendent with the information, statistics and reports relating to their operations in the Province in the manner and form prescribed by the regulations.

CHAPTER VI

INSURANCE AGENTS AND BROKERS

DIVISION I

CONDITIONS GOVERNING ACTIVITIES OF AGENTS

326. This division does not apply:

(a) to persons authorized by the Insurance Brokers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 268) to carry on business as insurance brokers;

(b) to the directors or members of a mutual association acting on behalf of such association.

327. No person shall use the title of insurance agent or carry on business in such capacity unless he gives proof that he holds a certificate to that effect issued by the Superintendent, or unless he is a member of a professional association or corporation of agents or brokers approved by the Superintendent.

A person carries on the occupation of insurance agent if, in particular, he offers, promises or attempts to act in that capacity or represents that he is authorized by law to do so.

328. Subject to this act and the regulations, any physical person at least eighteen years of age is entitled to a certificate on passing an examination which conforms to this act and the regulations.

This section shall not be set up against persons who on (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*) held agent's licences issued under Division xv of the

en vertu de la section xv de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295), remplacée par la présente loi ou l'ayant été pendant au moins douze mois consécutifs au cours des trois années antérieures à la date susdite, pourvu que pendant cette dernière période, leur licence n'ait pas été annulée pour cause par le surintendant.

329. L'examen visé à l'article 328 doit être de nature à constater impartialement la compétence du postulant et porter sur ses connaissances générales et techniques.

330. Toute corporation peut obtenir un certificat si toutes les personnes par le truchement desquelles elle exerce la profession d'agent d'assurance en sont elles-mêmes titulaires.

En pareil cas, le certificat doit porter les noms des personnes susdites et indiquer les tranches et catégories d'assurance qu'elles sont autorisées à pratiquer en qualité d'agent.

331. Toute personne demandant un certificat d'agent d'assurance doit soumettre sa demande au surintendant dans la forme prescrite par les règlements, accompagnée des recommandations et du cautionnement prévus par la présente loi et des documents prévus par les règlements.

Cette demande doit notamment indiquer les tranches et catégories d'assurance que le postulant se propose de pratiquer à titre d'agent.

332. La demande doit être accompagnée d'une recommandation d'un assureur, signée par un représentant généralement ou spécialement autorisé à cette fin par ce dernier.

Chaque catégorie dont la pratique est envisagée par un postulant doit faire l'objet d'une recommandation d'un assureur autorisé à la pratiquer.

333. Sous réserve d'un maximum d'un an, tout certificat est valide pour la période qui y est indiquée.

Il peut être renouvelé aux conditions prescrites par les règlements.

Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295), replaced by this act or who had held them for at least twelve consecutive months during the three years preceding the above mentioned date, provided that during such latter period, their licences were not cancelled, for cause, by the Superintendent.

329. The examination contemplated in section 328 must be of such a nature as to ascertain impartially the competence of the candidate and relate to his general and technical knowledge.

330. Any corporation may obtain a certificate if all the persons through whom it carries on the occupation of insurance agent are themselves certificate holders.

In such a case, the certificate must exhibit the names of the above mentioned persons and indicate the lines and classes of insurance they are authorized to transact as agents.

331. Every person applying for an insurance agent's certificate must file his application with the Superintendent in the form prescribed by the regulations, together with the recommendations and deposit prescribed by this act and the documents prescribed by the regulations.

This application must indicate in particular the lines and classes of insurance which the candidate intends to transact as agent.

332. The application must be accompanied with the recommendation of an insurer, signed by a representative generally or specially authorized by the insurer for such purpose.

Each class which the applicant intends to transact must be the subject of the recommendation of an insurer authorized to transact that class.

333. Every certificate is valid for the period indicated thereon, up to a limit of one year.

It may be renewed on the conditions prescribed by the regulations.

334. Les titulaires de certificat d'agent d'assurance doivent se limiter à l'exercice de leur profession, sauf dans la mesure où les règlements autorisent des activités accessoires à l'assurance.

Le surintendant peut toutefois, aux conditions prescrites par les règlements, délivrer des certificats à des personnes dont la profession entraîne un complément normal des activités d'assurance.

SECTION II

AGENTS ET COURTIERS

335. Quiconque a droit au titre d'agent d'assurance peut, le cas échéant, avoir également droit aux titres suivants:

- a) assureur-vie;
- b) assureur-vie agréé (A.V.A.) ou « chartered life insurer » (C.L.U.), moyennant l'agrément de l'association provinciale des assureurs-vie du Québec et conformément aux statuts de cette association;
- c) courtier d'assurance-vie, s'il représente plus d'une compagnie d'assurance sur la vie;
- d) courtier d'assurance, s'il représente plus d'une compagnie d'assurance de dommages;
- e) tout titre auquel lui donne droit la Loi des courtiers d'assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 268).

336. Sauf dans la mesure prévue par la loi ou les règlements, nul ne peut prendre le titre de conseiller en assurance ou tout autre titre supposant une compétence professionnelle particulière en matière d'assurance.

337. Toute personne qui agit ou se propose d'agir à titre d'agent d'assurance pour plus d'un assureur de dommages doit déposer un cautionnement auprès du surintendant ou toute autre garantie prévue aux règlements.

Le montant de ce cautionnement est de \$5,000 pour un agent agissant à son propre compte et de \$1,000 supplémentaires pour chacun des employés ou représentants par l'entremise duquel il se propose d'agir à ce titre.

334. Holders of insurance agent's certificates shall confine themselves to carrying on their occupation except to the extent that the regulations permit activities ancillary to insurance.

The Superintendent may, however, on the conditions prescribed by the regulations, issue certificates to persons whose occupation entails insurance business as a normal adjunct.

DIVISION II

AGENTS AND BROKERS

335. Whoever has the right to the title of insurance agent may also, where such is the case, have the right to the following titles:

- (a) life insurer;
- (b) chartered life insurer (C.L.U.) or "assureur-vie agréé" (A.V.A.), with the approval of the Provincial Life Insurers Association of Québec and in accordance with the rules of that Association;
- (c) life insurance broker, if he represents more than one life insurance company;
- (d) insurance broker, if he represents more than one damage insurance company;
- (e) any title to which he is authorized under the Insurance Brokers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 268).

336. Except to the extent provided by law or the regulations, no person shall assume the title of insurance consultant or any other title representing that he has any special professional competence in insurance matters.

337. Every person who acts or proposes to act as an insurance agent for more than one damage insurer must make a deposit with the Superintendent or any other security prescribed by regulation.

The amount of such deposit shall be \$5,000 for an agent acting on his own account plus a supplement of \$1,000 for each employee or representative through whom the agent proposes to act as such.

338. Le cautionnement ou garantie prévu à l'article 337 existe en faveur des personnes qui ont chargé un agent de les assurer, pour le remboursement des sommes qu'elles lui confient.

Ce cautionnement est donné conformément à la section IV de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).

339. Les administrateurs de toute corporation agissant à titre d'agent d'assurance ainsi que les dirigeants et employés de cette corporation qui en sont en même temps des actionnaires et qui sont porteurs d'un certificat sont solidairement responsables avec la corporation de tous les dommages subis par des tiers et dont la corporation doit répondre par suite de la faute professionnelle d'une personne par le truchement de laquelle elle a agi.

340. L'agent d'assurance est, nonobstant toute convention contraire, le mandataire de l'assureur lorsqu'il touche des primes des assurés et lorsqu'il reçoit de l'assureur des sommes destinées aux assurés ou aux bénéficiaires de ceux-ci.

341. Aucun assureur ne doit accepter une demande ou proposition d'assurance d'une personne autre que la personne à assurer, le preneur, l'adhérant ou un agent d'assurance.

342. Nul assureur ou agent ne peut, directement ou indirectement, accorder un rabais sur la prime convenue dans une police d'assurance à une personne assurée ou demandant une assurance, ni convenir avec elle d'un autre mode de paiement de cette prime que le mode prévu dans la police.

Le paiement d'avantages stipulés dans une police n'est pas un rabais de prime visé par le présent article, non plus qu'une compensation en faveur d'un salarié de l'assureur pour ses services lorsque cet employé est aussi un assuré.

343. L'agent d'assurance ne doit pas faire de déclarations mensongères ou de réticences afin d'amener une personne à contracter une assurance ni se servir de ses

338. The deposit or security contemplated in section 337 exists in favour of those persons who have charged an agent with insuring them, for repayment of the amounts they entrust to him.

Such deposit is furnished in accordance with the provisions of Division IV of the Public Officers Act (Revised Statutes 1964, chapter 12), respecting security.

339. The directors of any corporation acting as insurance agent and the officers and employees of such corporation who are also shareholders in it and holders of certificates are jointly and severally liable with the corporation for any damage suffered by third persons for which the corporation is liable as a result of the professional fault of a person through whom it has acted.

340. Notwithstanding any agreement to the contrary, the insurance agent is the mandatary of the insurer when he collects premiums from the insured and when he receives amounts from the insurer intended for the insured or beneficiaries of the insured.

341. No insurer shall accept an application or proposal for insurance from a person other than the person to be insured, the policyholder, the participant or an insurance agent.

342. No insurer or agent shall, directly or indirectly, grant a rebate on the premium stipulated by an insurance policy to a person insured or applying for insurance, or make an agreement with him on a mode of payment of such premium other than the mode provided for in the policy.

Payment of the benefits stipulated in a policy is not a rebate of the premium contemplated by this section, nor is compensation to an employee of the insurer for his services when that employee is also an insured.

343. No insurance agent shall use misrepresentation or concealment to induce a person to contract insurance or use his position to coerce a person to

relations pour forcer une personne à contracter une assurance par l'intermédiaire d'un agent plutôt que d'un autre.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, statuer sur les substitutions de polices d'assurance sur la vie à l'aide d'autres semblables ou à l'aide de fonds mutuels et sur les devoirs des assureurs et agents d'assurance à l'égard de ces substitutions.

344. Le créancier qui exige une assurance à l'occasion d'un contrat ne peut imposer au débiteur un assureur ou un agent d'assurance ni se faire accorder par lui le choix de l'assureur ou de l'agent sauf s'il s'agit d'une assurance de groupe contractée au moyen d'un contrat principal par un créancier sur la vie de ses débiteurs ou par une entreprise financière sur la vie des épargnants qui font des dépôts ou des placements auprès de cette entreprise.

Sous réserve du premier alinéa le débiteur est libre de conclure l'assurance par l'entremise de l'assureur et de l'agent de son choix nonobstant toute entente ou stipulation à ce sujet.

Le présent article ne s'applique pas au cas de construction d'habitation nouvelle au sens de la Loi de l'habitation familiale (Statuts refondus, 1964, chapitre 110), lorsque le prêt hypothécaire excède cinquante pour cent du coût de la construction.

345. Aucune infraction à la présente section n'a pour effet d'invalidier un contrat d'assurance.

346. Le surintendant peut délivrer à tout agent d'assurance qui se conforme aux règlements un certificat spécial l'autorisant à agir à titre de courtier spécial d'assurance auprès d'assureurs non titulaires de permis et qui n'ont au Québec aucun établissement d'affaires.

Ce certificat n'est pas valable dans le cas des assurances sur la vie, des assurances automobile ou des assurances accidents ou maladie pouvant être obtenues d'assureurs titulaires de permis à un tarif raisonnable.

Ce courtier doit, avant de se prévaloir de ce certificat, obtenir de l'assuré une

contract insurance through one agent rather than another.

The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, make rules respecting the substitution of life insurance policies with the assistance of other similar policies or of mutual funds, and on the duties of insurers and insurance agents with regard to such substitutions.

344. A creditor who requires insurance in connection with a contract shall not impose an insurer or insurance agent on the debtor nor be accorded by him the choice of an insurer or agent except where a creditor takes out group life insurance on his debtors by a principal contract or where a financial undertaking does likewise in respect of its depositors or investors.

Subject to the first paragraph, the debtor is free to effect the insurance through the insurer and the agent of his choice notwithstanding any agreement or stipulation in that regard.

This section does not apply in the case of the construction of a new dwelling within the meaning of the Family Housing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 110), when the hypothecary loan exceeds fifty per cent of the construction cost.

345. No contravention of this division shall have the effect of invalidating any insurance contract.

346. The Superintendent may issue to any insurance agent who complies with the regulations a special certificate authorizing him to act as a special insurance broker with unlicensed insurers having no place of business in the province of Québec.

Such certificate shall not be valid in the case of life insurance, automobile insurance or sickness and accident insurance which could be obtained at a reasonable rate from licensed insurers.

Such broker shall, before availing himself of such certificate, obtain from the

déclaration signée et datée désignant les propriétés ou autres intérêts à assurer, identifiant l'endroit où ils sont situés et mentionnant le montant de l'assurance demandée ainsi que les assureurs qui ont refusé de l'accorder.

347. Tout agent d'assurance doit tenir les livres, comptes et registres qui sont déterminés par les règlements.

CHAPITRE VII

EXPERTS EN SINISTRES

348. Nul ne peut utiliser le titre d'expert en sinistres, d'expert d'assurance ou d'agent de réclamation ni exercer en cette qualité s'il ne justifie de la possession d'un certificat à cet effet délivré par le surintendant.

Exerce en cette qualité toute personne qui, notamment, offre, promet ou tente d'exercer en cette qualité, ou laisse entendre qu'elle y est autorisée par la loi.

349. L'interdiction contenue à l'article 348 ne s'applique pas:

- a) aux avocats;
- b) aux liquidateurs, séquestres et syndics, dans l'exercice de leurs fonctions;
- c) aux tuteurs, curateurs, exécuteurs testamentaires, administrateurs, fiduciaires et fidéicommissaires, dans l'exercice de leurs fonctions;
- d) aux ingénieurs, architectes, évaluateurs visés par la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) et personnes rendant des services similaires, dont les services sont simplement requis par une partie en vue d'obtenir une opinion ou un témoignage;
- e) aux titulaires d'un permis en vertu de la Loi des agences d'investigation et de sécurité (Statuts refondus, 1964, chapitre 42), pour les fins de ce permis seulement;
- f) aux experts ou commissaires d'avaries s'occupant exclusivement de sinistres maritimes océaniques;
- g) aux administrateurs, représentants et employés de sociétés mutuelles d'assurance-incendie ou des compagnies d'assu-

insured a signed and dated declaration describing the property or other interests to be insured, identifying the place where it or they are situated and mentioning the amount of the insurance applied for and the insurers who have refused to undertake it.

347. Every insurance agent must keep the books, accounts and registers determined by the regulations.

CHAPTER VII

CLAIMS ADJUSTERS

348. No person may use the title of claims adjuster, insurance expert or claims agent or act as such unless he gives proof that he holds a certificate to that effect issued by the Superintendent.

A person acts in such capacity if, in particular, he offers, promises or attempts to act as such or represents that he is authorized by law to do so.

349. The prohibition contained in section 348 does not apply to:

- (a) advocates;
- (b) liquidators, sequestrators or trustees in bankruptcy, in the performance of their duties;
- (c) tutors, curators, testamentary executors, directors, trustees and fiduciaries, in the performance of their duties;
- (d) engineers, architects, assessors contemplated by the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50) and persons rendering similar services, whose services are required by a party merely to obtain an opinion or testimony;
- (e) holders of a permit under the Detective or Security Agencies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 42) for the purposes of such permit only;
- (f) claims adjusters or average adjusters dealing exclusively with ocean marine losses;
- (g) the directors, representatives and employees of mutual fire-insurance associations or mutual companies of insurance

rance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent constituées en vertu des sections II, VI et VII de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par la présente loi lorsqu'ils agissent à titre d'experts en sinistres dans l'exercice des fonctions susdites.

350. Sous réserve de la présente loi et des règlements, toute personne physique âgée d'au moins dix-huit ans a droit au certificat d'expert dès qu'elle est reçue à un examen conforme à la présente loi.

L'examen visé au premier alinéa doit être de nature à constater impartialement la compétence du candidat et porter sur ses connaissances générales et techniques.

351. Toute corporation peut obtenir un certificat si toutes les personnes par le truchement desquelles elle exerce la profession d'expert en sont elles-mêmes titulaires.

En pareil cas, le certificat doit porter les noms des personnes susdites.

352. Les administrateurs de toute corporation agissant à titre d'expert en sinistres ainsi que les dirigeants et employés d'une telle corporation qui en sont en même temps des actionnaires sont, dans tous les cas où ils possèdent un certificat, solidairement responsables avec la corporation de tous les dommages subis par des tiers et dont la corporation doit répondre par suite de la faute professionnelle d'une personne par le truchement de laquelle elle a agi.

353. Toute personne demandant un certificat d'expert doit soumettre sa demande au surintendant dans la forme prescrite par les règlements, accompagnée d'un cautionnement de \$5,000 pour un expert agissant à son propre compte et de \$1,000 supplémentaires pour chacun des employés par l'entremise desquels cette personne se propose d'exercer la profession d'expert.

Ce cautionnement est donné conformément à la section IV de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).

against fire, lightning and wind incorporated under Divisions II, VI and VII of the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) replaced by this act when they act as claims adjusters in the carrying out of the aforementioned functions.

350. Subject to this act and the regulations, any physical person at least eighteen years of age is entitled to an adjuster's certificate on passing an examination which conforms to this act.

The examination contemplated in the first paragraph must be of such nature as to ascertain impartially the competence of the candidate and relate to his general and technical knowledge.

351. Any corporation may obtain a certificate if all the persons through whom it acts as an adjuster are themselves certificate holders.

In such a case, the certificate must exhibit the names of the above mentioned persons.

352. The directors of any corporation acting as a claims adjuster and the officers and employees of such corporation who are also shareholders of it are, in all cases where they hold a certificate, jointly and severally liable with the corporation for all damage to third persons for which the corporation is liable as a result of the professional fault of a person through whom it has acted.

353. Every person applying for an adjuster's certificate shall submit his application to the Superintendent in the form prescribed by the regulations together with a deposit of \$5,000 for an adjuster acting on his own account and an additional \$1,000 for each employee through whom such person proposes to act as adjuster.

Such deposit must be made in accordance with the provisions of Division IV of the Public Officers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 12), respecting security.

354. Le cautionnement prévu à l'article 353 est une garantie, en faveur des personnes qui ont recours aux services de l'expert qui a fourni ce cautionnement, pour l'indemnisation des dommages qu'il peut leur causer par sa négligence.

355. Sous réserve d'un maximum d'un an, le certificat est valide pour la période qui y est indiquée.

Il peut être renouvelé aux conditions prescrites par les règlements.

356. À moins que la loi ne les y oblige, l'expert en sinistres et ses employés ne doivent divulguer à des personnes autres que leur employeur ou commettant, sans l'autorisation de ce dernier, aucun renseignement recueilli dans l'exercice de leurs fonctions.

357. Tout expert en sinistres doit tenir les livres, comptes et registres qui sont déterminés par les règlements.

CHAPITRE VIII

SUSPENSION ET ANNULATION DES PERMIS ET DES CERTIFICATS

358. Le surintendant peut suspendre le permis de tout assureur:

- a) qui cesse de remplir les conditions voulues;
- b) qui devient insolvable ou est sur le point de le devenir;
- c) qui n'a pas déposé le cautionnement exigible en vertu de la présente loi;
- d) dont le cautionnement cesse d'être conforme aux exigences du chapitre II du présent titre;
- e) qui omet de payer dans les soixante jours suivant une offre de quittance ou un avis de non-paiement signifié au surintendant, une indemnité demandée en application d'un contrat d'assurance, si le droit à cette indemnité ou son montant n'est pas contesté ou, en cas de contestation, si un jugement final l'a déclarée exigible;

f) qui enfreint la présente loi et les règlements.

359. Le surintendant peut annuler le permis de tout assureur:

354. The deposit provided for in section 353 is security for the persons who retain the services of the adjuster who made such deposit, as compensation for damage he may cause them through his negligence.

355. Every licence is valid for the period indicated thereon, up to a limit of one year.

It may be renewed on the conditions prescribed by the regulations.

356. Unless required to do so by law, a claims adjuster and his employees must not disclose to any person other than his or their employer or principal, without his authorization, any information obtained in the carrying out of their duties.

357. Every claims adjuster shall keep the books, accounts and registers prescribed by the regulations.

CHAPTER VIII

SUSPENSION AND CANCELLATION OF LICENCES AND CERTIFICATES

358. The Superintendent may suspend the licence of any insurer:

- (a) which no longer complies with the conditions prescribed;
- (b) which becomes or is about to become insolvent;
- (c) which has not made the deposit exigible under this act;
- (d) the deposit of which no longer conforms to the requirements of Chapter II of this title;
- (e) which omits to pay, within the sixty days following an offer of discharge or a notice of non-payment served on the Superintendent, an indemnity requested in application of an insurance contract if the right to such indemnity or the amount of it is not contested or, in case of contestation, if a final judgment has declared it exigible;

(f) which contravenes this act or the regulations.

359. The Superintendent may cancel the licence of any insurer:

a) qui cesse de remplir les conditions voulues;

b) qui a obtenu ce permis par fraude ou à la suite d'une erreur;

c) qui devient insolvable ou est sur le point de le devenir;

d) dont le cautionnement cesse d'être conforme aux exigences du chapitre II du présent titre;

e) qui refuse ou néglige de se conformer à la présente loi ou aux règlements après que son permis a été suspendu conformément au paragraphe *b* de l'article 358.

360. Le surintendant peut suspendre ou annuler le certificat d'un agent d'assurance ou d'un expert en sinistres:

a) qui cesse de remplir les conditions voulues;

b) qui a été malhonnête ou négligent dans l'exercice de sa profession;

c) qui a été déclaré coupable d'un acte criminel;

d) qui enfreint la présente loi ou les règlements.

361. Le surintendant doit, avant de prononcer l'annulation ou la suspension d'un permis ou d'un certificat, donner au titulaire l'occasion d'être entendu. Il doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne en cause.

362. Le surintendant doit également donner avis dans la *Gazette officielle du Québec* de toute annulation ou suspension de permis ou de certificat.

363. Le permis d'un assureur est suspendu de plein droit:

a) si son capital-actions devient inférieur à celui stipulé à l'article 51;

b) si une requête est présentée par le surintendant à la Cour supérieure, conformément à l'article 239, pour obtenir la mainmise sur le cautionnement de cet assureur;

c) si ses pouvoirs en tant que corporation sont suspendus.

364. Tout permis ou certificat suspendu par l'opération de la loi ou par le surintendant peut être, au gré de ce der-

a) which no longer complies with the conditions prescribed;

b) which has obtained such licence through fraud or as the result of an error;

c) which becomes or is about to become insolvent;

d) the deposit of which no longer conforms to the requirements of Chapter II of this title;

e) which refuses or neglects to comply with this act or the regulations after its licence has been suspended in accordance with paragraph *b* of section 358.

360. The Superintendent may suspend or cancel the certificate of an insurance agent or claims adjuster:

a) who or which no longer complies with the conditions prescribed;

b) who or which has been dishonest or negligent in the carrying on of his or its occupation or activities;

c) who or which has been convicted of an indictable offence;

d) who or which contravenes this act or the regulations.

361. The Superintendent shall, before ordering the cancellation or suspension of a licence or certificate, give its holder an opportunity to be heard. He shall also give notice in writing of his decision, giving the reasons on which it is based, to the person concerned.

362. The Superintendent shall also give notice in the *Québec Official Gazette* of any cancellation or suspension of licence or certificate.

363. The licence of an insurer is suspended by operation of law:

a) if its capital stock becomes less than that stipulated in section 51;

b) if a motion is presented by the Superintendent to the Superior Court, in accordance with section 239, to obtain seizure of the deposit of that insurer;

c) if its powers as a corporation are suspended.

364. Every licence or certificate suspended by operation of law or by the Superintendent may, at the pleasure of

nier, provisoirement remplacé par un autre comportant les conditions ou restrictions jugées utiles par lui ainsi que la mention de sa durée.

365. Le permis de tout assureur devient nul de plein droit dès :

- a)* que sa charte est abrogée, annulée ou vient à expiration;
- b)* que ses pouvoirs en tant que corporation sont révoqués;
- c)* qu'il adopte une résolution décrétant sa propre mise en liquidation;
- d)* qu'une ordonnance de liquidation est rendue contre lui par tout tribunal compétent.

CHAPITRE IX

APPELS

366. Les refus, suspensions ou annulations de permis ou certificat peuvent faire l'objet d'un appel devant un juge de la Cour provinciale du district de la résidence ou du siège social de la personne en cause ou, s'il s'agit d'une corporation ayant son siège hors du Québec, du district de son principal bureau d'affaires au Québec.

Aucun appel ne peut être interjeté à moins que :

- a)* les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision soient manifestement erronés;
- b)* la procédure suivie soit entachée de quelque irrégularité grave; ou
- c)* la décision n'ait pas été rendue avec impartialité.

367. L'appel est interjeté par requête signifiée au surintendant. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale, dans les soixante jours de la mise à la poste de la notification au requérant de la décision du surintendant.

Dès réception de l'avis d'appel, le surintendant transmet au greffier de la Cour provinciale le dossier relatif à la décision en cause.

368. Le juge est investi, à l'occasion d'un appel, des pouvoirs et de l'immunité

the Superintendent, be provisionally replaced by another exhibiting the conditions or restrictions he considers expedient and the indication of its term.

365. The licence of any insurer becomes null by operation of law from such time as:

- (a)* its charter is repealed or annulled or expires;
- (b)* its powers as a corporation are revoked;
- (c)* it adopts a resolution prescribing its own winding-up;
- (d)* a winding-up order is made against it by any competent court.

CHAPTER IX

APPEALS

366. Any refusal, suspension or cancellation of a licence or certificate may be the object of an appeal before a judge of the Provincial Court of the district of the residence or head office of the person concerned or, in the case of a corporation having its head office outside the province of Québec, the district of its principal business office in the province of Québec.

No appeal shall be brought unless:

- (a)* the grounds of fact or law invoked in support of the decision are clearly erroneous;
- (b)* the proceedings are affected by some gross irregularity; or
- (c)* the decision has not been rendered impartially.

367. The appeal shall be brought by a motion served upon the Superintendent. This motion must be filed in the office of the clerk of the Provincial Court within sixty days after notice of the decision of the Superintendent is mailed to the applicant.

Upon receipt of the notice of appeal, the Superintendent shall send the record relating to the decision concerned to the clerk of the Provincial Court.

368. The judge shall have, for the purposes of an appeal, the powers and

accordés à un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

369. L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du surintendant lorsque cette décision a pour effet de suspendre ou d'annuler le permis ou le certificat de l'appellant, à moins que le juge en ordonne autrement dans les cas d'urgence exceptionnelle.

370. Le juge doit, avant de rendre toute décision sur un appel, permettre aux parties de faire valoir leur point de vue et, à cette fin, leur donner de la manière qu'il estime appropriée, un préavis d'au moins cinq jours francs précisant la date, l'heure et le lieu où elles pourront se faire entendre.

Si une partie ainsi convoquée ne se présente pas ou refuse de se faire entendre à la séance fixée à cette fin, ou à un ajournement de cette séance, le juge peut néanmoins procéder à l'instruction de l'affaire et aucun recours judiciaire ne peut être fondé sur le fait qu'il a ainsi procédé en l'absence de cette partie.

371. Le juge peut admettre comme preuve une copie ou un extrait d'un document, si l'original n'est pas disponible.

372. Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

Toute partie a le droit d'être assistée d'un avocat.

373. Toute personne qui témoigne devant le juge a les mêmes privilèges et la même immunité qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.

374. Le juge a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction et il peut, notamment, rendre toute ordonnance qu'il estime propre à sauvegarder les droits des parties.

375. Le juge peut confirmer ou infirmer toute décision qui lui est soumise.

immunity granted to commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

369. The appeal shall not suspend the execution of the decision of the Superintendent when the effect of this decision is to suspend or cancel the appellant's licence or certificate, unless the judge orders otherwise in cases of exceptional urgency.

370. The judge must allow the parties to be heard before rendering any decision on an appeal, and for that purpose give them, in the manner he considers proper, at least five clear days' notice specifying the date, time and place where they may be heard.

If a party so convened fails to appear or refuses to be heard at the sitting held for that purpose, or at any adjournment of that sitting, the judge may nevertheless proceed with the hearing of the matter and no judicial recourse shall be based on the fact that he so proceeded in the absence of that party.

371. The judge may admit as evidence any copy of or extract from a document, if the original is not available.

372. At the proof and hearing, each party may examine the witnesses and state his arguments.

Every party is entitled to the assistance of an advocate.

373. Every person who testifies before the judge shall have the same privileges and immunity as a witness before the Superior Court and articles 307 to 310 of the Code of Civil Procedure apply to that person, *mutatis mutandis*.

374. The judge shall have all the powers necessary to exercise his jurisdiction and may in particular make any order he considers proper to safeguard the rights of the parties.

375. The judge may confirm or quash any decision submitted to him.

Le jugement doit être consigné par écrit et signé par le juge qui l'a rendu. Il doit contenir, outre le dispositif, les motifs de la décision.

376. Une copie certifiée doit être transmise par le greffier de la Cour provinciale, par lettre recommandée, à chacune des parties.

L'original est conservé au greffe de la Cour provinciale.

377. Il y a appel de la décision à la Cour d'appel.

The judgment must be recorded in writing and signed by the judge who rendered it. It must contain, in addition to the conclusions, the reasons upon which it is founded.

376. A certified copy must be sent by the clerk of the Provincial Court, by registered mail, to each party.

The original shall be kept in the office of the Provincial Court.

377. An appeal shall lie from the decision to the Court of Appeal.

CHAPITRE X

ADMINISTRATION PROVISoire

378. Le surintendant peut, à la suite d'une inspection faite conformément à la présente loi ou de la production de l'état annuel d'une corporation constituée en vertu des lois du Québec et pratiquant les assurances ou à la suite d'une demande faite par cent membres de cette corporation, en assumer provisoirement l'administration pour une période de sept jours s'il a raison de croire:

a) que l'actif a fait l'objet d'un détournement ou s'il constate une absence inexplicable d'éléments de l'actif;

b) que l'actif est inférieur au passif formé des sinistres et des contrats en cours, ou risque de devenir inférieur au passif formé des sinistres compte tenu des réserves obligatoires, déduction faite dans tous les cas des créances de l'assureur sur ces polices;

c) que l'actif, s'il s'agit d'une société mutuelle ou de l'une de ses caisses, ne suffit pas à couvrir les prestations actuellement exigibles sans qu'il y ait réduction des prestations ou augmentation des primes ou ne suffira pas, compte tenu des réserves obligatoires, à couvrir les prestations éventuellement exigibles, déduction faite dans tous les cas des créances de l'assureur sur les contrats;

d) que l'actif est insuffisant pour assurer efficacement la protection des assurés;

e) qu'il y a eu faute grave, notamment malversation ou abus de confiance d'un ou de plusieurs membres du conseil d'adminis-

CHAPTER X

PROVISIONAL ADMINISTRATION

378. The Superintendent may, following an inspection made in accordance with this act or the filing of the annual statement of a corporation incorporated under the laws of the province of Québec and transacting insurance or pursuant to the request of one hundred members of the corporation, provisionally assume its administration for a period of seven days if he has reason to believe:

(a) that the assets have been misappropriated or if he finds that there is an inexplicable deficiency in the assets;

(b) that the assets are less than the liabilities consisting of losses and current contracts, or are susceptible of becoming less than the liabilities consisting of losses, taking into account the compulsory reserves, less in all cases the debts due to the insurer on those policies;

(c) that the assets, in the case of a mutual association or any of its funds, are insufficient to cover the benefits actually exigible without any reduction of benefits or increase of premiums or will not be sufficient to cover the benefits that may become exigible, taking into account the compulsory reserves, less in all cases the debts due to the insurer on the contracts;

(d) that the assets are insufficient to assure effective protection for the insured;

(e) that there has been a serious offence, especially malfeasance or breach of trust by one or more members of the board of

tration ou que le conseil a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi ou se livre à des pratiques administratives mettant en danger les droits des assurés ou des membres.

379. Le ministre a pouvoir discrétionnaire de prolonger la période prévue à l'article 378.

380. Lorsqu'il assume l'administration provisoire d'un assureur, le surintendant doit présenter au ministre, dans les meilleurs délais, un rapport circonstancié de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

381. Si le rapport du surintendant confirme l'existence d'une situation prévue à l'article 378, il doit être transmis par le ministre au lieutenant-gouverneur en conseil.

382. Le ministre doit, avant de soumettre ce rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, donner à l'assureur l'occasion de faire valoir son point de vue. Il peut aussi faire toute enquête qu'il juge à propos.

383. Le ministre doit joindre au rapport du surintendant un résumé des représentations que l'assureur lui a faites ainsi que ses propres recommandations.

384. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dès que les documents visés à l'article 383 lui ont été soumis,

a) soumettre le permis de l'assureur aux restrictions et conditions qu'il juge appropriées;

b) prescrire un délai durant lequel l'assureur doit remédier à toute insuffisance d'actif ou toute autre situation prévue à l'article 378;

c) ordonner au surintendant de prolonger son administration de l'assureur ou d'y mettre fin sous réserve de toute éventuelle violation des conditions imposées par le lieutenant-gouverneur en conseil en conformité avec les paragraphes *a* et *b*.

directors, or that the board has been seriously remiss in the performance of the obligations imposed upon it by this act or engages in administrative practices which endanger the rights of the insured persons or the members.

379. The Minister shall have discretionary power to extend the period provided for in section 378.

380. When assuming provisional administration of an insurer, the Superintendent must, with the shortest possible delay, present a complete report of his findings to the Minister, together with his recommendations.

381. If the report of the Superintendent confirms the existence of any of the situations contemplated in section 378, the Minister must transmit it to the Lieutenant-Governor in Council.

382. The Minister must, before submitting such report to the Lieutenant-Governor in Council, give the insurer an opportunity to be heard. He may also make any inquiry he considers expedient.

383. The Minister shall attach to the report of the Superintendent a summary of the representations that the insurer has made to him and his own recommendations.

384. The Lieutenant-Governor in Council may, as soon as the documents contemplated in section 383 have been submitted to him,

(a) submit the licence of the insurer to such restrictions and conditions as he considers appropriate;

(b) prescribe a delay within which the insurer must remedy any insufficiency in the assets or any other situation contemplated in section 378;

(c) direct the Superintendent to prolong its administration of the insurer or terminate it subject to any possible violation of the conditions imposed by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with subparagraphs *a* and *b*.

Tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article doit faire l'objet d'un avis publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

385. Lorsque le surintendant assume l'administration d'un assureur conformément au présent chapitre, les pouvoirs du conseil d'administration sont suspendus et le surintendant se substitue à ce dernier et à l'assemblée générale et est saisi de tous les biens de l'assureur pour le compte des assurés.

386. Lorsque le surintendant a assumé l'administration de l'assureur conformément au paragraphe c de l'article 384, il doit rendre compte au ministre dès qu'il constate que la situation prévue à l'article 378 a été ou ne peut être corrigée.

387. Le surintendant peut aussi assumer l'administration provisoire de tout assureur constitué en corporation en vertu des lois du Québec :

- a) si le permis de cet assureur a été annulé;
- b) si le permis de cet assureur a été suspendu et qu'il n'a pas été remédié aux causes de cette suspension dans les trente jours de sa prise d'effet;
- c) si cet assureur pratique les assurances sans permis.

Lorsqu'il assume l'administration provisoire d'un assureur en vertu du présent article, le surintendant doit communiquer ses constatations au lieutenant-gouverneur en conseil dans les plus courts délais.

388. Après avoir reçu du surintendant le rapport prévu aux articles 386 ou 387, le lieutenant-gouverneur en conseil peut :

- a) déclarer déchu de leurs fonctions les membres du conseil d'administration de la corporation ou quelques-uns d'entre eux et ordonner la tenue d'une assemblée extraordinaire des actionnaires ou, suivant le cas, des membres pour procéder à l'élection de nouveaux membres de ce conseil;
- b) ordonner, aux conditions qu'il détermine, la liquidation de l'assureur et nommer un liquidateur; ou

Every order in council adopted under this section shall be the object of a notice published forthwith in the *Québec Official Gazette*.

385. When the Superintendent assumes administration of an insurer in accordance with this chapter, the powers of the board of directors shall be suspended and the Superintendent shall be substituted for such board and the general meeting and he shall be seized of all the property of the insurer on behalf of the insured persons.

386. When the Superintendent has assumed administration of the insurer in accordance with subparagraph c of section 384, he must render an account to the Minister as soon as he ascertains that the situation contemplated in section 378 has been or cannot be corrected.

387. The Superintendent may also assume provisional administration of any insurer incorporated under the laws of the province of Québec :

- (a) if the licence of that insurer has been cancelled;
- (b) if the licence of that insurer has been suspended and the causes of such suspension have not been remedied within thirty days of its taking effect;
- (c) if that insurer transacts insurance without a licence.

When he assumes provisional administration of an insurer under this section, the Superintendent must report his findings to the Lieutenant-Governor in Council with the shortest possible delay.

388. After receiving from the Superintendent the report provided for in section 386 or 387, the Lieutenant-Governor in Council may :

- (a) declare all or a number of the members of the board of directors of the corporation forfeited of office and order the holding of a special meeting of the shareholders or, as the case may be, of the members for the election of new directors to such board;
- (b) order, on the conditions that he determines, the winding-up of the insurer, and appoint a liquidator; or

c) exercer tout pouvoir qui lui est conféré par les paragraphes *a* ou *c* de l'article 384.

(*c*) exercise any power conferred upon him by subparagraph *a* or *c* of section 384.

389. La décision du lieutenant-gouverneur en conseil ordonnant la liquidation a le même effet qu'une ordonnance rendue par un juge de la Cour supérieure en vertu de l'article 25 de la Loi de la liquidation des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 281); les dispositions du chapitre XI du présent titre s'appliquent en outre *mutatis mutandis* à la liquidation ainsi ordonnée dans la mesure où elles ne sont pas inconciliables avec les dispositions de la présente loi.

389. The decision of the Lieutenant-Governor in Council ordering the winding-up shall have the same effect as an order made by a judge of the Superior Court under section 25 of the Winding-up Act (Revised Statutes, 1964, chapter 281); the provisions of Chapter XI of this title also apply *mutatis mutandis* to the winding-up so ordered to the extent that they are not inconsistent with this act.

390. Les articles 378 à 389 s'appliquent *mutatis mutandis* à un courtier spécial visé à l'article 346 dans les cas où les paragraphes *c* et *e* de l'article 378 s'appliqueraient à lui s'il était assureur ainsi que lorsque son certificat est suspendu ou lorsqu'il contrevient à l'article 346.

390. Sections 378 to 389 apply *mutatis mutandis* to any special broker contemplated in section 346 in cases where paragraphs *c* and *e* of section 378 would apply to him if he were an insurer, or when his certificate is suspended or he contravenes section 346.

CHAPITRE XI

LIQUIDATION

391. La Loi de la liquidation des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 281) s'applique à la liquidation de toute compagnie d'assurance constituée au Québec sous réserve des dispositions du présent chapitre.

392. Sous réserve de la présente loi, les dispositions des sections II et III de la Loi de la liquidation des compagnies s'appliquent aux sociétés mutuelles.

À cette fin on entend par « compagnie », dans ladite loi, une corporation ou société mutuelle, par « actionnaire » un membre de la corporation ou un sociétaire de la société et, lorsqu'une disposition de ladite loi exige le vote d'actionnaires représentant une proportion déterminée du capital-actions d'une compagnie, cette disposition est censée exiger le vote d'un nombre de membres de la corporation ou de sociétaires de la société égal à la proportion déterminée en valeur.

393. La liquidation d'une société mutuelle peut être décidée par le vote affir-

CHAPTER XI

WINDING-UP

391. The Winding-up Act (Revised Statutes, 1964, chapter 281) applies to the winding-up of any insurance company incorporated in the province of Québec, subject to the provisions of this chapter.

392. Subject to this act, Divisions II and III of the Winding-up Act apply to mutual associations.

For such purpose the word "company", in the said act, means a mutual corporation or association, the word "shareholder" means any member of that corporation or association and when a provision of the said act requires the vote of the shareholders representing a specified proportion of the capital stock of a company, that provision is deemed to require the vote of a number of the members of the corporation or association equal to the specified proportion of the value.

393. The winding-up of a mutual association may be decided by the affirma-

matif des trois quarts des sociétaires présents à une assemblée générale convoquée à cette fin.

Cette assemblée nomme ensuite, à la majorité des sociétaires présents, un ou trois liquidateurs qui ont droit à la possession immédiate des biens de la société.

394. Dès que la liquidation a été votée par l'assemblée générale, toute action ou instance visant les biens meubles ou immeubles de la corporation, notamment par voie de saisie-arrêt, saisie gagerie ou saisie-exécution doit être suspendue.

Les frais engagés par un créancier après qu'il a été mis au courant de la liquidation, notamment par son avocat, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens de la corporation qui est distribué en conséquence de la liquidation.

Un juge de la Cour supérieure du district où est situé le siège social de la corporation peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction d'une instance ou la continuation de toute instance commencée.

395. Toute corporation ayant décidé d'opérer sa liquidation doit en donner avis au surintendant et lui faire parvenir copie de la résolution adoptée à cette fin par l'assemblée générale; un semblable avis doit aussi être signifié par la poste à chaque porteur de police et publié dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un quotidien atteignant la localité où la corporation a son siège social.

Cet avis doit indiquer la date à laquelle la corporation cessera de pratiquer les assurances, le nom et l'adresse du liquidateur ainsi que l'adresse postale où les intéressés peuvent lui transmettre leurs réclamations.

396. La liquidation de la corporation ne peut commencer qu'après un délai d'un mois à compter de la date de l'avis qui a été donné au surintendant conformément à l'article 395.

tive vote of three-fourths of the members present at a general meeting called for that purpose.

The meeting shall then appoint, by a majority of the members present, one or three liquidators who are entitled to immediate possession of the property of the association.

394. As soon as the winding-up has been voted by the general meeting, every action or suit against the moveable or immoveable property of the corporation, particularly by seizure by garnishment, attachment for rent or seizure in execution must be suspended.

The costs incurred by a creditor, after he has become aware of the winding-up, particularly through his attorney, shall not be collocated out of the proceeds of the property of the corporation which are distributed in consequence of the winding-up.

A judge of the Superior Court for the district in which the head office of the corporation is situated may, however, upon the conditions that he considers suitable, authorize the instituting of an action or the continuance of any suit commenced.

395. Every corporation that has decided to effect its winding-up must give notice of it to the Superintendent and forward to him a copy of the resolution passed for that purpose by the general meeting; a similar notice must also be mailed to each policyholder and published in the *Québec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the locality where the corporation has its head office.

The notice must indicate the date on which the corporation will cease to transact insurance, the name and address of the liquidator and the postal address where interested persons may send him their claims.

396. The winding-up of the corporation may commence only after a delay of one month from the date of the notice given to the Superintendent in accordance with section 395.

397. Avant de prendre possession des biens de la corporation, le liquidateur doit donner un cautionnement suffisant pour garantir l'accomplissement de ses fonctions. À la demande du surintendant ou de tout autre intéressé, un juge de la Cour supérieure peut déterminer le montant et la nature de ce cautionnement, et l'augmenter selon les circonstances.

398. Le liquidateur nommé aux biens d'une corporation agit sous le contrôle et la direction du surintendant qui peut, même s'il n'allègue aucun intérêt particulier, agir en justice en tout ce qui se rapporte à la liquidation et exercer, pour le compte de tout actionnaire, membre, assuré ou créancier de la corporation les droits qu'ils possèdent contre cette dernière.

399. Le liquidateur doit, dès sa nomination, si cela n'a pas été fait auparavant, réassurer les contrats d'assurance qui ont été établis par la corporation et qui sont en vigueur, en utilisant les réserves ou l'excédent, pourvu qu'il ait acquitté toutes les dettes autres que la valeur des polices d'assurance et les primes non acquises.

Toute réassurance doit être faite auprès d'un assureur titulaire d'un permis. Elle tient lieu de toute créance des assurés pour recouvrement de la valeur de leurs polices ou pour remboursement de primes dans la mesure où cette réassurance remplace le contrat originellement souscrit.

400. Si cette réassurance n'est pas effectuée conformément à l'article 399, tout assuré, outre les droits que lui donnent les polices d'assurance dont il était porteur à la date de la liquidation, a droit à la valeur de ladite police d'assurance à ladite date, déduction faite des avances consenties contre leur garantie.

Ces valeurs se calculent conformément aux barèmes approuvés par le surintendant.

401. Dans le cas d'une corporation ayant pratiqué l'assurance contre l'incendie, l'assuré a droit, s'il n'y a pas eu réassurance, outre les droits qu'il a acquis avant la date de la liquidation suivant les

397. Before taking possession of the property of the corporation, the liquidator shall give sufficient security to guarantee performance of his duties. At the request of the Superintendent or of any other interested person, the judge of the Superior Court may determine the amount and nature of that security and increase it according to circumstances.

398. The liquidator appointed to the property of a corporation shall act under the control and direction of the Superintendent who may, even if he alleges no particular interest, act before the courts in all matters respecting the winding-up and exercise, on behalf of any shareholder, member, insured or creditor of the corporation, the rights that such a one has against the corporation.

399. The liquidator shall, upon his appointment, if it has not been already done, reinsure the contracts of insurance in force established by the corporation by using the reserve fund or surplus fund, provided that he has paid all debts other than the value of insurance policies and unearned premiums.

Every reinsurance must be effected with an insurer who holds a licence. It shall replace any claim of the insured for recovery of the value of their policies or for a refund of premiums to the extent that such reinsurance replaces the contract originally underwritten.

400. If such reinsurance is not effected in accordance with section 399, every insured, in addition to his rights under the insurance policies that he held on the date of the winding-up, is entitled to the value of the said insurance policy on the said date, less the advances made on the security of such policies.

Such values shall be computed in accordance with the scales approved by the Superintendent.

401. In the case of a corporation that transacted fire insurance, the insured, if there has been no reinsurance, is entitled, in addition to the rights he acquired before the date of the winding-up accord-

conditions de toute police d'assurance, au remboursement de toute prime ou partie de prime versée à l'égard d'un risque qui a disparu depuis la date à laquelle, suivant l'article 395, la corporation a cessé de pratiquer les assurances.

402. Les avoirs qu'une corporation doit maintenir séparés de ses autres biens ne sont disponibles que pour l'exécution des obligations de la corporation qui doivent être supportées par ces avoirs, jusqu'à ce que ces obligations aient été entièrement exécutées. Ils deviennent alors disponibles pour l'exécution des autres obligations de la compagnie.

403. Ces avoirs peuvent être liquidés séparément des autres biens de la corporation ou même sans que ces autres biens ne le soient.

Le solde net de la liquidation de ces avoirs peut servir à acquitter toute autre dette de la corporation.

404. Les créances suivantes sont, par préférence aux autres créanciers, prioritaires dans l'ordre suivant:

- a) les frais et honoraires de la liquidation;
- b) les salaires et gages des employés de la corporation, à concurrence de trois mois de salaire impayé;
- c) les créances fondées sur la réalisation, avant la date de la liquidation, d'un risque pris en charge par la corporation;
- d) les créances des assurés en recouvrement de la valeur de leurs polices ou en remboursement de primes versées à l'égard de risques ayant cessé d'être assurés par suite de la liquidation.

405. Le liquidateur doit, dans les sept jours qui suivent l'expiration de toute période de trois mois, faire au surintendant ainsi qu'au conseil d'administration de la corporation un rapport sommaire de ses activités pour cette période. Ce rapport doit indiquer les encaissements et dépenses de la liquidation ainsi que l'état de son actif et de son passif à la fin de cette période.

ing to the conditions of any insurance policy, to a refund of every premium or part of premium paid for a risk which has disappeared from the date on which, according to section 395, the corporation ceased to transact insurance.

402. The assets that a corporation must maintain separately from its other property shall be available only for the carrying out of the obligations of the corporation which must be borne by such assets, until such obligations have been fully carried out. They shall then be available for the carrying out of the other obligations of the company.

403. These assets may be liquidated separately from the other property of the corporation or even without such other property being liquidated.

The net balance of the liquidation of such assets may be used to discharge any other debt of the corporation.

404. The following claims shall have, by preference over the other creditors, priority in the following order:

- (a) costs and fees of winding-up;
- (b) salaries and wages of the employees of the corporation, up to three months of unpaid salary;
- (c) claims based on the occurrence, before the date of the winding-up, of a risk assumed by the corporation;
- (d) the claims of insured persons for recovery of the value of their policies or for a refund of the premiums paid with respect to risks which have ceased to be insured following the winding-up.

405. The liquidator shall, within seven days after the end of any three month period, make to the Superintendent and the board of directors of the corporation a summary report of his activities for that period. The report must indicate the receipts and expenses of the winding-up and a statement of its assets and liabilities at the end of that period.

CHAPITRE XII

INFRACTIONS ET PEINES

406. Commet une infraction:

a) toute personne agissant à titre d'assureur, d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres, sans pouvoir justifier de la possession d'un permis ou d'un certificat à cet effet;

b) toute personne faisant une fausse déclaration dans une demande de permis ou de certificat;

c) toute personne fournissant sciemment au surintendant ou à un fonctionnaire de son service des renseignements inexacts;

d) toute personne laissant croire qu'elle est titulaire d'un permis ou d'un certificat qu'elle n'a pas;

e) toute personne entravant ou tentant d'entraver quiconque accomplit des fonctions que la présente loi ou les règlements l'obligent ou l'autorisent à accomplir;

f) toute personne communiquant un renseignement contrairement à la présente loi;

g) toute personne publiant ou déposant au service des assurances un état ou rapport qu'elle sait faux ou faisant dans un livre ou un registre une inscription qu'elle sait être fausse ou refusant ou négligeant d'en faire une exigée par la présente loi;

h) toute personne refusant ou négligeant de produire au service des assurances un état ou rapport exigés par la présente loi;

i) tout agent d'assurance ou expert en sinistres versant ou promettant de verser directement ou indirectement une rétribution à une personne non titulaire d'un certificat pour qu'elle agisse à titre d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres suivant le cas, ou en prenne le titre;

j) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui, pour agir à ce titre, se fait promettre ou verser directement ou indirectement, une rétribution par une personne qui, sans être titulaire du certificat voulu, agit ou tente d'agir à titre d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres;

k) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui emploie, pour agir à l'un ou l'autre de ces titres, une personne non

CHAPTER XII

OFFENCES AND PENALTIES

406. Every person is guilty of an offence who:

(a) acts as an insurer, insurance agent or claims adjuster without being able to prove that he holds a licence or certificate to that effect;

(b) makes a false declaration in an application for a licence or certificate;

(c) knowingly gives the Superintendent or a functionary of his branch incorrect information;

(d) represents that he holds a licence or certificate which he does not have;

(e) hinders or attempts to hinder any person performing functions which this act or the regulations oblige or authorize him to perform;

(f) communicates any information in contravention of this act;

(g) publishes or files with the insurance branch a statement or report that he knows to be false or makes in a book or register an entry that he knows to be false or refuses or neglects to make an entry which he is bound to make under this act;

(h) refuses or neglects to file with the insurance branch a statement or report he is bound to file under this act;

(i) being an insurance agent or claims adjuster, directly or indirectly pays or promises to pay remuneration to a person who does not hold a certificate in order that the latter act as an insurance agent or claims adjuster, as the case may be, or assume the title thereof;

(j) being an insurance agent or claims adjuster, has remuneration directly or indirectly promised or paid to him to act as such, by a person who, without holding the required certificate, acts or attempts to act as insurance agent or claims adjuster;

(k) being an insurance agent or claims adjuster, employs, to act in either capacity, a person who does not hold a certificate

titulaire d'un certificat, ou lui verse, offre ou promet une rétribution;

l) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui se fait promettre ou verser une rémunération par une personne autre que celle qui a retenu ses services;

m) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui partage, offre ou promet de partager sa rétribution avec une autre personne non titulaire du certificat voulu;

n) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui verse ou promet de verser une rémunération pour que ses services soient retenus;

o) tout agent d'assurance qui, en vue seulement d'obtenir une commission plus considérable, induit une personne à assurer des biens pour un montant supérieur à leur valeur réelle;

p) toute personne qui contrevient autrement à la présente loi ou aux règlements.

407. Toute infraction à la présente loi ou aux règlements imputable à une corporation est également imputable à tous ceux de ses dirigeants, administrateurs, employés ou agents y ayant consenti ou participé; ceux-ci sont dès lors passibles de la peine prévue pour la corporation elle-même, qu'elle ait ou non été déclarée coupable.

408. Toute personne physique ou morale visée à l'article 407 trouvée coupable d'une infraction est passible, sur poursuite sommaire, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$25,000 pour chaque infraction et d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$50,000 pour chaque récidive dans les deux ans; toute autre personne déclarée coupable d'une infraction est passible, sur poursuite sommaire, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins \$100 et d'au plus \$2,000 pour chaque infraction et d'au moins \$500 et d'au plus \$10,000 pour chaque récidive dans les deux ans.

CHAPITRE XIII

PROCÉDURE ET PREUVE

409. Les peines prévues par la présente loi sont imposées suivant la Loi des

or pays, offers or promises remuneration to him;

(l) being an insurance agent or claims adjuster, has remuneration promised or paid to him by a person other than the one who has retained his services;

(m) being an insurance agent or claims adjuster, shares, offers or promises to share his remuneration with another person who does not hold the required certificate;

(n) being an insurance agent or claims adjuster, pays or promises to pay remuneration so that his services may be retained;

(o) being an insurance agent, induces a person to insure property for an amount greater than its real value for the sole purpose of obtaining a greater commission;

(p) otherwise contravenes this act or the regulations.

407. Every offence against this act or the regulations imputable to a corporation is also imputable to all the officers, directors, employees or agents of the corporation who assented thereto or participated therein; they are then liable to the fine provided for the corporation itself, whether or not it has been convicted.

408. Every physical or moral person contemplated in section 407 found guilty of an offence is liable, on summary proceeding, in addition to payment of the costs, to a fine of not less than \$500 nor more than \$25,000 for each offence and to a fine of not less than \$1,000 nor more than \$50,000 for each subsequent offence within two years; every other person found guilty of an offence is liable, on summary proceeding, in addition to payment of the costs, to a fine of not less than \$100 nor more than \$2,000 for each offence and not less than \$500 nor more than \$10,000 for each subsequent offence within two years.

CHAPTER XIII

PROCEDURE AND PROOF

409. The penalties provided by this act are imposed in accordance with the

poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) et la deuxième partie de ladite loi s'applique.

Toute poursuite en vertu de la présente loi se prescrit par un an à compter de la date de l'infraction.

410. Nonobstant l'article 4 de la Loi des poursuites sommaires, toute plainte ou dénonciation pour une infraction à la présente loi ou aux règlements peut être entendue ou décidée dans le district judiciaire du lieu de résidence de l'accusé ou de son établissement d'affaires.

411. Les poursuites intentées pour violation à la présente loi ou aux règlements doivent l'être au nom du surintendant.

Dans toute poursuite de ce genre,

a) il n'est pas nécessaire de produire l'original d'un livre, document, ordonnance ou registre en la possession du surintendant, mais une copie ou un extrait certifié par lui constitue une preuve suffisante du contenu de l'original;

b) il n'est pas nécessaire que le surintendant signe la plainte ni ne la dépose sous serment, ni qu'il compare, ni qu'il fasse la preuve de sa nomination et de l'exercice de sa charge. Il est suffisamment désigné comme plaignant ou demandeur, dans toute poursuite sous le titre de « surintendant des assurances ».

412. Dans toute action, cause ou instance intentée en vertu de la présente loi, c'est à l'accusé qu'il incombe de justifier de la possession du permis ou certificat voulu.

413. Tout acte de procédure destiné à un assureur constitué en corporation en vertu d'une loi autre qu'une loi du Québec et qui n'y a pas son siège social peut être valablement signifié au fondé de pouvoir désigné par cet assureur conformément à l'article 206, à l'adresse prévue à l'article 208.

414. Tout document dont la présente loi prévoit la signification peut être expédié par la poste.

Est valablement expédié par la poste tout document adressé par lettre recom-

Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) and Part II of the said act applies.

Every proceeding under this act is prescribed by one year from the date of the offence.

410. Notwithstanding section 4 of the Summary Convictions Act, any complaint or information in respect of any offence against this act or the regulations may be heard or decided in the judicial district of the place of residence or place of business of the accused.

411. Proceedings instituted for contravention of this act or the regulations are brought in the name of the Superintendent.

In any such proceeding,

(a) it shall not be necessary to produce the original of a book, document, order or register in the possession of the Superintendent, but a copy or extract certified by him shall be sufficient proof of the content of the original;

(b) it shall not be necessary for the Superintendent to sign or swear to the complaint, or to appear or make proof of his appointment and the performance of his duties. He shall be sufficiently designated as complainant or plaintiff in any proceedings under the title of "Superintendent of Insurance".

412. In any action, suit or proceeding instituted under this act, the burden of proof that he holds a licence or a certificate shall be upon the accused.

413. Any proceeding against an insurer incorporated under an act other than an act of the province of Québec and not having its head office therein may be validly served upon the attorney designated by such insurer in accordance with section 206 at the address provided for in section 208.

414. Every document which is to be served under this act may be sent by mail.

Any document sent by registered letter to the last known address of the person

mandée à la dernière adresse connue du destinataire.

Si le document provient de l'étranger, les délais ne commencent à courir qu'à son arrivée à un bureau de poste situé au Canada.

415. Dans toute poursuite, civile ou pénale, ou à l'occasion d'un appel, les originaux, copies ou extraits de livres, documents ou pièces quelconques faisant partie des archives du service des assurances et certifiés par le surintendant ou son adjoint font preuve de prime abord de leur contenu et de la qualité du signataire, à moins que la fausseté n'en soit établie.

416. Lorsqu'en vertu de la présente loi une preuve est faite par la production d'une déclaration faite sous serment par un membre du personnel du service des assurances, la production de cette déclaration fait preuve de prime abord de la signature et de la qualité du signataire.

417. Dans toute poursuite pénale intentée en vertu de la présente loi, les documents prescrits par celle-ci et qui semblent avoir été signés, fournis ou produits par l'accusé sont réputés de prime abord l'avoir été effectivement.

418. Tout certificat portant la signature du surintendant et attestant l'existence ou l'absence d'un certificat ou d'un permis en conformité avec la présente loi fait preuve de prime abord.

419. Le fondé de pouvoir des Lloyd's, désigné dans la procuration produite suivant l'article 206, peut en cette qualité et sous son seul nom, nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi du Québec, exercer en justice, en demande comme en défense, les droits des membres de cette association qui ont délivré un contrat d'assurance.

CHAPITRE XIV

RÈGLEMENTS ET FORMULES

420. Outre les pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente

for whom it is intended is validly sent by mail.

If the document is sent from a foreign country, the delays shall begin to run only when it arrives at a post office situated in Canada.

415. In any proceedings, civil or penal, or upon an appeal, any original, copy or extract of or from any book, document or voucher forming part of the records of the insurance branch and certified by the Superintendent or his assistant is proof *prima facie* of its contents and of the capacity of the signatory, unless it is established that it is false.

416. When under this act proof is made by the filing of a sworn declaration of a staff member of the insurance branch, the filing of that declaration is proof *prima facie* of the signature and capacity of the signatory.

417. In any penal proceedings under this act, any document prescribed by it which appears to bear the signature of the accused or to have been furnished or produced by him is deemed *prima facie* to have been so effectively.

418. Any certificate bearing the signature of the Superintendent attesting the existence or absence of a certificate or licence that conforms to this act is proof *prima facie*.

419. The attorney of Lloyd's, designated in the power of attorney filed under section 206, may in that capacity and in his own name, notwithstanding any inconsistent provision of a law of the province of Québec, exercise before the courts, as plaintiff or defendant, the rights of the members of that association who have issued an insurance contract.

CHAPTER XIV

REGULATIONS AND FORMS

420. In addition to the regulatory powers conferred upon him by this act,

loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements conciliables avec la présente loi pour :

a) déterminer les qualités requises de toute personne qui demande un permis, un certificat ou leur renouvellement, les conditions que cette personne doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;

b) déterminer des catégories de permis et de certificats et des classes de titulaires de même que les conditions et restrictions afférentes aux unes et aux autres;

c) déterminer la forme et la teneur des demandes de permis et de certificats ainsi que la forme et la teneur des permis et certificats;

d) déterminer, pour chaque classe de titulaires, la nature et la forme des livres, comptes et registres qu'ils doivent tenir en sus de ceux prescrits par la présente loi;

e) déterminer, pour chaque classe de titulaires, la nature, la forme et le contenu des états qu'ils doivent produire, en sus de ceux prescrits par la présente loi, ainsi que l'époque de leur production;

f) prescrire, pour chaque classe de titulaires, la nature des vérifications comparables touchant les états à présenter au surintendant ainsi que la forme de l'attestation des vérificateurs;

g) déterminer la forme des rapports d'inspection faits pour le surintendant et les renseignements qu'ils doivent contenir;

h) déterminer la procédure à suivre et les avis à donner avant que le surintendant ne suspende ou n'annule un permis ou certificat;

i) obliger les assureurs qui exercent au Québec à fournir au surintendant des renseignements et statistiques concernant leurs opérations au Québec, et à produire les états y afférents et déterminer la nature des renseignements qui doivent ainsi être donnés, de même que la forme et la teneur des états qui doivent ainsi être produits;

j) déterminer dans quels cas les dépenses engagées par le surintendant pour inspecter ou faire inspecter les affaires d'un assureur doivent être remboursées par cet assureur ainsi que l'étendue de ces remboursements;

the Lieutenant-Governor in Council may make regulations consistent with this act to:

(a) determine the qualifications required of any person applying for a licence or certificate or for its renewal, the conditions that such person must comply with and the information he must furnish;

(b) determine the categories of licences and certificates and the classes of holders of such licences and certificates and the conditions and restrictions attaching to each category and class;

(c) determine the form and tenor of applications for licences and certificates and the form and tenor of such licences and certificates;

(d) determine, for each class of licence or certificate holders, the nature and form of the books, accounts and registers they must keep in addition to those prescribed by this act;

(e) determine, for each class of licence or certificate holders, the nature, form and content of the statements they must furnish in addition to those prescribed by this act, and the time when they must be filed;

(f) prescribe, for each class of licence or certificate holders, the nature of the audits relating to the statements to be presented to the Superintendent and the form of the auditor's attestation;

(g) determine the form of the inspection reports made for the Superintendent and the information they must contain;

(h) determine the procedure to be followed and the notices to be given before the Superintendent suspends or cancels a licence or a certificate;

(i) oblige insurers who carry on business in the province of Québec to furnish the Superintendent with information and statistics on their operations in the province of Québec and to file the statements relating thereto and determine the nature of the information that must be so given as well as the form and tenor of the statements to be so filed;

(j) determine the cases in which the expenses incurred by the Superintendent to inspect or cause to be inspected the business of an insurer shall be repaid by that insurer and the extent of these repayments;

k) établir un tarif des honoraires exigibles pour la constitution en corporation des compagnies et sociétés d'assurance, pour la délivrance des lettres patentes, des permis et des certificats, pour le renouvellement des permis et des certificats ainsi que pour les inspections et états;

l) déterminer les méthodes à suivre pour l'évaluation de l'actif et du passif des assureurs et des cautionnements exigés par la présente loi;

m) assurer la délivrance de permis aux syndics ou liquidateurs ou aux exécuteurs testamentaires ou héritiers de titulaires décédés, mais seulement pour le temps nécessaire à la liquidation du portefeuille;

n) déterminer la forme et la teneur des permis ou certificats spéciaux pouvant être délivrés aux courtiers en vertu de l'article 346, les conditions à remplir pour les personnes demandant la délivrance ou le renouvellement desdits permis ou certificats, les honoraires à verser, les garanties à offrir, les livres et registres à tenir, les états à produire au surintendant et les conditions de délivrance;

o) reconnaître, moyennant réciprocité jugée satisfaisante par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'équivalence de permis, licences ou certificats d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres accordés par d'autres gouvernements du Canada;

p) déterminer la forme et la teneur des billets de souscription établis en faveur des sociétés mutuelles;

q) déterminer les conditions auxquelles tout contrat d'assurance de frais d'obsèques conclu avant le *(insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7)* doit être conforme;

r) définir les diverses classes d'assurance et déterminer les cas et les conditions où elles peuvent faire l'objet d'une même police;

s) établir les conditions applicables aux contrats d'assurance collective, à leur mise en marché et à l'admission dans un groupe d'adhérents;

t) établir des normes relatives à la divulgation des conditions des contrats d'assurance et à la présentation du texte, notamment les caractères d'imprimerie, et pourvoir à l'adoption par les assureurs de for-

(k) establish a tariff of fees exigible for the incorporation of insurance companies and associations, the granting of letters patent, licences or certificates, the renewal of licences and certificates and for inspections and statements;

(l) determine the methods to be followed for the valuation of the assets and liabilities of insurers and of the deposits required under this act;

(m) provide for the issue of a licence to trustees in bankruptcy or liquidators, to testamentary executors or heirs of deceased holders of licences or certificates, but only for the time necessary to allow the winding-up of the portfolio;

(n) determine the form and tenor of special licences or certificates which may be issued to brokers under section 346, the conditions to be met by the persons applying for the issue or renewal of the said licences or certificates, the fees to be paid, the guarantees to be given, the books and registers to be kept, the statements to be filed with the Superintendent and the conditions of issue;

(o) recognize, on condition of reciprocity considered satisfactory by the Lieutenant-Governor in Council, the equivalence of insurance agent's or claims adjuster's permits, licences or certificates granted by other governments of Canada;

(p) determine the form and tenor of the subscription notes established in favour of mutual associations;

(q) determine the conditions with which every funeral expenses insurance contract signed before *(insert here the date of coming into force of Bill No. 7)* must comply;

(r) define the different classes of insurance and determine the cases and the conditions where they may be contained in a single policy;

(s) establish the conditions applicable to group insurance contracts and their marketing, and to admission to a group of participants;

(t) establish standards relating to the disclosure of the conditions of insurance contracts and to the presentation of the text, in particular, the printing type, and provide for the adoption by insurers of

mulaires obligatoires de polices d'assurance;

u) statuer sur la forme que doivent revêtir les polices d'assurance et sur le minimum de couverture que doit stipuler chaque catégorie de police d'assurance qu'il indique;

v) soustraire de l'obligation d'obtenir un certificat toute catégorie de membre du personnel d'un assureur qu'il indique;

w) statuer sur la réassurance;

x) statuer sur les caractères d'imprimerie et la couleur de l'encre à utiliser pour l'impression des clauses d'exclusion ou de réduction des engagements des assureurs;

y) obliger les assureurs qui exercent au Québec à fournir chaque année au surintendant un état des investissements faits par eux au Québec, au Canada ou ailleurs et, à cette fin, déterminer ce qui constitue un investissement au Québec.

421. Les projets de règlement ayant trait à la présente loi ne peuvent être adoptés que moyennant préavis de trente jours publié dans la *Gazette officielle du Québec* et en reproduisant le texte.

Les règlements susdits entrent en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis signalant qu'ils ont reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif.

422. Le ministre peut prescrire les formulaires nécessaires à l'application de la présente loi.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

423. Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives est chargé de l'application de la présente loi.

424. L'article 4 de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271), modifié par l'article 28 du chapitre

mandatory forms of insurance policies;

(u) regulate the form of insurance policies and the minimum coverage that must be stipulated by each class of insurance policies indicated by him;

(v) exempt from the obligation of obtaining a certificate any class of staff members of an insurer as indicated by the Lieutenant-Governor in Council;

(w) regulate reinsurance;

(x) regulate the printing type and the colour of the ink to be used for the printing of clauses of exclusion or reduction of the liability of an insurer;

(y) oblige the insurers who carry on business in the province of Québec to furnish every year to the Superintendent a statement of the investments made by them in the province of Québec, in Canada or elsewhere and for that purpose determine what constitutes an investment in the province of Québec.

421. The draft regulations relating to this act shall not be adopted unless a prior notice of thirty days reproducing the text thereof is published in the *Québec Official Gazette*.

The above mentioned regulations shall come into force on the day of publication, in the *Québec Official Gazette*, of a notice indicating that they have received the approval of the Lieutenant-Governor in Council or, if amended by the latter, of their final text.

422. The Minister may prescribe the forms necessary for the application of this act.

TITLE VI

MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

423. The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has charge of the application of this act.

424. Section 4 of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271), amended by section 28 of chapter 26 of

26 des lois de 1969 et par l'article 1 du chapitre 61 des lois de 1972, est de nouveau modifié en retranchant, dans la huitième ligne du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1, les mots « d'assurance ou ».

425. L'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 29 du chapitre 26 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retranchant, dans la dix-huitième ligne, ce qui suit: « pour les affaires d'assurances, ».

426. L'article 121 de ladite loi, modifié par l'article 42 du chapitre 26 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retranchant, dans les septième et huitième lignes du paragraphe 1°, les mots « pour les affaires d'assurance, ».

427. L'article 122 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la sixième ligne du paragraphe 1°, les mots « ou les affaires d'assurances ».

428. Le titre de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) est remplacé par ce qui suit:

**«Loi concernant certaines
compagnies d'assurance mutuelle
contre l'incendie, la foudre et
le vent ».**

429. L'article 40 de ladite loi est modifié en insérant dans la deuxième ligne, après le mot « peut », ce qui suit: « , jusqu'au (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*), ».

430. L'article 54 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, les mots « Nonobstant les dispositions de l'article 240, ».

431. L'article 56 de ladite loi est modifié:

a) en insérant, dans la septième ligne du paragraphe 1, après le mot « peuvent », ce qui suit: « , jusqu'au (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*), »;

the statutes of 1969 and by section 1 of chapter 61 of the statutes of 1972, is again amended by striking out the words "the business of insurance or" in the seventh and eighth lines of paragraph *d* of subsection 1.

425. Section 6 of the said act, amended by section 29 of chapter 26 of the statutes of 1969, is again amended by striking out the words "the business of insurance" in the sixteenth and seventeenth lines.

426. Section 121 of the said act, amended by section 42 of chapter 26 of the statutes of 1969, is again amended by striking out the words "insurance or" in the seventh and eighth lines of paragraph 1.

427. Section 122 of the said act is amended by striking out the words "or the transaction of insurance" in the fifth and sixth lines of paragraph 1.

428. The title of the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) is replaced by the following:

**"An Act respecting certain mutual
companies of insurance against
fire, lightning and wind".**

429. Section 40 of the said act is amended by adding after the word "may" in the second line, the following: " , until (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*), ".

430. Section 54 of the said act is amended by striking out the words "Notwithstanding the provisions of section 240," in the first and second lines of the second paragraph.

431. Section 56 of the said act is amended:

(a) by inserting after the word "may" in the sixth line of subsection 1, the following: " , until (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*), ";

b) en remplaçant, dans la dernière ligne du paragraphe 2, les mots et chiffres « l'article 194 » par les mots « la loi »;

c) en remplaçant les deuxième et troisième lignes du paragraphe 3 par ce qui suit: « sociétés mutuelles d'assurance incendie contenues dans la Loi sur les assurances (1974, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 7*) s'appliquent ».

432. L'article 61 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, le chiffre « 178 » par ce qui suit: « 264 de la Loi sur les assurances (1974, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 7*) ».

433. L'article 62 de ladite loi est modifié en insérant dans la quatrième ligne, après le mot « loi », ce qui suit: « et dans la Loi sur les assurances (1974, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 7*) ».

434. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 63, ce qui suit:

« SECTION VII A

« ADMINISTRATION DES COMPAGNIES MUTUELLES

« **63a.** Les règles relatives à l'administration des sociétés mutuelles d'assurance-incendie contenues dans la Loi sur les assurances (1974, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 7*) s'appliquent *mutatis mutandis* à l'administration des compagnies mutuelles régies par la présente loi. »

435. La présente loi remplace la Loi des agents de réclamations (Statuts refondus, 1964, chapitre 269).

436. La présente loi remplace également la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) sauf:

a) son titre, remplacé par l'article 428;
b) la section VI, comprenant les articles 40 à 55;

c) la section VII, comprenant les articles 56 à 63;

d) la section VII A, comprenant l'article 63a.

(b) by replacing the words and number "contemplated by section 194" in the last line of subsection 2 by the words "provided by law";

(c) by replacing the second line of subsection 3 by the following: "fire insurance associations contained in the Act respecting insurance (1974, chapter *insert here chapter number of Bill No. 7*)".

432. Section 61 of the said act is amended by replacing the number "178" in the third line of the first paragraph by the following: "264 of the Act respecting insurance (1974, chapter *insert here chapter number of Bill No. 7*)".

433. Section 62 of the said act is amended by inserting after the word "act" in the fourth line the following: "and in the Act respecting insurance (1974, chapter *insert here chapter number of Bill No. 7*)".

434. The said act is amended by adding after section 63 the following:

"DIVISION VII A

"ADMINISTRATION OF MUTUAL COMPANIES

"**63a.** The rules respecting the administration of mutual fire insurance associations contained in the Act respecting insurance (1974, chapter *insert here chapter number of Bill No. 7*) apply *mutatis mutandis* to the administration of the mutual companies governed by this act."

435. This act replaces the Claims Adjusters Act (Revised Statutes, 1964, chapter 269).

436. This act also replaces the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) except:

(a) its title, replaced by section 428;
(b) Division VI, consisting of sections 40 to 55;

(c) Division VII, consisting of sections 56 to 63;

(d) Division VII A, consisting of section 63a.

437. La présente loi remplace également la Loi de l'assurance des maris et des parents (Statuts refondus, 1964, chapitre 296) ainsi que la Loi des compagnies diocésaines d'assurance mutuelle (Statuts refondus, 1964, chapitre 297).

438. L'article 23 du Code civil, remplacé par l'article 6 du chapitre 84 des lois de 1971, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Lorsque les circonstances du décès d'un assuré le justifient, le tribunal peut ordonner l'autopsie, à la demande des intéressés. Elle s'obtient alors sur requête sommaire présentée à un juge de la Cour supérieure. La requête doit être signifiée aux personnes et de la manière prescrites par le juge, à moins que celui-ci ne dispense de toute signification. »

439. L'article 624*c* dudit Code, édité par l'article 5 du chapitre 74 des lois de 1915 et modifié par l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1947, l'article 1 du chapitre 45 des lois de 1948 et l'article 12 du chapitre 77 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retranchant le deuxième alinéa.

440. L'article 1266*e* dudit Code, édité par l'article 27 du chapitre 77 des lois de 1969, est modifié en remplaçant le paragraphe 5 par le suivant:

« 5. Les bénéfices, droits ou autres avantages qui lui échoient à titre de propriétaire selon l'article 2540 ou à titre de bénéficiaire désigné par le conjoint ou par un tiers, en vertu d'un contrat ou d'un régime de rentes, de pension de retraite ou d'assurance sur la vie. »

441. L'article 1266*o* dudit Code, édité par l'article 27 du chapitre 77 des lois de 1969, est modifié en insérant:

a) dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot « désigner », ce qui suit: « un propriétaire selon l'article 2540 ou de désigner »;

b) dans la dernière ligne du deuxième alinéa, après le mot « bénéficiaires », les mots « ou propriétaires ».

442. L'article 1292 dudit Code, remplacé par l'article 38 du chapitre 77 des lois de 1969, est modifié en insérant:

437. This act also replaces the Husbands and Parents Life Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 296) and the Diocesan Mutual Insurance Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 297).

438. Article 23 of the Civil Code, replaced by section 6 of chapter 84 of the statutes of 1971, is again amended by adding the following paragraph:

"If the circumstances of the death of an insured justify it, the court may order the autopsy upon a request of the interested persons. It is then obtained on a summary motion to a judge of the Superior Court. The motion must be served on the persons and in the manner prescribed by the judge unless he dispenses of all service."

439. Article 624*c* of the said Code, enacted by section 5 of chapter 74 of the statutes of 1915 and amended by section 1 of chapter 72 of the statutes of 1947, section 1 of chapter 45 of the statutes of 1948 and section 12 of chapter 77 of the statutes of 1969, is again amended by striking out the second paragraph.

440. Article 1266*e* of the said Code, enacted by section 27 of chapter 77 of the statutes of 1969, is amended by replacing paragraph 5 by the following:

"5. All amounts, rights or other benefits accruing to him as an owner under article 2540 or as a beneficiary designated by the consort or by a third party, under an annuity, retirement pension or life insurance contract or plan."

441. Article 1266*o* of the said Code, enacted by section 27 of chapter 77 of the statutes of 1969, is amended by inserting:

(a) after the word "name" in the second line of the second paragraph, the following: "an owner under article 2540 or to name";

(b) in the sixth line of the second paragraph, after the word "beneficiary" the words "or owner".

442. Article 1292 of the said Code, replaced by section 38 of chapter 77 of the statutes of 1969, is amended by inserting:

a) dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, après le mot « désigner », ce qui suit: « un propriétaire selon l'article 2540 ou de désigner »;

b) dans la neuvième ligne du quatrième alinéa, après le mot « bénéficiaires », les mots « ou propriétaires ».

443. L'article 1425a dudit Code, remplacé par l'article 87 du chapitre 77 des lois de 1969, est modifié en insérant:

a) dans la deuxième ligne du cinquième alinéa, après le mot « désigner » ce qui suit: « un propriétaire selon l'article 2540 ou de désigner »;

b) dans la dernière ligne du cinquième alinéa, après le mot « bénéficiaires », les mots « ou propriétaires ».

444. Le paragraphe 4 de la section II du chapitre Troisième du titre Dix-septième du livre Troisième du Code civil, comprenant l'article 2033, est abrogé.

445. L'article 2084 dudit Code, tel qu'il se lit à l'article 5832 des Statuts refondus, 1888, et modifié par l'article 9 du chapitre 44 des lois de 1944, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe 5.

446. L'article 2130 dudit Code, modifié par l'article 4 du chapitre 46 des lois de 1948, est de nouveau modifié en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

« Aucune hypothèque n'a d'effet sans enregistrement ».

447. Le titre précédant l'article 2492 dudit Code est reporté après l'article 2605 dudit Code édicté par l'article 2 de la présente loi et est modifié de façon à se lire comme suit:

« CHAPITRE QUATRIÈME.

« DE L'ASSURANCE MARITIME.

« SECTION I.

« DISPOSITIONS GÉNÉRALES. »

448. Ledit Code est modifié en insérant, après l'article 2605 édicté par l'article

(a) after the word "name" in the second line of the fourth paragraph, the following: "an owner under article 2540 or to name";

(b) in the seventh line of the fourth paragraph, after the word "beneficiary" the words "or owner".

443. Article 1425a of the said Code, replaced by section 87 of chapter 77 of the statutes of 1969, is amended by inserting:

(a) after the word "name" in the second line of the fifth paragraph, the following: "an owner under article 2540 or to name";

(b) in the seventh line of the fifth paragraph, after the word "beneficiary" the words "or owner".

444. Subsection 4 of Section II of Chapter Third of Title Seventeenth of Book Third of the Civil Code, consisting of article 2033, is repealed.

445. Article 2084 of the said Code, as it reads in section 5832 of the Revised Statutes of 1888, and amended by section 9 of chapter 44 of the statutes of 1944, is again amended by striking out paragraph 5.

446. Article 2130 of the said Code, amended by section 4 of chapter 46 of the statutes of 1948, is again amended by replacing the sixth paragraph by the following:

"No hypothec has any effect without registration".

447. The title preceding article 2492 of the said Code is placed after article 2605 of the said Code enacted by section 2 of this act, and amended so as to read as follows:

"CHAPTER FOURTH.

"OF MARINE INSURANCE.

"SECTION I.

"GENERAL PROVISIONS."

448. The said Code is amended by inserting, after article 2605 enacted by

2 de la présente loi et après le titre visé à l'article 447, ce qui suit:

« **2606.** Toute personne capable de contracter peut prendre une assurance sur des objets dans lesquels elle a un intérêt et qui sont exposés à quelque risque.

« **2607.** Une personne a un intérêt susceptible d'assurance dans la chose à assurer dans tous les cas où elle peut souffrir un dommage direct et immédiat par la perte ou détérioration de cette chose.

« **2608.** L'intérêt assuré doit exister au temps de la perte de la chose, à moins que la police ne contienne une stipulation de bonnes ou mauvaises nouvelles. »

449. Les articles 2492 et 2493 dudit Code sont renumérotés pour devenir les articles 2609 et 2610.

450. Ledit Code est modifié en insérant, après l'article 2493 devenu l'article 2610, le suivant:

« **2611.** La police déclare la valeur de la chose assurée et se nomme alors police évaluée, ou bien elle ne contient aucune déclaration de valeur et se nomme en ce cas police à découvert.

Les polices d'aventure ou de jeu, sur des objets dans lesquels l'assuré n'a aucun intérêt susceptible d'assurance, sont illégales. »

451. Les articles 2494 et 2495 dudit Code sont renumérotés pour devenir les articles 2612 et 2613.

452. L'article 2496 dudit Code est renuméroté pour devenir l'article 2614 et est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots et chiffre « aux dispositions de l'article 2598 » par les mots et chiffre « à l'article 2697 ».

453. Ledit Code est modifié en insérant, après l'article 2496 devenu l'article 2614, les suivants:

« **2615.** La police d'assurance peut être transportée par endossement et déli-

section 2 of this act and after the title contemplated in section 447, the following:

« **2606.** All persons capable of contracting may insure objects in which they have an interest and which are subject to risk.

« **2607.** A person has an insurable interest in the object insured whenever he may suffer direct and immediate loss by the destruction or injury of it.

« **2608.** The interest insured must exist at the time of the loss unless the policy contains the stipulation of lost or not lost." »

449. Articles 2492 and 2493 of the said Code are renumbered and become articles 2609 and 2610.

450. The said Code is amended by inserting, after article 2493 which becomes 2610, the following:

« **2611.** The policy either declares the value of the thing insured and is then called a valued policy, or it contains no declaration of value, and is then called an open policy.

Wager or gaming policies, in the object of which the insured has no insurable interest, are illegal." »

451. Articles 2494 and 2495 of the said Code are renumbered and become articles 2612 and 2613.

452. Article 2496 of the said Code is renumbered to become article 2614 and is amended by replacing the figure "2598" in the third line by the figure "2697".

453. The said Code is amended by inserting, after article 2496 which becomes article 2614, the following:

« **2615.** Policies of insurance may be transferred by endorsement and delivery,

vrance, ou par simple délivrance, sous les conditions qui y sont exprimées; elle ne peut toutefois être transportée qu'à une personne qui a dans l'objet assuré un intérêt susceptible d'assurance.

« **2616.** À défaut du consentement ou de la participation de l'assureur, le simple transport de la chose assurée ne transfère pas la police d'assurance.

L'assurance est par là terminée; sauf les dispositions contenues en l'article 2578. »

454. Les articles 2497 à 2502 dudit Code sont renumérotés pour devenir les articles 2617 à 2622.

455. L'article 2503 dudit Code est renuméroté pour devenir l'article 2623 et est remplacé par les suivants:

« **2623.** L'assuré est tenu de déclarer pleinement et franchement tout fait qui peut indiquer la nature et l'étendue du risque, empêcher de l'assumer, ou influencer sur le taux de la prime.

« **2624.** L'assuré n'est pas tenu de déclarer des faits que l'assureur connaît, ou qu'il est censé connaître d'après leur caractère public et leur notoriété; il n'est pas non plus obligé de déclarer les faits qui sont couverts par les engagements exprès ou implicites, excepté en réponse aux questions que l'assureur peut lui faire.

« **2625.** Les fausses représentations ou réticences par erreur ou de propos délibéré sur un fait de nature à diminuer l'appréciation du risque, ou à en changer l'objet, sont des causes de nullité. Le contrat peut, en ces cas, être annulé, lors même que la perte ne résulterait aucunement du fait mal représenté ou caché.

« **2626.** Les fausses représentations ou réticences frauduleuses de la part de l'assureur ou de l'assuré sont dans tous les cas des causes de nullité du contrat que la partie qui est de bonne foi peut invoquer.

or by delivery alone, subject to the conditions contained in them; they may, however, be transferred only to persons having an insurable interest in the object of the policy.

“**2616.** In the absence of any consent or privity on the part of the insurer, the simple transfer of the thing insured does not transfer the policy.

The insurance is thereby terminated subject to the provisions contained in article 2578.”

454. Articles 2497 to 2502 of the said Code are renumbered and become articles 2617 to 2622.

455. Article 2503 of the said Code is renumbered to become article 2623 and is replaced by the following:

“**2623.** The insured is obliged to represent to the insurer fully and fairly every fact which shows the nature and extent of the risk, and which may prevent the undertaking of it, or affect the rate of premium.

“**2624.** The insured is not obliged to represent facts known to the insurer or which from their public character and notoriety he is presumed to know; nor is he obliged to declare facts covered by liabilities express or implied, except in answer to inquiries made by the insurer.

“**2625.** Misrepresentation or concealment either by error or design, of a fact of a nature to diminish the appreciation of the risk or change the object of it, is a cause of nullity. The contract may in such case be annulled although the loss has not in any degree arisen from the fact misrepresented or concealed.

“**2626.** Fraudulent misrepresentation or concealment on the part either of the insurer or of the insured, is in all cases a cause of nullity of the contract in favor of the innocent party.

« **2627.** L'obligation de l'assuré en ce qui concerne les déclarations est suffisamment remplie si le fait est en substance tel que représenté et s'il n'y a pas de réticence importante. »

456. Les articles 2504 à 2513 dudit Code sont renumérotés pour devenir les articles 2628 à 2637.

457. Les articles 2514 à 2520 dudit Code sont renumérotés pour devenir les articles 2638 à 2644.

458. Ledit Code est modifié en insérant, après l'article 2520 devenu l'article 2644 et après le titre qui suit cet article, ce qui suit :

« **2645.** Dans le cas de perte, l'assuré doit sous un délai raisonnable en donner avis à l'assureur, et il doit se conformer aux conditions spéciales contenues dans la police relativement à l'avis et à la preuve préliminaire de sa réclamation, à moins que l'assureur ne l'en dispense.

S'il est impossible pour l'assuré de donner l'avis et de faire la preuve préliminaire dans le délai spécifié en la police, il a droit à une prolongation de délai raisonnable. »

459. Ledit Code est modifié :

a) en renumérotant les articles 2521 à 2531 qui deviennent les articles 2646 à 2656;

b) en remplaçant, dans la dernière ligne de l'article 2525 devenu l'article 2650, le chiffre « 2510 » par le chiffre « 2634 ».

460. L'article 2532 dudit Code est renuméroté pour devenir l'article 2657 et est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le chiffre « 2530 » par le chiffre « 2655 ».

461. Les articles 2533 à 2558 dudit Code sont renumérotés pour devenir les articles 2658 à 2683.

462. L'article 2559 dudit Code est renuméroté pour devenir l'article 2684 et est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mot et chiffres « 2533 et

“**2627.** The obligation of the insured, with respect to representation is satisfied when the fact is substantially as represented and there is no material concealment.”

456. Articles 2504 to 2513 of the said Code are renumbered and become articles 2628 to 2637.

457. Articles 2514 to 2520 of the said Code are renumbered and become articles 2638 to 2644.

458. The said Code is amended by inserting, after article 2520 which becomes article 2644 and after the title following the said article, the following :

“**2645.** In case of loss the insured must, with reasonable diligence, give notice thereof to the insurer; and he must conform to such special requirements as may be contained in the policy with respect to notice and preliminary proof of his claim, unless they are waived by the insurer.

If it be impossible for the insurer to give notice or to make the preliminary proof within the delay specified in the policy, he is entitled to a reasonable extension of time.”

459. The said Code is amended :

(a) by renumbering articles 2521 to 2531 which become articles 2646 to 2656;

(b) by replacing the figure “2510” in the last line of article 2525 which becomes 2650 by the figure “2634”.

460. Article 2532 of the said Code is renumbered to become article 2657 and is amended by replacing the figure “2530” in the first line by the figure “2655”.

461. Articles 2533 to 2558 of the said Code are renumbered and become articles 2658 to 2683.

462. Article 2559 of the said Code is renumbered to become article 2684 and is amended by replacing the word and figures “2533 and 2534” in the fifth line

2534 » par les mot et chiffres « 2658 et 2659 ».

463. L'article 2560 dudit Code est renuméroté pour devenir l'article 2685 et est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne le chiffre « 2527 » par le chiffre « 2652 ».

464. Les articles 2561 à 2567 dudit Code sont renumérotés pour devenir les articles 2686 à 2692.

465. Les articles 2594 à 2614 dudit Code sont renumérotés pour devenir les articles 2693 à 2713.

466. L'article 2615 dudit Code, abrogé par l'article 3 du chapitre 13 des lois de 1937 et remis en vigueur par l'article 2 du chapitre 22 des lois de 1938, est renuméroté pour devenir l'article 2714.

467. Ledit Code est modifié en ajoutant, après l'article 2615 devenu l'article 2714, le suivant :

« **2715.** Les articles 2606 à 2714, faisant l'objet des articles 448 à 466 de la Loi sur les assurances (1974, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 7*), ne font pas office de loi nouvelle. »

468. L'article 927 du Code de procédure civile est modifié en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots et chiffre « , prévue par l'article 2593a du Code civil, ».

469. Tout contrat d'assurance de frais d'obsèques visé au paragraphe *a* de l'article 2539 du Code civil qui a été conclu avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi no 7*) demeure en vigueur aux conditions fixées par les règlements.

470. Le surintendant des assurances nommé en vertu de la section xxxii de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par la présente loi ainsi que les membres du personnel du service des assurances, en fonction le (*insérer ici la date de l'entrée*

by the word and figures "2658 and 2659".

463. Article 2560 of the said Code is renumbered to become article 2685 and is amended by replacing the figure "2527" in the fourth line by the figure "2652".

464. Articles 2561 to 2567 of the said Code are renumbered and become articles 2686 to 2692.

465. Articles 2594 to 2614 of the said Code are renumbered and become articles 2693 to 2713.

466. Article 2615 of the said Code, repealed by section 3 of chapter 13 of the statutes of 1937 and re-enacted by section 2 of chapter 22 of the statutes of 1938, is renumbered and becomes article 2714.

467. The said Code is amended by adding after article 2615 which becomes article 2714, the following :

"**2715.** Articles 2606 to 2714 which are the object of sections 448 to 466 of the Act respecting insurance (1974, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 7*) shall not be construed as new legislation."

468. Article 927 of the Code of Civil Procedure is amended by striking out the words and figures " , contemplated by article 2593a of the Civil Code," in the second and third lines.

469. Every funeral expenses insurance contract contemplated in paragraph *a* of article 2539 of the Civil Code and made before (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*) remains in force on the conditions fixed in the regulations.

470. The Superintendent of Insurance appointed under Division xxxii of the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) replaced by this act, and staff members of the insurance branch in office on (*insert here the date of the coming into force of Bill No. 7*) become

en vigueur du projet de loi no 7) deviennent, sans autre formalité, le surintendant des assurances et des membres du personnel du service des assurances institué par la présente loi.

471. Tout renvoi dans une loi, proclamation ou commission ou dans un arrêté en conseil, contrat ou autre document à la Loi des assurances, à la Loi des agents de réclamations, à la Loi de l'assurance des maris et des parents ou aux dispositions du Code civil remplacées par la présente loi est un renvoi aux dispositions correspondantes de la présente loi ou, suivant le cas, aux dispositions de la Loi concernant certaines compagnies mutuelles d'assurance contre l'incendie, la foudre et le vent.

472. Les certificats d'enregistrement ou de renouvellement d'enregistrement ainsi que les permis et licences en vertu de la Loi des assurances ou de la Loi des agents de réclamations remplacées par la présente loi demeurent en vigueur jusqu'à la date où ils expireraient en vertu des lois remplacées par la présente loi; ils sont alors renouvelés conformément à la présente loi.

Les permis d'agents de réclamations deviennent des permis d'experts en sinistres.

Dans toute loi ou proclamation, arrêté en conseil, contrat ou document, l'expression « agent de réclamations » désigne un expert en sinistres.

473. Les règlements et décrets adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) demeurent en vigueur, dans la mesure où ils sont conformes aux dispositions de la présente loi, jusqu'à ce qu'ils aient été abrogés ou jusqu'à ce qu'ils aient été modifiés ou remplacés par des règlements ou décrets adoptés en vertu de la présente loi.

474. Les exigences de la présente loi relatives aux cautionnements à fournir par les assureurs ne s'appliquent aux assureurs déjà titulaires de permis en vertu de la Loi des assurances remplacée par la présente loi, qu'à compter de la date à laquelle ils

without further formality the Superintendent of Insurance and the staff members of the insurance branch established by this act.

471. Any reference to the Insurance Act, the Claims Adjusters Act, the Husbands and Parents Insurance Act or to the provisions of the Civil Code replaced by this act in any act, proclamation, commission, order in council, contract or other document is a reference to the corresponding provisions of this act or, as the case may be, to the Act respecting certain mutual companies of insurance against fire, lightning and wind.

472. The registration or renewal certificates and the permits and licences under the Insurance Act or the Claims Adjusters Act replaced by this act remain in force until the date on which they would expire under the acts replaced by this act; they shall then be renewed in accordance with this act.

In the French text, "*permis d'agents de réclamations*" becomes "*permis d'experts en sinistres*".

In any act, proclamation, order in council, contract or document the expression "*agent de réclamations*" designates a claims adjuster.

473. The regulations and decrees made by the Lieutenant-Governor in Council under the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) remain in force, so far as they are consistent with this act, until repealed, amended or replaced by regulations or decrees made under this act.

474. The requirements of this act with respect to the deposits to be given by the insurers apply to insurers already holding a licence under the Insurance Act replaced by this act only from the date on which they must obtain a licence under

doivent obtenir un permis en vertu de la présente loi. Entretemps les assureurs demeurent régis par les dispositions relatives aux dépôts contenues dans la Loi des assurances remplacée par la présente loi.

475. Sous réserve des articles 476 et 477, aucune modification apportée par la présente loi au droit régissant l'assurance n'a pour effet d'invalider une police d'assurance en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, ni de porter atteinte aux droits acquis par toute personne; toutefois toute disposition de la présente loi en matière de procédure, de preuve, de forme ou de délais autres que de prescription l'emporte sur les dispositions du droit existant et de toute police lorsque ces dispositions sont plus favorables aux assurés, sauf à l'égard des causes pendantes.

476. Le bénéficiaire régi par l'article 1029 du Code civil et désigné avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi est un bénéficiaire révocable aux termes de la présente loi, sauf

a) la personne désignée irrévocablement par stipulation à cet effet dans la police ou dans l'écrit effectuant la nomination;

b) la personne désignée en vertu d'un contrat où le souscripteur ou l'adhérent ne s'est pas réservé le droit de révocation si ce bénéficiaire a signifié par écrit à l'assureur, avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ou dans les douze mois suivant cette date mais avant sa révocation, sa volonté d'accepter la stipulation en sa faveur.

477. Le bénéficiaire en faveur de qui a été effectuée une assurance visée par la Loi de l'assurance des maris et des parents devient un bénéficiaire irrévocable suivant les prescriptions de la présente loi.

Toutefois le souscripteur ou l'adhérent peut, dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, modifier une seule fois la désignation selon les articles 12 et 13 de ladite Loi de l'assurance des maris et des parents. La désignation résultant de la modification prévue au présent alinéa est irrévocable.

this act. In the meantime the insurers remain governed by the provisions respecting deposits contained in the Insurance Act replaced by this act.

475. Subject to sections 476 and 477, no amendment made by this act to the law governing insurance has the effect of invalidating any insurance policy in force on the date of the coming into force of this act or of affecting the acquired rights of any person; however, every provision of this act in respect of procedure, proof, form or delays other than prescription prevails over the provisions of the existing law and of any policy when these provisions are more favourable to the insured, except as regards pending cases.

476. The beneficiary governed by article 1029 of the Civil Code and designated before the date of the coming into force of this act is a revocable beneficiary within the meaning of this act, except.

(a) the person designated irrevocably by a stipulation to that effect in the policy or in the document effecting the appointment;

(b) the person designated under a contract in which the policyholder or participant has not reserved for himself the right of revocation if this beneficiary has served in writing upon the insurer, before the date of the coming into force of this act or within twelve months after that date but before his revocation, notice of his intention to accept the stipulation in his favour.

477. The beneficiary in whose favour insurance contemplated by the Husbands and Parents Life Insurance Act has been effected becomes a beneficiary irrevocably designated according to the prescriptions of this act.

However, the policyholder or participant may, within twelve months of the coming into force of this act, only once change the designation in accordance with sections 12 and 13 of the said Husbands and Parents Life Insurance Act. The designation arising from the change provided for in this paragraph is irrevocable.

478. Les Services de santé du Québec constituent une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

478. The Québec Health Services form a mutual life insurance company.

479. Les règles relatives aux sociétés de secours mutuels ne s'appliquent pas à l'Association d'hospitalisation du Québec, qui est assujettie aux autres prescriptions de la présente loi relatives aux assureurs.

479. The rules relating to mutual benefit associations do not apply to the Québec Hospital Service Association which is subject to the other prescriptions of this act relating to insurers.

480. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

480. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.